[..]e ANNÉE — T. 14

N° 296 — 4 JUILLET 1925

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Adveniat Regnum Tuum

PARAIT LE SAMEDI (46 fascicules par an; tables semestrielles)
PRIX DU NUMÉRO : 0 FR. 75
Abonnements : Six mois, 13 fr.; un an, 25 fr. Étranger, 16 et 30 fr.

BUREAUX : 5, RUE BAYARD, PARIS-VIIIe
(Chèques postaux : Maison de la Bonne Presse, Paris, Cte N° 1668.)

Les Questions Actuelles — Chronique de la Presse — L'Action Catholique — Rev. d'Organisation et de Défense Religieuse

Conformément à l'usage, la D. C. ne paraît que toutes les deux semaines durant la période des vacances. En conséquence, **LE PROCHAIN FASCICULE** *sera publié* **LE 18 JUILLET.**

Sommaire analytique

« LES QUESTIONS ACTUELLES » ET « CHRONIQUE DE LA PRESSE »

Ce que nous disions des individualités chrétiennes, qu'elles sont nécessaires, toutes, à l'Incarnation, tellement que, si l'un de nous fait défaut, c'est pour l'œuvre du Christ et pour sa survie en ce monde une perte irrémédiable, est vrai aussi des individualités nationales. La religion trouve ses cas dans les nationalités et y varie ses applications comme elle le fait dans les personnes singulières. Chaque nation apporte au Christ son fruit, et ce fruit ne ressemble à aucun autre; il ne peut donc être remplacé par un autre, même meilleur. Le lion ne remplace pas la fourmi, ni la fourmi l'abeille; rien ne remplace rien, parce que tout a sa raison propre, son reflet de la Raison éternelle, et, si je puis dire, sa part de Dieu. Quand donc ce Dieu veut s'unir à l'homme, comme pour se retrouver et s'achever en nous, il ne peut négliger les diverses races.

A.-D. SERTILLANGES, O. P.
(*La Vie Catholique*, 1re série, p. 190.)

Qu'on en soit bien sûr, aucun prestige, aucun pouvoir n'empêchera le Pape d'embrasser dans sa sollicitude et sa tendresse toutes les collectivités catholiques, sous quelque sceptre qu'elles doivent se courber. Il habite un palais à l'intérieur duquel on se sent le frère de tous les chrétiens, de tous les hommes. La Papauté, disait Léon XIII, n'est ni latine ni grecque, elle est universelle comme la paternité de Dieu et la Rédemption du Christ.

Mgr CH.-P. SAGOT DU VAUROUX.
(*Correspondant*, 10. 6. 25.)

« LES QUESTIONS ACTUELLES » et « CHRONIQUE DE LA PRESSE »

L'élection présidentielle DU MARÉCHAL HINDENBURG

L'élection présidentielle allemande ne portera ses fruits qu'avec le temps. Elle est dès maintenant trop riche en leçons pour que la Documentation Catholique *ne lui consacre pas un dossier complet et une revue de presse assez étendue.*

L'avenir de l'Europe est en jeu, probablement aussi celui de l'Eglise catholique en Allemagne.

Il ne peut être indifférent à des catholiques pratiquants de voir à la tête de ce pays un magistrat qui communie chaque matin ou un représentant de l'Eglise évangélique et du militarisme prussien. Une partie des catholiques bavarois ont pourtant voté pour le maréchal von Hindenburg.

Alors que les nationalistes représentaient le Dr Marx aux protestants comme l'incarnation du catholicisme, ils l'accusaient auprès des catholiques de pactiser avec le parti irréligieux des socialdémocrates et présentaient Hindenburg comme le candidat « chrétien ». La manœuvre a partiellement réussi. Les populistes bavarois ont-ils sacrifié leurs sentiments religieux à leur passion nationaliste? La coalition du Centre et des socialistes n'aurait-elle pas été trop étroite pour éviter de graves périls?

Quoi qu'il en soit, confié à un plébiscite, le choix du maréchal était inévitable. Les impulsions collectives ne tiennent pas compte des idées, fort peu des intérêts qui ne sont pas immédiats. Les foules veulent, avant tout, la paix, la sécurité, l'ordre matériel, puis, si possible, la réalisation de leurs aspirations romantiques.

La légende napoléonienne, jointe au souvenir des journées de juin, a valu, le 10 décembre 1848, les trois quarts des suffrages au prince-président. L'élection du maréchal-président peut compter comme une victoire de l'unité allemande; elle est une réplique aux soulèvements communistes déchaînés par Eisner et le groupe « Spartacus », plus encore un hommage au Sauveur de la Prusse orientale en 1914, à l' « idole aux clous d'argent » dressée au bout de l'Allée de la Victoire.

Malgré la réserve que s'était imposée le premier président du Reich dans l'exercice de ses fonctions, on avait aux heures critiques senti son action, son intervention souvent heureuse dans les affaires politiques. L'Allemagne, habituée, dans la grande majorité de sa population, à être gouvernée sous l'ancien régime, avait à nouveau l'impression qu'un chef présidait à sa destinée. On s'était habitué au « Reichspraesident » et, s'il y eût consenti, on aurait pour un peu pris l'habitude de proroger automatiquement ses pouvoirs. Survint la mort prématurée d'Ebert. Brutalement, le peuple allemand, le moins mûr peut-être qui soit pour le parlementarisme, allait être appelé, pour la première fois, à user d'un des droits souverains que lui avait donnés la Constitution de Weimar : celui de désigner le chef du Reich républicain (1).

I

Le Président du Reich.

Dénomination adoptée par la Constituante.

Ce chapitre de la Constitution de Weimar (Titre I, chap. III, art. 41 à 51 inclus) (2) fut un des plus discutés en 1919. On fut long à se mettre d'accord sur le nom même du chef de l'Etat. Le rapporteur Dr Ablass voulait qu'on l'appelât « Reichsverweser » (3) ; le professeur Dr Beyerle lui préférait celui de « Reichswart » (celui qui veille sur le Reich). Finalement, le 6 juin, on adopte le titre de « Reichspraesident ». Le soin minutieux avec lequel on évita le titre de « président de la République » indique l'idée dominante des constituants. Il faut à la République allemande un président fort, doté d'un pouvoir réel. « Le système suisse ne convient pas à un grand Etat comme l'Allemagne, déclarait le Dr Ablass ; nous voulons à la tête de l'Etat une forte personnalité qui ne soit point limitée dans ses actes par des directives » (4)..., et le Dr Philipp reprenait cette idée le 4 juillet 1920 lors de la discussion du projet en 2e lecture. « La pression du président du Reich ne sera jamais trop forte. Le peuple allemand entend être gouverné », ce qui fit dire à Haase, alors chef du Parti socialiste indépendant : « Vous voulez à la présidence un homme fort, car vous espérez qu'il pourra préparer le retour à la monarchie. » (5)

Élection par voie de plébiscite.

Les constituants entendaient trouver dans ces fonctions du Reichspraesident le moyen pour le peuple de contrôler les actes du Parlement en limitant par là même ses pouvoirs. « Nous ne voulons pas d'un Parlement tout-puissant, comme en France ; ses pouvoirs doivent être contrôlés. Ce contrôle sera exercé par le président élu du peuple, qui contrebalancera la puissance du Parlement... C'est pourquoi, en Allemagne, le président devra être élu par plébiscite. Il aura la confiance du peuple ! » (6)

---

(1) Le président Ebert avait été élu le 11 janvier 1919 par l'Assemblée nationale de Weimar, et ses pouvoirs avaient été prorogés par le Reichstag. Sur ses origines, son *curriculum vitae*, sa présidence et sa mort, cf. *D. C.*, t. 13, col. 793-804.

(2) Reproduite *in extenso* dans *D. C.*, t. 2, pp. 426-440.

(3) Dans l'ancien Empire allemand on donnait ce titre (lieutenant-général de l'Empire) au haut dignitaire qui remplaçait l'empereur en son absence, quand il était mineur, ou pendant la période qui s'écoulait entre la mort d'un empereur et la désignation de son successeur.

(4) Dr Ablass, *Deutsches Geschichtskalender* (Meiner, Leipzig), fasc. 59, p. 202.

(5) *Ibid.*, fasc. 62, p. 270.

(6) *Ibid.*, fasc. 59, p. 202.

Et c'est ainsi qu'il en fut décidé, malgré l'opposi-n des socialdémocrates et des indépendants, qui oyaient dans l'autorité accordée au nouveau chef l'Etat une source de graves conflits avec l'assem-ée législative. Quand en 1920 il fut une première is question de porter Hindenburg à la présidence, s partis républicains semblèrent prêts à vouloir venir sur le mode d'élection à la haute magistra-ire de la République. La prolongation du mandat Ebert trancha provisoirement la question.

Loi du 4 mai 1920 organisant l'élection.

Si l'on établit dès 1919 le principe même du vote ar plébiscite, on laissa en suspens les modalités exécution de l'opération. Le Parlement, disent les onstituants, en décidera en temps opportun. La loi it promulguée le 4 mai 1920. En voici la teneur :

« Art. 1er. — Est électeur quiconque est électeur our le Reichstag.

» L'élection est directe et secrète. Chaque électeur une voix.

» Art. 2. — Le Reichstag fixe le jour de l'élec-on ; ce doit être un dimanche ou un jour férié.

» Art. 3. — Le bulletin de vote doit désigner elui auquel l'électeur veut donner sa voix et ne oit contenir aucune autre mention.

» Art. 4. — Est élu celui qui obtient plus de la oitié des voix valables.

» Si cette majorité n'est pas atteinte, il est pro-édé à un second tour, et celui qui a obtenu la ajorité des voix valables est élu. A égalité des oix, le sort décide, et c'est le directeur des opérations ectorales du Reich (*Reichswahlleiter*) qui tire au sort.

» Art. 5. — Les voix sont comptées dans les cir-onscriptions électorales pour le Reichstag. Le ré-ultat est communiqué au directeur des opérations ectorales du Reich.

» La Commission électorale est chargée du recen-ement ; elle se compose du directeur des opérations ectorales comme président et de quatre assesseurs, ris par lui parmi les électeurs. La Commission élec-orale statue à la majorité des voix.

» Art. 6. — La Commission électorale du Reich *eichswahlausschuss*) arrête le résultat de l'élection ans le Reich.

» Elle se compose du directeur des opérations ectorales du Reich comme président et de six asses-urs, pris par lui parmi les électeurs. La Commission ectorale du Reich statue à la majorité des voix.

» Art. 7. — Le tribunal chargé de la vérification es élections au Reichstag vérifie le résultat de élection.

» Si l'élection est déclarée non valable, il est rocédé à une nouvelle élection. La déclaration d'in-alidité peut ne porter que sur le second tour.

» Art. 8. — Les dispositions des art. 2 al. 2, 3, t. 3, 8 à 13, art. 14 al. 1, art. 26 à 28, 39 et 41 e la loi électorale du Reich sont applicables.

» Art. 9. — La loi entre en vigueur du jour de sa romulgation. » (1)

Cette loi devait être appliquée pour la première ois en mai prochain.

Pouvoirs du Reichspraesident.

Le professeur G. Anschütz, de Heidelberg, commen-ant le texte officiel de la Constitution, définit ainsi es pouvoirs du président du Reich : « Aux termes de la Constitution, les fonctions du président du Reich sont éminemment actives ; malgré le parlemen-tarisme, il dirige ; il n'est point un homme d'Etat irresponsable ; il nomme ou révoque les ministres ; et, cela surtout est capital, dans le cas d'un conflit avec le Reichstag, il peut en appeler au peuple soit par plébiscite soit en dissolvant l'assemblée. » (1)

A son tour, le président est responsable devant le peuple qui l'a élu, et peut être déposé par plé-biscite même avant la fin de son septennat. Dans ce cas, il est toutefois nécessaire que la demande en soit présentée par les deux tiers des députés au Reichstag. Elu pour sept ans (art. 43), il représente, à côté du Parlement, dont la législature ne dure que quatre ans, l'élément stable du régime.

Le président du Reich intervient rarement au premier plan de la scène politique, mais il peut assister aux Conseils de cabinet et en ce cas il les préside (2). L'ordre du jour est approuvé par lui. Les ministres sont tenus de lui rendre compte. C'est le président qui promulgue les lois d'Empire ; il est libre aussi de promulguer de sa propre autorité une loi particulièrement urgente (*Notgesetz*) contre laquelle s'élève une minorité au Reichstag. Il peut soumettre une loi particulièrement importante à l'approbation du peuple par voie de referendum. Y a-t-il conflit entre le Reichsrat et le Reichstag, le président peut soit décider que la loi ne sera pas promulguée, soit avoir recours à nouveau au refe-rendum populaire.

L'art. 45 établit les pouvoirs du président au point de vue international. Il conclut au nom du Reich les alliances et les traités avec les Puissances étran-gères. Il accrédite et reçoit le corps diplomatique, qu'il arrive à connaître mieux que les ministres, qui souvent passent et se succèdent rapidement.

Ce même article dit (3) : « La déclaration de guerre et la conclusion de la paix se font par une loi du Reich. » (4) Par là semblent limités les pouvoirs du président. Mais cette restriction est plus apparente que réelle, le président pouvant, comme on l'a vu plus haut, promulguer des lois urgentes.

Le président nomme et révoque les fonctionnaires du Reich, les officiers. « Il a le commandement suprême sur toute la force armée. » (Art. 47.) Le colonel Waitz commenta ainsi cet article le 8 avril 1919 à Weimar : « L'expérience a montré qu'il était nécessaire qu'il y ait dans l'Empire une direction politique et militaire unique. Le Reichspraesident, représentant la plus haute instance politique, doit de même décider en dernier lieu des questions d'ordre militaire... Ce qui ne veut pas dire qu'il doit per-

---

(1) *Gesetz über die Wahl des Reichspraesidenten*, t. 4, ai 1920 (R. G. B. [Reichsgesetzblatt], 1920, n° 98, p. 849). — Cette loi a été traduite par M. Paul Hamel, avocat, *nnuaire de la Législ. étrangère*, 1920, p. 65 (Libr. gén. droit et de jurisp., Paris, 1921).

(1) G. Anschütz, *Kommentar zur Reichsverfassung* (Heidelberg).

(2) Bien qu'il ne soit pas fait état de cette préro-gative dans le texte même de la Constitution, le fait est officiellement admis, ainsi qu'il fut établi lors de la discussion du projet de Constitution. « Il est tout naturel que le Reichspraesident puisse présider des Conseils de cabinet. Pratiquement, Ebert l'a souvent fait. Naturelle-ment, le président n'a pas le droit de voter, mais il lui revient un certain droit de préséance. C'est une question de tact politique. » — Hugo Preuss, séance du 4 avril 1919. (*Geschichtskalender*, fasc. 59, p. 204.)

(3) Cf. *D. C.*, t. 2, p. 430, col. 1.

(4) Le Dr Heinze (Deutsche Volkspartei) s'était élevé contre ce paragraphe, qu'il voulait remplacer par la formule : « En cas d'attaque du territoire ou des côtes du Reich, le président du Reich peut, de sa propre autorité, déclarer la guerre. » (*Geschichtskalender*, fasc. 59, p. 204.)

Le Dr Delbrück : « Il est impossible en cas d'at-taque d'attendre un vote du Reichstag ; le résultat, ce sera que la guerre commencera sans déclaration de guerre. » (*Geschichtskalender*, fasc. 59, p. 214.)

sonnellement exercer le commandement des troupes ; il peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs chefs militaires (1) ; ceci ne l'empêche point de trancher en dernière instance les questions d'ordre militaire : mobilisation, démobilisation. S'il est impossible à un seul homme d'assumer la conduite des armées en campagne, il n'en demeure pas moins que les pouvoirs limités des divers chefs doivent se réunir à un certain moment en une seule main. Seul, le président du Reich, étant donné les rapports étroits qui unissent les autorités civiles et militaires, peut exercer ces fonctions, et en ce sens il prend la place qu'occupait l'empereur dans l'ancienne Constitution. » (2)

Le président d'Empire a enfin le droit dit de « Reichsexecution », c'est-à-dire qu'il dispose des pouvoirs d'intervention directe dans les affaires intérieures des Etats. L'art. 48 est ainsi conçu (3) : « Si un pays ne remplit pas les devoirs qui lui incombent en vertu de la Constitution ou des lois du Reich, le président peut l'y contraindre avec l'aide de la force armée.

» Le président du Reich peut, lorsque la sûreté et l'ordre publics sont gravement troublés ou compromis dans le Reich allemand, prendre les mesures nécessaires à leur rétablissement ; en cas de besoin, il peut recourir à la force armée. A cette fin, il peut suspendre totalement ou partiellement l'exercice des droits fondamentaux garantis aux articles 114, 115, 117, 118, 123, 124 et 153. » (4)

« Il faut espérer, déclarait le 4 avril 1919 le Dr Ablass, que le président n'aura point à faire usage de ce droit contre des Etats qui refuseraient de se soumettre à leurs obligations vis-à-vis de l'Empire ; mais il faut que le président ait néanmoins ce pouvoir, qui va même au delà de ceux dont disposait autrefois l'empereur. » (5)

Cet article 48 est celui qui marque le plus la tendance unitaire de la Constitution de Weimar. Mais l'expérience a prouvé que, si son application était relativement facile contre un Etat ou faible ou dépourvu d'organisation militaire propre (Thuringe, Saxe, 1923), elle était sinon impossible, du moins dangereuse pour l'unité même du Reich vis-à-vis d'un Etat ayant une organisation militaire autonome (Bavière, nov. 1923).

Tels sont, rapidement exposés, les principaux pouvoirs dont dispose le président du Reich. Ils sont, on le voit, considérables. On ne peut dire du premier magistrat de la République allemande ce que l'on a coutume de dire du roi d'Angleterre : « Le roi règne, mais ne gouverne pas. » La Constitution donne au Reichspraesident des pouvoirs exorbitants : si de sa propre volonté il ne peut rien faire, puisque ses ordonnances et ses décrets doivent pour leur validité être contresignés par le chancelier ou un des ministres (art. 50), on ne peut non plus rien faire contre lui. Il n'a pas le droit de *veto*, il est vrai ; mais il peut en appeler au peuple, et ce referendum équivaut au *veto* (6).

(1) C'est ainsi qu'en novembre 1923 le président Ebert délégua ses pouvoirs au général von Seekt.
(2) *Geschichtskalender*, fasc. 59, p. 214.
(3) Cf. *D. C.*, t. 2, p. 430, col. 1.
(4) L'art. 114 concerne la liberté de la personne ; l'art. 115, l'inviolabilité du domicile ; l'art. 117, le secret postal ; l'art. 118, la liberté d'opinion ; l'art. 123, le droit de réunion ; l'art. 124, le droit d'association ; l'art. 153, le droit de propriété.
(5) *Geschichtskalender*, fasc. 59, p. 202.
(6) Sur la Constitution de Weimar, consulter René Brunet, *La Constitution allemande du 11 août 1919* (Payot, 1921) et surtout Vermeil, *La Constitution de Weimar* (Librairie Istra, Strasbourg, 1924).

II

L'intérim après la mort d'Ebert.

Désignation du Dr Simons (L. 10. 3. 25).

L'article 51 de la Constitution de Weimar est ainsi conçu (1) : « Le président du Reich est, en cas d'empêchement, remplacé tout d'abord par le chancelier. Si l'empêchement est présumé devoir se prolonger un certain temps, le remplacement est réglé par une loi du Reich. »

Dès la maladie du président Ebert, le chancelier Luther avait automatiquement pris la direction des affaires. Mais, la crise menaçant de durer et la personnalité du chancelier ne donnant point aux partis républicains toute confiance, les démocrates réclamèrent le vote de la loi prévue dans la Constitution. Craignant un mouvement d'opinion qui pût lui être défavorable, le Gouvernement fit sien le projet auquel s'étaient ralliés Centre et socialdémocrates. On se mit d'accord sur le nom du Dr Simons comme candidat éventuel à la présidence. Président de la Haute Cour de Justice du Reich, le Dr Simons jouissait dans les milieux républicains d'une bonne réputation de libéralisme : on le dit sincèrement attaché à la Constitution de Weimar. D'autre part, son attitude énergique à Londres en 1920, où, en qualité de ministre des Affaires étrangères, il représentait le Reich, lui avait concilié certaines sympathies nationalistes.

Le projet fut soumis à la Commission principale du Reichstag le 7 mars 1925. Dès le 9, il était déposé devant le Parlement au nom du Gouvernement par les députés Fehrenbach (Centre), Müller-Franken (socialdémocrate), Schulze-Bromberg (deutschnational), Dr Scholz (Volkspartei), Erkelenz (démocrate), Hampe (Wirtschaftspartei), Leicht (Bayerische Volkspartei). Il s'agissait non d'une loi générale pour tous les cas analogues, mais d'un projet circonstancié dans lequel figurait expressément le nom du Dr Simons. Il était ainsi conçu :

« 1° Le président de la Haute Cour de Justice est chargé de remplacer dans ses fonctions le président du Reich, décédé le 28. 2. 25, et cela jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau président.

» 2° Pendant la durée de son intérim, il jouira des prérogatives et des droits attribués au président par la Constitution.

» Le président par intérim touchera, pendant la période où il demeurera en fonctions, le traitement et les indemnités de la charge.

» 3° Cette loi entrera en vigueur le lendemain de sa promulgation. »

Adoptée en première lecture contre l'opposition des seuls communistes et racistes, la loi fut votée par le Reichstag le 10 mars 1925 et approuvée le même jour par le Reichsrat. Le Dr Simons, mandé tout de suite à Berlin, prêta solennellement serment le 12 mars au Reichstag suivant la formule établie à l'article 42 de la Constitution (2) : « Je jure de consacrer mes forces au bien du peuple allemand, d'accroître ses avantages, de détourner de lui tout dommage, d'observer la Constitution et les lois du Reich, d'accomplir consciencieusement mes devoirs, d'agir justement à l'égard de tous. »

A la brève allocution du président du Reichstag Loebe, le Dr Simons répondit en assurant le Parlement de l'esprit d'impartialité qu'il tenait de ses fonctions à la Haute Cour et qui continuerait à l'animer ici : « L'esprit de devoir, dit-il en terminant, la dignité du président défunt qui lui valurent

(1) Cf. *D. C.*, t. 2, p. 430, col. 1.
(2) Cf. *D. C.*, t. 2, p. 429, col. 2.

le respect du monde entier, seront pour moi des modèles. Les hautes qualités qu'il déploya dans l'exercice de ses fonctions rendent lourd l'héritage qu'il nous laisse ; mais, comme j'en ai fait le serment, je mettrai toute mon énergie à faire respecter cette charge, afin de la remettre inviolée entre les mains de celui que pour la première fois le peuple allemand sera appelé à choisir librement comme chef de l'Etat. »

III

La campagne électorale.

Fixation de la date des scrutins.

La Constitution n'avait point non plus prévu le délai dans lequel il y aurait lieu de procéder à la réélection du président d'Empire.

Pris au dépourvu, les nationalistes et à leur tête l'ancien président des Deutschnationalen, l'actuel ministre de l'Intérieur Schiele, auraient volontiers retardé le plus longtemps possible la date du scrutin. Mais là encore les partis républicains firent sur le Gouvernement une pression énergique et le 9 mars, sans discussion, le Reichstag vota le projet de loi tendant à fixer au 29 mars le 1er tour de scrutin et au 26 avril le scrutin de ballottage. Une ordonnance ministérielle en date du 13 mars prescrivait l'établissement des listes électorales avant le 20 mars, dernier délai.

Le scrutin du 29 mars 1925.

Les partis de droite unis contre les républicains divisés.

La campagne électorale commença aussitôt. Elle commença inévitablement par les longs pourparlers entre partis (1) auxquels nous a habitués chaque crise ministérielle. Le parti démocrate allemand vit le premier les avantages d'une candidature unique des groupes de Weimar. Dans un appel au peuple allemand, il soulignait la nécessité de perpétuer la tradition républicaine si dignement inaugurée par le président Ebert. « Pour cela, il importe que le successeur de Fritz Ebert non seulement possède, dans les hautes fonctions qu'il aura à occuper, les mêmes qualités d'homme d'Etat dont fit preuve le président défunt, mais encore qu'il se présente au peuple allemand non comme le candidat d'un parti politique, mais comme le chef reconnu de tous les éléments de la nation fidèles à la République et à la Constitution. » De l'autre côté, s'était constitué, sous la présidence du ministre d'Etat von Loebell, une sorte de bloc des droites comprenant les Deutschnationalen, la Deutsche Volkspartei, la Bayerische Volkspartei, la Wirtschafts Vereinigung et les associations affiliées ; le but de ce groupement était de désigner le candidat des partis bourgeois.

Les premiers songeaient déjà à une candidature Marx. Les seconds présentaient le Dr Jarres. C'est sur l'un de ces deux noms qu'allait être tentée l'union des partis de la Constitution (socialdémocrates à Volkspartei). Elle ne tarda point à se révéler impossible. On tenta un accord sur le nom de tiers candidats : celui du Dr Simons, qui fit tout de suite savoir son intention de demeurer à Leipzig, et celui du Dr Gessler, ministre de la Reichswehr. Pour les partis, cette dernière candidature représentait théoriquement la solution idéale, parce qu' « incolore » (*farblos*). Le Dr Gessler appartient au parti démocrate, mais il a toujours travaillé en parfait accord avec le général von Seekt, qui à chaque crise ministérielle impose son maintien au ministère de la Reichswehr. A gauche, on le considère comme républicain ; à droite, on veut voir en lui le champion de la revanche. Le Dr Stresemann comprit tout de suite le sens que donnerait l'étranger à cette candidature Gessler : une dictature camouflée du général von Seekt. On l'abandonna. Le Comité Loebell désigna Jarres comme candidat des partis bourgeois. Quelques jours encore, les partis républicains discutèrent de l'opportunité d'une candidature unique, mais sans pouvoir se mettre d'accord. Finalement, le 19 mars, date ultime fixée pour les déclarations de candidatures, sept candidats allaient se trouver en présence :

1° *Socialdémocrates :* Otto Braun, ancien président du Conseil des ministres de Prusse ;

2° *Bayerische Volkspartei :* Heinrich Held, président du Conseil des ministres bavarois ;

3° *Démocrates :* Willy Hellpach, président de l'Etat de Bade ;

4° *Bloc des Droites, Deutsche Volkspartei, Deutschnationalen :* Karl Jarres, ancien bourgmestre de Duisburg, ancien ministre de l'Intérieur du Reich dans le cabinet Cuno ;

5° *Racistes :* Erich Ludendorff ;

6° *Centre :* Wilhelm Marx, ancien chancelier du Reich ;

7° *Communistes :* Ernst Thaelmann, ouvrier, membre du Reichstag.

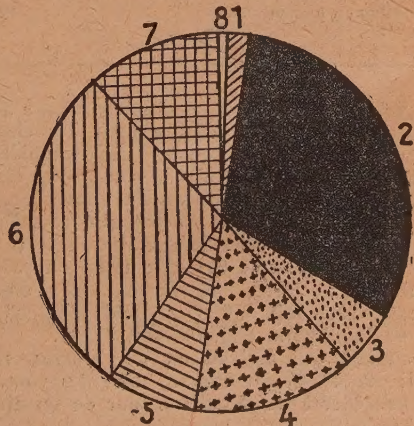
La campagne fut menée à grand frais de propagande par tous les partis, surtout les nationalistes et le Centre. On eut recours aux moyens les plus modernes : train spécial, radiophonie, chars, cortèges d'associations politiques, films, etc. : rien ne manqua, et pourtant, dès avant le scrutin, on eut l'impression que la journée du 29 mars, de par le nombre des candidats en présence, ne saurait apporter de décision.

Les graphiques et la statistique ci-après donnent les résultats de ce premier tour de scrutin comparés à ceux des élections du Reichstag des 7. 12. 24 et 4. 5. 24 (1). Ils montrent dans quelle mesure fut respectée la discipline des partis.

L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT D'EMPIRE (2)

Scrutin du 29 mars 1925.

NOMBRE DE VOTANTS : 26 857 747



1. Ludendorff. — 2. Jarres. — 3. Held. — 4. Marx. — 5. Hellpach. — 6. Braun. — 7. Thaelmann. — 8. Divers.

(1) Sur les tendances des divers partis allemands, cf. Jules Véran : *D. C.*, t. 12, col. 1180-1182.

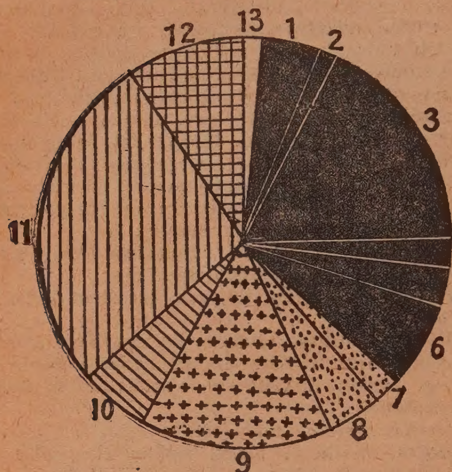
(1) Chiffres provisoires donnés par la *Gazette de Francfort*, 31. 3. 25.

(2) D'après *Wirtschaft und Statistik*, n° 7, avr. 1925.

L'ÉLECTION DU REICHSTAG

Le 7 décembre 1924.

NOMBRE DE VOTANTS : 30 283 986



1. Nationalsoziale-Freiheitspartei. — 2. Deutschsoziale. — 3. Deutschnationale Volkspartei. — 4. Landbund. — 5. Wirtschaftspartei. — 6. Deutsche Volkspartei (Populistes). — 7. Deutsche Hannoveraner. — 8. Bayerische Volkspartei (Populistes bavarois). — 9. Centre. — 10. Démocrates. — 11. Socialdémocrates. — 12. Communistes. — 13. Divers.

		Élection pour la présidence du Reich (29. 3. 25).		Élection du Reichstag (7. 12. 24).		Élection du Reichstag (4. 5. 24).
Partis républicains	Braun (socialdémocrate)	7 785 678	29 p. 100	7 880 963	26 p. 100	20,5 p. 100
	Marx (Centre)	3 883 676	14,5 p. 100	4 118 190	13,6 p. 100	13,4 p. 100
	Hellpach (démocrate)	1 565 136	5,9 p. 100	1 917 764	6,3 p. 100	5,7 p. 100
	Total	13 234 490	49,4 p. 100			
Bloc des droites	Jarres (Deutschnationalen et Volskpartei)	10 387 523	39,8 p. 100 (Jarres et Ludendorff)	11 825 315	39,1 p. 100	40,7 p. 100
	Ludendorff (raciste)	284 471				
	Held (Bayerische Volkspartei)	1 002 278	3,7 p. 100	1 394 795	43,7 p. 100	45 p. 100
	Total	11 674 272	43,5 p. 100			
	Thaelmann (communiste)	1 869 553	7 p. 100	2 708 345	9 p. 100	12,6 p. 100
	Divers	34 152	0,1 p. 100	438 614	1,4 p. 100	2,8 p. 100

Il y eut, d'après les chiffres officiels, 26 812 535 votants, soit 68,75 % du chiffre total des électeurs.

Comme on le voit, aucun des candidats ne recueillit l'ensemble des voix de son parti ; cela tint sans doute aux nombreuses abstentions beaucoup plus qu'à un déplacement quelconque vers l'un ou l'autre parti. Braun perd 82 122 voix, soit 1 % ; le Dr Marx, 233 039, soit 5,7 % ; Hellpach, 350 573, soit 18 % ; Jarres et Ludendorff ensemble 1 131 226 voix, soit 9,6 % ; Held, 388 003, soit 28 %, et Thaelmann 836 906, soit 31 %.

Le candidat qui arrivait en tête, Jarres, n'ayant recueilli que 39 % du nombre total des voix, force fut de procéder à un deuxième tour de scrutin, fixé au 26 avril.

Le scrutin de ballotage du 26 avril 1925.

Le Dr Marx, candidat des républicains.

Le 29 mars, nous vîmes les partis de droite aller au scrutin unis, contre les républicains divisés. Leur effort tendait à obtenir un résultat décisif dès le premier tour, car on sentait fort bien que la personnalité, déjà un peu terne par elle-même, du Dr Jarres, dont la popularité artificielle avait quelque peu souffert des attaques de ses adversaires (1), ne saurait triompher contre un groupement des forces républicaines, qui s'annonça comme certain dès le lendemain du premier vote. Il s'agissait de gagner du temps. Sur l'initiative du chanoine Leicht, président de la Bayerische Volkspartei, le chancelier convoque les chefs de tous les partis à une réunion dont le but fut exposé dans un communiqué ainsi conçu : « Le but de cette réunion était de voir si dans l'intérêt même du pays il n'y aurait point avantage à grouper les voix du peuple allemand et par là même à consolider la situation du président à désigner par le prochain plébiscite ; à nouveau la campagne électorale menace de diviser la nation ; on y parerait en désignant un candidat unique. » (2) Telle est la version officielle. Mais, en réalité, pour empêcher un succès républicain, qu'alors même au Gouvernement l'on croyait certain, le chancelier Luther n'hésita pas à tenter une manœuvre anticonstitutionnelle en proposant aux partis de faire nommer le président non par plébiscite, mais par le Reichstag. Le candidat eût été le Dr Simons, que l'on eût tout simplement confirmé dans ses fonctions. En effet, l'élection au plébiscite d'un candidat républicain aurait inévitablement mis fin au Gouvernement des droites du Dr Luther, tandis qu'avec un président nommé par le Reichstag la situation du cabinet se serait trouvée assurée.

Tout en étant unanimes à reconnaître les qualités du Dr Simons, les partis firent ressortir que cette proposition arrivait trop tard. Au cours des pourparlers des partis, les groupes républicains avaient déjà désigné leur candidat ; les démocrates ne pouvaient songer à maintenir le Dr Hellpach ; les socialdémocrates savaient que les électeurs du Centre ne voteraient pas pour Braun et que sa candidature au second tour amènerait le succès du candidat nationaliste. Restait donc la candidature Marx. Bien qu'il ne fût point très populaire auprès des socialdémocrates, surtout depuis la dernière crise ministérielle, certains de leurs organes, néanmoins, conseillaient aux socialistes de le soutenir : « Il s'agit avant tout de placer pour sept ans la présidence d'Em-

(1) Les adversaires du Dr Jarres s'étaient surtout attachés à montrer le rôle néfaste joué par lui pendant la « guerre de la Ruhr ». Jarres avait conseillé à maintes reprises d'abandonner la Rhénanie à la France, pour la reprendre plus tard par la force.

(2) *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 5. 4. 25.

ire entre les mains d'un républicain loyal », écrira a *Socialistische Parlaments Korrespondenz.* Mais à our acceptation de la candidature Marx, les socialistes posent des conditions :

« Il est bien entendu, écrit le même organe, que e parti socialiste posera certaines conditions préalables à sa participation au front commun des républicains. C'est la tâche du comité exécutif du Parti de déterminer celles-ci, mais déjà nous croyons pouvoir dire que la consolidation de la République n'est possible que si la Prusse est à nouveau gouvernée pendant quatre ans par des républicains et a à sa tête un président socialiste. »

C'était demander au Centre de soutenir Braun à la présidence du Conseil de Prusse. Le pacte fut conclu. Marx proclamé candidat du « Volksblock », bloc populaire — Centre, démocrates, socialdémocrates, — Braun fut réinstallé au Herrenhaus.

Hindenburg, candidat des partis de droite.

Cette décision plongeait le comité Loebell dans le plus profond embarras. Officiellement, la candidature Jarres est maintenue, mais on sent qu'on la tient simplement en réserve pour le cas où l'on ne trouverait aucun autre candidat capable d'entraîner a masse du peuple allemand. Il est certain que Jarres, qui se dit trop républicain pour rallier les voix des abstentionnistes monarchistes et que l'on sait trop nationaliste pour grouper les républicains, est voué à un échec assuré devant le Dr Marx, qui vient pendant une année de présider au redressement de l'Allemagne.

Cependant, soumis à une pression parfois extra-politique (1), le comité Loebell se décide à pressentir le maréchal Hindenburg, « le seul homme, écrit la *Berliner Zeitung*, qui après Jarres jouisse de l'estime du peuple allemand ». On dépêche à Hanovre une délégation présidée par le deutschnational von Schlange-Schoeningen, tandis que l'on négocie avec d'autres personnalités, notamment Mackensen et Wallraf, ancien président du Reichstag. Jarres reste candidat de 2e zone (2), surtout après la décision du parti populiste bavarois de ne voter que pour un candidat de droite autre que le bourgmestre de Duisburg (3). La Deutsche Wirtschaftspartei, le Bayerischer Bauernbund du Dr Heim, et la Deutsch-Hannoverische Partei se rangent à cet avis. Jarres prie télégraphiquement le comité électoral de renoncer à sa personne et de reporter ses voix sur le maréchal. Hindenburg reste seul candidat possible, bien que l'on n'ait point encore eu son acceptation officielle. La *Zeit*, organe de Stresemann, hostile à la candidature Hindenburg, cherche à diviser le comité Loebell, dans lequel siège pourtant la Volkspartei, en écrivant le 5 avril :

« Le parti populiste n'a aucune raison de disconvenir que M. Jarres était également le candidat le plus indiqué du groupe des droites au deuxième tour. Nous admettons que le comité directeur maintiendra la candidature. Naturellement, cette attitude du parti populiste ne signifie pas qu'il repousse par principe la candidature du maréchal Hindenburg : les nationalistes veulent utiliser le maréchal comme symbole de la réaction monarchiste en Allemagne. Nommer le maréchal président, ce serait créer un régent pour Guillaume II et hisser le drapeau noir, blanc et rouge, sur la Wilhelmstrasse. »

De son côté, Hindenburg semble peu décidé à se rendre à l'invitation qui lui est faite. Il aurait voulu prendre l'avis de Doorn, d'où lui serait venue une réponse nettement défavorable du kaiser. De Munich, Ludendorff et les racistes lui auraient de même dépêché un courrier le priant de demeurer à l'écart de la politique. Suivant la même *Zeit*, le comité Loebell aurait reçu de son candidat le télégramme suivant :

« Je déclare que, étant donné mon grand âge, je ne puis accepter la charge lourde de responsabilités de président du Reich. Je demeure fidèle à la candidature Jarres, et prie instamment tous ceux qui placent la patrie au-dessus du parti de se joindre à moi et d'éviter par là une dispersion dangereuse des voix. Quiconque sans raison s'abstient en cette heure décisive, se rend gravement coupable à l'égard de la patrie. — Général feld-marschall VON HINDENBURG. »

Ce télégramme ne fut pas démenti ouvertement.

C'est alors qu'intervint l'amiral von Tirpitz. A la suite d'une deuxième conférence tenue à Berlin, il part pour Hanovre et finit par arracher à Hindenburg son acceptation.

L'annonce seule de cette candidature ne fut point sans provoquer une certaine émotion. Les socialistes, le *Vorwaerts* entre autres, affectèrent de la prendre à la légère (1), et les organes du parti démocrate la considérèrent comme un défi au bon sens.

« Nous ne partageons pas cette opinion — écrit toutefois, le 6 avril, M. G. BLUN au *Journal*, — et nous sommes d'avis, au contraire, que, si le Dr Marx doit infailliblement sortir vainqueur d'un tournoi qui ne le mettrait aux prises qu'avec M. Jarres, l'élection du chef centriste républicain serait gravement compromise si, subitement, le maréchal Hindenburg entrait dans la lutte, aux lieu et place de Jarres.

» Le parti catholique de Bavière, notamment, a déjà fait savoir qu'il ne verrait aucun inconvénient à favoriser l'élection du feld-maréchal et, pour qui connaît l'âme populaire allemande, toujours éprise d'une très grande sympathie et admiration pour von Hindenburg, dont les fortes moustaches et la gigantesque stature lui en ont toujours imposé,

---

(1) Le Comité Loebell aurait reçu jusqu'à 165 000 lettres l'invitant à poser la candidature Hindenburg.

(2) A la réunion du Comité, le 4 avril, 9 voix s'étaient prononcées pour Hindenburg et 3 pour Jarres.

(3) Cf. *Temps*, 1. 4. 25.

(1) Cette indifférence semble bien avoir été plus apparente, plus politique que réelle, si l'on en rapproche les déclarations faites par le Dr Braun, candidat des Social-démocrates au scrutin du 29 mars, à un rédacteur du journal suisse de langue italienne, le *Popolo e Libertà*.

« Interrogé sur ses pronostics à l'égard de l'élection présidentielle, M. Braun a répondu qu'il était extrêmement difficile de risquer une prévision quelconque. Si les monarchistes n'avaient pas recouru à la candidature Hindenburg, a-t-il dit, leur défaite aurait été certaine. Mais le vieux maréchal est un symbole pour la génération qui a grandi sous l'ancien régime et qui est habituée à voir dans tout uniforme la marque d'une nature supérieure. Aussi doit-on craindre que, par suite de cet état d'esprit, de nombreux électeurs, surtout dans les campagnes, qui ne sont inscrits à aucun parti et qui n'ont pas voté le 29 mars, n'apportent leurs suffrages à Hindenburg. [...]

» L'interviewer lui demandant si l'élection éventuelle de Hindenburg pourrait mettre en danger le régime républicain en Allemagne, le président du Conseil prussien a répondu très nettement par la négative. Une restauration monarchique, a-t-il dit, ne pourrait se faire que pour des raisons de politique extérieure, c'est-à-dire si les Alliés, par des exigences inacceptables et déshonorantes pour le peuple allemand, rendaient impossible la tâche des partis qui souhaitent sincèrement la paix et qui sont prêts à faire tout ce dont ils sont capables pour exécuter les clauses du traité de Versailles. M. Braun, en outre, a indiqué que la chute du Cabinet Herriot, à son avis, n'exercerait aucune influence sur l'issue de la lutte électorale allemande. » (*Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations*, 21. 4. 25, p. 89.)

il apparaît certain que l'ancien généralissime ne ferait pas qu'obtenir la totalité des voix nationalistes, mais encore qu'il attirerait à lui au moins 3 millions à 3 millions et demi de voix de Bavarois et de dissidents centristes et démocrates. Son élection serait donc sinon probable, du moins extrêmement possible. »

Le 16 avril, dernier délai pour le dépôt des candidatures au deuxième tour de scrutin, trois candidats étaient en présence : le maréchal von Hindenburg, M. Marx et le communiste Thaelmann (1). Si, faisant abstraction des questions de personnes et des nuances de programmes, on cherche à dégager le sens général, le « schéma » de la situation, on aperçoit à l'origine ces deux courants politiques qui plus ou moins ouvertement, depuis deux ans, se disputent le pouvoir en Allemagne et, maintenant, se cristallisent en deux groupes : le Reichsblock (bloc d'Empire : Hindenburg) et le Volksblock (bloc populaire : Marx). Ils incarnent deux régimes, la vieille et la jeune Allemagne ; deux drapeaux, celui de l'Empire : noir, blanc et rouge, et celui de Weimar : noir, rouge et or.

Limitée à deux candidats, la campagne électorale n'en eût été que plus nette si elle s'était tenue sur le seul terrain politique. Mais les partis, les droites surtout, allaient jouer sur un nouveau facteur qui le 26 avril déciderait de la lutte : la question confessionnelle.

1° Le sens politique des deux candidatures.

HINDENBURG

Hindenburg avait annoncé que, vu son grand âge, il ne ferait point de campagne électorale. Son inexpérience politique le lui interdisait d'ailleurs sans cela. Il se contenta de lancer le jour de Pâques l'appel suivant au peuple allemand :

Patriotes allemands, de toutes les provinces et de tous les Etats, vous m'avez offert la plus haute magistrature de l'Empire. Mes sentiments de fidélité à ma patrie m'ont décidé après mûre réflexion à me rendre à votre appel.

Le monde entier sait ce que fut ma vie. Je crois aussi, aux temps difficiles, avoir fait mon devoir. Si ce devoir m'appelle encore à remplir les fonctions de président du Reich, en me plaçant sur le terrain de la Constitution et au-dessus de toutes les questions de parti, de personnes et d'origine, je serai là. Soldat, je n'ai jamais connu que la nation tout entière et non les partis politiques. Si ces derniers sont nécessaires dans tout Etat parlementaire, le chef de l'Etat doit en tout cas demeurer au-dessus d'eux, et en toute indépendance travailler au bien de chaque Allemand.

J'ai toujours eu foi dans le peuple allemand comme j'ai foi dans l'assistance de Dieu. Mais je suis trop vieux pour croire à un renversement subit des choses. Notre nation opprimée, divisée malheureusement, ne se libérera ni par la guerre ni par un soulèvement intérieur. Elle doit poursuivre son travail opiniâtre dans le calme et dans la paix. Il faut avant tout se débarrasser de tous les éléments qui font de la politique une affaire. L'ordre est à la base de la prospérité de tout Etat.

Le premier devoir sacré du président du Reich est de faire respecter le droit. De même que le premier président du Reich n'a jamais, en protégeant la Constitution, renié ses origines d'ouvrier socialdémocrate, de même personne ne devra attendre de moi que je renie mes convictions politiques.

Comme le Dr Jarres, que je tiens en haute estime, je suis d'avis que ce qui importe à l'heure actuelle, ce n'est point la forme de l'Etat, mais l'esprit qui l'anime.

Je tends la main à tout Allemand qui, bon patriote, sauvegarde à l'intérieur comme à l'extérieur la dignité du nom allemand, désire la paix religieuse et sociale, et je lui dis : « Travaillons ensemble au relèvement de notre patrie. » (1)

VON HINDENBURG.

Une seule fois, le maréchal prit la parole en public, le 19 avril, à Hanovre, au cours d'une grande manifestation organisée en son honneur par le Reichsblock.

Ses déclarations peuvent se résumer ainsi :

L'Allemagne a prouvé aux heures graves ce qu'elle pouvait atteindre par l'union.

J'ai eu le bonheur, avec un peuple uni, de tenir l'ennemi éloigné de la frontière. La plus belle fin de ma vie serait qu'il me fût permis de vous voir réunis avec la même unanimité qu'autrefois pour la reconstruction par un travail pacifique. Je prie les nombreux représentants de la presse étrangère de ne pas considérer avec futilité l'importance de la volonté d'union, qui n'a rien à voir avec la politique de parti, mais qui répond au sentiment national de notre peuple. J'avais d'abord de graves objections personnelles contre l'acceptation de la candidature. L'appel à mon sentiment du devoir a surmonté cette objection. Maintenant que j'ai accepté cette candidature, ma volonté est, au cas où je serais élu, d'employer toute ma force pour le bien de l'Allemagne.

En tant que président d'Empire, je ne connaîtrai comme devoir, en me basant sur la Constitution et sur la situation actuelle de l'Allemagne dans le monde, que d'obtenir le mieux pour ma patrie. Je ne connaîtrai pas d'égards pour un parti quelconque et pour des intérêts particuliers illégaux. En tant qu'observateur calme du développement politique des dernières années, j'ai cru devoir constater une conception fausse de la nature et de la signification politique des partis dans un Etat régi parlementairement.

N'attendez pas de moi le programme d'un homme de parti se débattant dans une controverse politique. Il est plus important de fournir de nouveau au peuple allemand la base d'une possibilité de vie économique et politique. Il est impossible d'atteindre ce but sans le rétablissement de la considération allemande dans le monde. Nous avons aujourd'hui le devoir de placer toute notre vie publique et nos buts politiques pratiques de telle sorte que nos efforts en vue du renouvellement pacifique de notre patrie et de la collaboration au progrès du monde se fassent jour. En cela se trouve une base importante de la politique étrangère. Rien ne peut être plus préjudiciable à ces buts pacifiques que le bruit suivant lequel une menace de réaction militaire en Allemagne résulterait de ma candidature.

J'affirme ici que je ne cherche pas autre chose que ce que les adversaires de ma candidature prétendent chercher eux seuls, c'est-à-dire assurer au peuple allemand, en toute souveraineté et complète liberté, sa place au milieu des autres peuples. Mais, pour atteindre ce but, il faut que tombe au plus tôt la grave accusation suivant laquelle nous sommes responsables de la guerre (2).

Invité par un correspondant de l'agence Reuter à donner son avis sur les grands problèmes extérieurs dont la solution est actuellement à l'étude,

(1) Dès le 2 avril, le parti communiste avait décidé de maintenir son candidat. Ludendorff s'était finalement désisté en faveur de Hindenburg.

(1) *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 12 avril.

(2) *Temps*, 21. 4. 25. — Hindenburg lança également le 25 par radio un dernier appel au peuple allemand, où il ne fit que reproduire ce qu'il avait dit précédemment (cf. *Temps*, 26. 4. 25).

maréchal fit preuve de sentiments qui tranchent gulièrement avec ceux de son entourage immé- t :

n ce qui concerne le projet de pacte garantissant les ntières de la France et de la Belgique, la question la sécurité, a dit le maréchal, fait en ce moment bjet de discussions internationales. Je ne puis pas rvenir personnellement dans des questions traitées r divers Gouvernements.

e partage avec tout Allemand, sans distinction de parti, ée que les frontières actuelles de l'Allemagne à l'Est vraient être modifiées en faveur de l'Allemagne, mais e question doit être réglée au moyen de négociations n de ne pas mettre la paix en danger.

Nous sommes liés par le traité de Versailles tant que ui-ci n'aura pas été modifié par un nouvel accord entre cosignataires. Les clauses militaires de ce traité devront r conséquent être exécutées.

— A l'égard des anciens ennemis de l'Allemagne, votre litique sera-t-elle d'entente et de conciliation ?

Le maréchal Hindenburg a répondu :

— J'ai déjà dit dans mon message au peuple allemand e je voulais servir la paix extérieure et la paix inté- ure.

La septième question était ainsi conçue :

— Etes-vous d'avis que l'Allemagne ne peut atteindre n développement à l'intérieur et à l'extérieur que par moyens pacifiques, et que feriez-vous si l'Allemagne livrait à des aventures belliqueuses ?

Le maréchal a répondu :

— Je suis entièrement de cet avis et, pendant toute la riode qui a suivi la guerre, j'ai toujours parlé contre aventures belliqueuses, parce qu'elles ne peuvent outir qu'à des désastres (1).

La huitième question était celle-ci :

— Pensez-vous que l'Allemagne puisse déclarer une erre, même une guerre défensive, contre une de ses isines ?

— Mon opinion, comme expert en matière militaire, a ondu le maréchal, est que l'Allemagne n'est pas même able de se défendre contre un petit Etat voisin, parce e des Etats comme la Pologne et la Tchéco-Slovaquie ssèdent une armée bien plus forte que celle de l'Alle- agne et parce qu'elles sont protégées par des alliances litaires, de sorte qu'en tout état de cause nous aurions faire face à une Puissance dont les armements sont n supérieurs aux nôtres (2).

Nous n'avons aucune raison de mettre en doute sincérité des déclarations du maréchal, mais il à craindre que, vu son grand âge et son inexpé- nce politique, il ne soit le jouet d'une camarilla. s commentaires dont l'organe officieux du comité ebell, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, accom- gna le message du maréchal sembleraient l'in- uer et caractérisent en tout cas bien nettement sens de la candidature Hindenburg : « Toute hési- ion devant l'élection du maréchal doit s'effacer, ivait ce journal, devant le fait que sa candidature npêchera la victoire de la Socialdémocratie. [...] les pourparlers entamés à l'heure actuelle, sur s problèmes de politique extérieure, doivent un r aboutir à une conférence, ce ne pourra être e sous un Gouvernement composé comme l'est cabinet Luther. Mieux que toute autre signature, ratification par le maréchal Hindenburg de tous les accords conclus affirmera davantage notre volonté d'exécution. La participation au Gouvernement des Deutschnationalen et de la Deutsche Volkspartei permet d'assurer que l'Allemagne ne se soumettra point à des exigences qui porteraient atteinte aux intérêts vitaux du peuple allemand. Un Gouvernement comme celui-là ne signera point un second Versailles [...]. » (1)

Le maréchal avait déclaré se placer au-dessus des partis. Le Comité Loebell fait clairement comprendre que l'élection de Hindenburg doit permettre le maintien au pouvoir de la Volkspartei et surtout des Deutschnationalen qui avaient réussi en janvier 1925 à entrer par surprise au Gouvernement, et rendre possible la continuation de la politique nationale du Dr Luther. Tel est le sens vrai de la candidature Hindenburg.

MARX

On sait dans quelles circonstances difficiles Marx avait pris le pouvoir. C'était en novembre 1923. La situation était si grave que les paroles de Stresemann déclarant que son cabinet serait peut-être le dernier Gouvernement parlementaire de l'Allemagne semblaient vouloir devenir prophétiques. C'est alors que le président Ebert fit appel au chef du parti du Centre, inconnu presque du monde de la haute politique, mais dont les milieux parlementaires allemands appréciaient hautement la longue expérience politique, à laquelle s'ajoutaient de réelles qualités personnelles. Le *Berliner Tageblatt* du 30 novembre 1923 écrivait en parlant du Dr Marx : « Une nature calme, réfléchie, qui pense avant d'agir ; un orateur qui ne se laisse point entraîner... Un homme de cœur. C'est à peine si au Parlement il compte un ennemi. On le combat comme homme politique, mais jamais pour lui-même. On lui demandait un jour s'il conduirait son parti vers la droite ou vers la gauche ; il répondit simplement : « J'appartiens au Centre. » [...] Sa politique s'inspirera d'un seul principe : « Arracher le peuple au » désespoir et à la misère qui l'assaillent cet hiver. »

L'étranger vit surtout en lui une garantie pour la République, non sans craindre que son Gouvernement ne fût éphémère. En novembre 1923, on lisait toutefois dans l'*Osservatore Romano* : « Ce petit sexagénaire, vif, dont les yeux reflètent la bonté, bienveillant, à l'esprit pénétrant, est bien le type du Rhénan. Son esprit de conciliation en fait la personnalité dont on a besoin lorsque les partis sont incapables de s'accorder. Il se peut qu'il soit l'homme de l'heure présente et il ne faut point être surpris que le président Ebert ait fait appel, en une heure aussi grave, à l'aimable chef du Centre, estimé de tous en Allemagne, y compris ses adversaires politiques. »

On sait ce que fut pour l'Allemagne cette année 1924, pendant laquelle le Dr Marx présida à ses destinées : rétablissement de l'ordre à l'intérieur, règlement de la question des réparations (2), rétablissement financier.

Ce devait suffire pour faire de lui le candidat sinon de toute l'Allemagne, du moins de tout ce qu'elle compte de partisans du régime créé par la Constitution de Weimar.

Son progamme politique s'inspire surtout de ces trois principes :

a) Maintenir la démocratie, qui a sauvé l'unité allemande : « Les représentants de la démocratie ont dû sauvegarder l'héritage de leurs pères, bien

(1) Le socialiste Schoepfling accusait pourtant au chstag, le 15. 5. 23, le maréchal Hindenburg d'avoir lé à un reporter américain que « son plus vif désir it de prendre encore une fois les armes contre la nce » (cf. *Temps*, 17. 5. 23).
(2) *Temps*, 21. 4. 25.

(1) *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 20. 4. 25.
(2) La *D. C.* a publié intégralement le plan Dawes, t. 11, col. 963-1019.

que leur tâche n'ait point toujours été aisée. Pour maintenir l'unité de l'Empire, nous avons dû, depuis Versailles, donner plus d'une signature qui, n'eût été cet argument décisif du maintien à tout prix de l'unité du Reich, n'eût jamais été donnée. Aujourd'hui, nous pouvons, dans une certaine mesure, être rassurés sur ce point, bien que nous n'ayons pas encore pleine garantie. Quoi qu'il en soit, nous pouvons dire aujourd'hui que ceux-là ont eu raison qui pour sauvegarder l'unité n'ont pas craint d'accomplir les pires sacrifices d'ordre économique et financier. C'est là l'œuvre de la jeune démocratie allemande. L'unité de l'Etat, voulue et réclamée par le peuple, a subi l'épreuve du feu ; les forces politiques de la démocratie se sont affermies. » (1)

b) Reconquérir la liberté souveraine de l'Allemagne : « Autant que mes forces me le permettront, je veux travailler à rendre à l'Allemagne sa liberté, je veux qu'elle soit à nouveau traitée en égale par les peuples de l'Europe et du monde. Je suis partisan du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Comme les autres nations, nous avons le sentiment de l'honneur et de la liberté. Comme nous avons perdu la guerre, l'on doit comprendre que nous soyons plus sensibles, en ce qui touche notre honneur, que les peuples vainqueurs, pour qui travaille la victoire. [...] Si la république allemande n'est point encore aussi fermement assise qu'elle devrait l'être, aux peuples occidentaux de penser combien grande est en cela leur part de responsabilité. C'est à la France particulièrement que je m'adresse. Nous voulons vivre en paix avec la France, mais cette paix ne peut être réalisée et ne pourra être maintenue que sur la base du droit d'égalité. » (2)

Marx préconisait d'ailleurs l'accord avec la France : « Réaliser l'entente franco-allemande, déclarait-il le 18 avril à Berlin, est un but précieux à atteindre ; il nous assurera des possibilités de développement intellectuel et économique dont il convient de ne point méconnaître l'importance. »

c) Enfin préparer la constitution de la grande Allemagne sous les couleurs du drapeau noir, rouge et or : « L'union nationale avec l'Autriche, la résurrection de cette grande Allemagne à laquelle le peuple allemand aspire depuis un siècle, est une exigence que nous devons poser, au moment même où l'on discute le pacte de garantie. » (3)

Par là sans doute Marx ne sous-entendait point le retour à la politique de réaction militariste ni aux tendances annexionnistes, préconisées par les organisations nationalistes du Reichsblock qui incarnent le pangermanisme d'autrefois : « Par suite de la perte de la guerre, disait-il, le 13 avril, à Koenigsberg, nous sommes devenus un peuple faible. Aussi, nous devons éviter avec attention tout ce qui pourrai faire supposer à l'étranger que nous ne voulons plu suivre la politique d'entente, mais celle de l revanche. La continuation de la sécurité de la poli tique d'entente doit être la pensée dirigeante d l'élection présidentielle. L'étranger doit voir dans l président d'Empire une garantie pour la continuatio de la politique d'entente.

» Notre peuple ne doit plus se permettre des expériences en politique étrangère, car nous avons asse payé pour apprendre que seule une politique étran gère visant à une entente économique s'avère capabl d'être couronnée de succès pour notre relèvemen national et économique. »

On reconnaît là l'esprit d'entente, de conciliatio qui animait le chef du parti du Centre, la prudenc qui fut la règle de sa politique pendant les moi où il fut chancelier. Tolérant, il le fut aussi vis-à-vis de ses adversaires ; à Koenisberg, il exprima s reconnaissance envers le maréchal Hindenburg et so regret d'être obligé de le combattre publiquemen « Nous ne renions pas, dira-t-il à Berlin le 18 avril, les couleurs noires, blanches et rouges ; le peupl allemand a vaillamment combattu sous ce drapeau. Des souvenirs nous rattachent à lui qui nous son également chers et précieux. Mais le nouvel éten dard du Reich est plus encore pour nous ; il es davantage le symbole du caractère politique du peupl allemand, de son histoire, de sa mission. Il est l'em blème de la grande Allemagne, unie, libre, con sciente de sa civilisation pacifique ; il est l'emblèm du peuple allemand tel que le définit l'exorde d la Constitution de Weimar (1) : « Le peuple alleman » uni en ses races et animé de la volonté de rénove » et de consolider son Reich dans la liberté et l » justice, de servir la paix intérieure et extérieure e » de promouvoir le progrès social. »

2° La question confessionnelle.

Laissant aux partis républicains les argumen politiques de la lutte — avantages de la démocrati lois sociales, répercussion de l'élection à l'étrange spécialement en vue des crédits financiers à obtenir, etc., — arguments dont, on le verra, l portée se révélera nulle, le Reichsblock eut recou à une manœuvre des plus habiles. S'appuyant su l'inexpérience politique du peuple allemand, il jet le problème confessionnel dans la balance électoral et sut adroitement l'exploiter, contre le socialism d'une part, contre les catholiques de l'autre.

Contre le socialisme la chose était aisée et per mettait de couvrir en partie les responsabilités d Reichsblock : la majorité de la droite, étant « evan gelisch », était de prime abord gagnée à sa caus L'instrument des nationalistes, ce sera l'ai droite du Centre, depuis longtemps hostile à Ma et à Wirth ; l'argument : l'alliance Marx-Braun — Centre et Socialdémocratie — avant-coureur d l'internationalisme ; le but : réaliser une coalitio chrétienne contre le socialisme.

Les socialistes étaient très embarrassés pou répondre à cet argument ; ils avaient posé comm première exigence à leur acceptation de la cand dature Marx l'appui du Centre pour Braun a Landtag de Prusse ; l'appui fut donné et perm la réinstallation d'un socialdémocrate à la tête d Gouvernement prussien. Nier le désir du parti d jouer à nouveau un rôle important au Gouverne ment du Reich, et cela dans le sens du programm de la Socialdémocratie, c'était risquer de voir u

---

(1) Discours prononcé au Sport Palast à Berlin, le 18 avril 1925 (*Berliner Tageblatt*, 18. 4. 25).

(2) Discours prononcé à Dresde le 17 avril (*Berliner Tageblatt*, 18. 4. 25).

(3) Discours prononcé à Berlin le 18 avril (*Berliner Tageblatt*, 18. 4. 25). — Il semble bien que ce soit par simple tactique électorale et dans le seul but de contre-balancer la propagande du Reichsblock, que n'arrêtait dans l'énoncé de ses buts patriotiques aucun scrupule diplomatique, que Marx ait inscrit à son programme cette question, dont la répercussion à l'extérieur ne pouvait que lui être défavorable ; il n'ignorait certes pas que les Alliés avaient maintes fois manifesté leur intention d'exiger sur ce point le respect absolu du traité de Versailles (art. 80). Il est vrai, d'autre part, que certains républicains aussi convaincus que Marx, le socialdémocrate Loebe, par exemple, réclament ouvertement le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Président du Reichstag, Loebe est en même temps président de la Ligue « Deutschland-Oesterreich », qui travaille dans ce sens.

(1) Cf. *D. C.*, t. 2, p. 426, col. 1.

tain nombre de ses électeurs passer au commu-me et d'autres s'abstenir de voter.

.'aile gauche du Centre était également circon-nue, car elle ne pouvait pas abandonner délibé-nent la voie qui de tout temps avait fait, à ses ıx, la force du parti. L'idée seule de cette coalition ıdait Marx suspect aux yeux mêmes de ses propres rtisans, et l'accueil plus que tiède qu'il reçut à nster en fut la preuve évidente.

Cette campagne s'appuya souvent sur des adapta-ıns de circonstance, des interprétations tendan-uses de documents émanant du Vatican qui con-mnaient le socialisme.

La campagne fut menée avec une telle violence un tel mépris de la vérité que le clergé catho-ue allemand se vit obligé d'intervenir.

Le clergé de Breslau publia dans la *Schlesische lkszeitung* un manifeste mettant les fidèles en rde contre des tracts dans lesquels on abusait l'autorité du Pape et de l'épiscopat allemand (1). ns vouloir s'immiscer dans les affaires politiques, clergé protestait contre l'abus fait par certaines ganisations des mandements épiscopaux, et sou-nait les services rendus par le parti du Centre l'Eglise et au pays (2).

Un haut dignitaire ecclésiastique, rentré récem-nt de Rome, fit à la *Katholische Korrespondenz* (3) déclarations suivantes, qui montrent jusqu'à el point s'est manifestée l'audace des adversaires Dr Marx :

> L'abus fait par le Reichsblock et ses partisans des cycliques et allocutions du pape Pie XI et de ses prédé-seurs, en vue de faire accroire que le Saint-Père, la Curie et l'Eglise catholique sont opposés à la candidature à la présidence de l'Empire du chancelier Marx, que patronne le Volksblock, cause au Vatican une impression des plus pénibles et un profond mécontentement. Au cours des nombreuses entrevues que j'ai eues avec des membres importants de la Curie et avec le Saint-Père lui-même, mes interlocuteurs m'ont toujours manifesté clairement et en termes très vifs l'indignation que leur cause une telle façon d'agir ; elle n'est justifiée en rien par la réalité des faits ; aussi l'ont-ils plusieurs fois qualifiée de manœuvre inconvenante. Le Vatican, qui met toujours un soin jaloux à ne point s'immiscer dans les conflits de politique intérieure des peuples tant qu'ils n'intéressent pas directement l'Eglise, considère comme un manque de tact sans précédent le fait de le représenter comme l'adversaire d'un homme tel que Marx, dont les sentiments catholiques et les qualités personnelles éminentes lui sont bien connus.
>
> Le Saint-Père m'a assuré à plusieurs reprises qu'il comprenait fort bien la situation intérieure particulière de l'Allemagne ; il établit une *grande différence* entre un pays où la Socialdémocratie — que, du reste, l'Eglise n'a jamais condamnée que pour ses idées — est déjà arrivée au pouvoir, et un pays où elle s'efforce seulement de la conquérir. Le Vatican sait très bien que, sous la Constitution de Weimar, l'Eglise catholique jouit en Allemagne de libertés plus grandes et de droits plus nombreux qu'autrefois. Il sait aussi que le Centre allemand, en collaborant avec la Socialdémocratie, n'a jamais sacrifié ou mésestimé les intérêts de l'Eglise. Enfin, il n'a pas oublié que l'action pacifique du Pape pendant la guerre n'a pas été entravée ou troublée dans les milieux qui, à l'heure actuelle, entendent porter le Dr Marx à la présidence.
>
> Ces déclarations sont nettes. De notre côté, nous ne devons pas permettre que la pensée du Saint-Père, dont le caractère objectif est connu du monde entier, soit dénaturée pour des fins politiques, ni qu'on la fasse intervenir à tout prix dans la lutte électorale. Ceux précisément qui en abusent ne cherchent qu'à tromper les catholiques allemands.

Cette façon de voir fut d'ailleurs confirmée par une déclaration du cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, au correspondant de la *Koelnische Volkszeitung* le 21. 4. 25 (1) :

> Le Vatican dément de la façon la plus formelle les bruits que répandent les feuilles de la droite allemande ; il déclare que les idées exprimées par l'*Osservatore Romano* sur le socialisme n'ont pas le *moindre rapport* avec l'élection présidentielle allemande.
>
> Le Saint-Siège ne s'est jamais déclaré défavorable à l'élection de M. Marx. Il ne s'immisce en aucune façon dans les affaires politiques de l'Allemagne et n'a nullement l'intention de le faire un jour (2).

Le 24 avril, le cardinal Bertram, prince-évêque de Breslau, estimait devoir inviter dans un mandement tous les prêtres de son diocèse à avertir les fidèles, soit par voie d'affiches, soit du haut de la chaire, à considérer comme suspects tous les tracts exploitant au détriment ou au profit d'un candidat des documents papaux ou épiscopaux (3).

Dans deux longs articles (4), la *Germania* entreprit de réfuter les objections faites à la candidature de Marx. Elle montra que jamais le Centre n'avait été

---

(1) Le *Temps* du 26. 4. 25 publie la traduction d'un de tracts, qui lui est adressé par son correspondant de yence :

« Un mot aux catholiques allemands.

« *Elire Marx signifierait :* suprématie de l'internationa-ne irréligieux du socialisme et de la haine des classes.

« *Elire Hindenburg signifierait :* triomphe d'une politique rétienne et nationale sur une base sociale.

« Que dit l'Eglise ?

« Léon XIII : le socialisme est le produit d'une pourri-e morale.

« Benoît XV : le socialisme est le plus grand ennemi de pensée chrétienne.

« Pie XI : tous ceux qui aiment la paix et le bien public vent travailler à écarter les dangers du socialisme et du mmunisme.

« Que fait Marx, représentant du Centre ? Il n'écoute pas exhortations des évêques, ni celles de l'archevêque ince-évêque] de Breslau, qui, dans ses lettres pastorales, mis en garde contre le socialisme. Il n'écoute pas le pe, qui a défendu en Italie à tous les catholiques de lair aux socialistes... Nous ne voulons pas de Marx, ce et du socialisme.

« Mais nous voulons Hindenburg, le protecteur et le sau-r de la chrétienté. [...] »

(2) *Germania*, 22. 4. 25. Voir, col. 42-43, la traduction égrale de ce document et celle d'une déclaration ana-ue du clergé de Haynau.

(3) Ces déclarations ont été reproduites le 22. 4. 25. dans *Germania* et dans la *Koelnische Volkzeitung*, « *Die nme des Papstes* ». — Le haut dignitaire signalé n'est re que Mgr Georges Schreiber, professeur à l'Université Münster, prélat de S. S. depuis le 25. 2. 24, député Centre. Mgr Schreiber a subi, au terme de ses études, épreuves du doctorat en philosophie et de celui en ologie. En 1924, l'Ecole technique supérieure d'Aix-la-apelle lui conférait le titre de docteur-ingénieur. En 5, la Faculté de droit de l'Université de Münster, pour nnaître les services exceptionnels qu'il rendit à la itique financière du pays, lui remit le diplôme de teur en droit *honoris causa* (cf. *Katholische Korrespon-z*, 9. 5. 25). Voir, col. 43, la traduction de décla-ons publiques de Mgr Schreiber.

(1) Cf. *Germania*, 23. 4. 25. et *Koelnische Volkszeitung*, 23. 4. 25.

(2) Voir, col. 38, 39-41, 45, plusieurs articles de l'*Osservatore Romano* très élogieux pour le Centre catholique allemand et pour le Dr Marx.

(3) *Germania*, 24. 4. 25. — Voir col. 43-44, la déclaration de Mgr Bornewasser, évêque de Trèves.

(4) *Germania*, 19 et 20. 4. 25.

à la remorque de la Socialdémocratie, pas plus sur le terrain politique que sur celui de la doctrine morale.

D'ailleurs, il n'y a pas, à proprement parler, de compromis entre le Centre et la Sozial Partei Demokratie. Le Centre a combattu la Socialdémocratie jusqu'au jour où celle-ci, ayant révisé complètement sa théorie de l'Etat — et cela dès novembre 1918, — put collaborer utilement aux affaires du Gouvernement. D'ailleurs, les démocrates et la Deutsche Volkspartei elle-même se sont pendant un certain temps ralliés à cette manière de voir.

Le 20 janvier 1920, au premier Congrès du parti du Centre, le député Herold déclarait : « Ce fut un acte vraiment patriotique du parti, que de consentir à collaborer au Gouvernement avec la Socialdémocratie, qu'il avait jadis si violemment combattue. Par là même, on a sauvé l'Allemagne de bien des dangers. » Le 21 novembre 1920, Stegerwald s'exprimait dans un sens analogue au X[e] Congrès des syndicats chrétiens à Essen. D'ailleurs, le Centre aurait voulu collaborer non seulement avec les socialdémocrates, mais encore avec les droites ; et ces derniers seuls sont responsables si l'entente est demeurée unilatérale.

« On a reproché au parti du Centre, poursuit la *Germania* dans son second article, d'avoir sacrifié l'esprit moral du parti par sa collaboration avec les socialistes. Or, en 1920 déjà, le D[r] Marx, qui de longue date possède la confiance des catholiques, celle de l'épiscopat et de l'Eglise allemande, avait posé cette question : « Le Centre a-t-il abandonné » certaines de ses idées en collaborant avec la Social- » démocratie ? » Et il y répondait : « Jamais le » Centre n'a été invité à changer ou à modifier » son point de vue moral ou religieux. Le lui eût-on » proposé, y eût-on même fait simplement allusion, » il eût repoussé toute tentative semblable avec » la dernière énergie. »

» Il en fut ainsi et il continuera à en être ainsi dans l'avenir ; sinon Marx ne serait pas aujourd'hui candidat à la fois du Centre, des démocrates et des socialdémocrates. Loin de nuire aux intérêts moraux du parti, on peut dire que, par sa politique de coalition, il n'a obtenu que des avantages pour les catholiques. Et cela non pas en modifiant, comme on pourrait le croire, le point de vue de la Socialdémocratie en ce qui concerne la religion, mais du fait que l'Etat, tel que le fondèrent le Centre, les démocrates et les socialdémocrates, proclame une tolérance religieuse inconnue jusque-là, surtout en Prusse, où régnaient les conservateurs et les Deutschnationalen. Tandis que l'ancienne Prusse entendait être expressément protestante, et que les gens de la droite aiment encore à se rappeler l'hégémonie du protestantisme sous l'Empire, l'Etat actuel ne veut pas de religion ni de confession d'Etat exerçant une suprématie quelconque. Il entend au contraire laisser à chaque confession pleine liberté dans son rayon d'action. »

Suprématie religieuse : tel était le second point pour lequel combattait le bloc des droites. Depuis la révolution, les milieux protestants de l'Empire avaient mal supporté que le catholicisme dominât l'Allemagne d'après-guerre, par l'intermédiaire de certains chefs du Centre, Erzberger, Wirth, Marx ; aux yeux du Reichsblock, au fait d'être catholique Marx ajoutait celui d'être républicain. Double raison pour le combattre. Aux catholiques modérés, l'on avait fait sentir le danger de l'internationalisme ; aux protestants républicains, c'était le danger de nouvelles luttes religieuses que l'on allait faire ressortir, l'Empire livré à Rome.

A Dresde, Marx réfuta éloquemment ces attaqu en montrant que la question confessionnelle n'ava aucun rôle à jouer dans la politique : « La guer l'a démontré. [...] Catholiques, protestants, jui et libre-penseurs sont morts côte à côte ; côte à cô ils reposent en terre étrangère. » (1)

Et encore, dans son dernier discours radiograph le 25 avril : « Ce qui importe avant tout, c'est concilier toutes les oppositions, surtout sur le te rain confessionnel. Ce fut une des fautes les pl lourdes du régime d'avant-guerre que d'avoir mê à la politique les questions de confession. La no velle Allemagne s'est efforcée d'écarter ces pr blèmes. L'esprit de discorde n'est point celui c peuple allemand. Nous l'avons vu pendant l journées d'août 1914, où côte à côte des Allemand sans distinction de croyance, ont sacrifié leur v pour leur pays. » (2)

De leur côté, des protestants notoires n'hésitère point à faire campagne dans la presse en faveur c Marx. Ainsi le pasteur Korell dans la *Germani* le professeur D. Martin Rade dans la *Frankfurt Zeitung* : « Ce n'est pas le protestantisme qui e en danger par suite de la candidature Marx, ma c'est la candidature Hindenburg qui met en dang la République. » (3)

« La question religieuse, écrit le professeur Ado von Harnack, ne doit jouer aucun rôle dans l'éle tion. Elle se poserait pour les protestants s'ils avaie à choisir entre Marx et un homme d'Etat prote tant de même valeur que lui ; mais ce n'est p le cas. D'ailleurs, on a le droit de se demander un président deutschnational saurait sauvegard avec autant d'autorité qu'un catholique les libert civiques et religieuses de la nation. » (4)

3° Élection.

Le scrutin du 26 avril donna les résultats su vants (5) :

Paul von Hindenburg........	14 639 399	voix.
Wilhelm Marx................	13 752 640	—
Ernst Thaelmann..............	1 931 591	—
Divers.........................	21 910	—

Voir le tableau ci-contre. Il met en face des résultats d 29 mars les chiffres du 26 avril. Il indique en mêm temps le pourcentage de la participation électorale. L chiffres du 29 mars — Jarres-Ludendorff-Held pour Reichsblock, Marx-Braun-Hellpach pour le Volksblock sont les chiffres définitifs, ceux du 26 avril — Hindenbu pour le Reichsblock, Marx pour le Volksblock — les chiff provisoires. Les résultats définitifs, parus depuis, diffère légèrement. Nous les indiquons ci-après pour chacune d 35 circonscriptions électorales :

	HINDENBURG	MARX	THAELMANN	DIVER
1	715 093	302 740	50 344	66
2	384 361	654 487	144 879	11
3	427 358	467 709	71 206	18
4	464 682	403 596	75 722	31
5	532 597	307 914	25 513	34
6	656 815	224 486	42 276	45
7	451 792	520 907	23 335	31
A reporter :	3 632 698	2 881 839	433 275	2 39

(1) *Berliner Tageblatt*, 18. 4. 25.
(2) *Germania*, 25. 4. 25.
(3) *Frankfurter Zeitung*, 18. 4. 25.
(4) *Ibid.*, 23. 4. 25.
(5) Il s'agit des chiffres provisoires. Nous indiquo col. 35, les chiffres définitifs.

Résultat par circonscriptions électorales

CIRCONSCRIPTIONS	ÉLECTEURS INSCRITS	VOTANTS 29 mars.	VOTANTS 26 avril.	REICHSBLOCK 29 mars.	REICHSBLOCK 26 avril.	VOLKSBLOCK 29 mars.	VOLKSBLOCK 26 avril.	COMMUNISTES 29 mars.	COMMUNISTES 26 avril.
Prusse orientale	1 320 822	946 817	1 067 170	564 483	713 984	330 821	302 673	45 276	50 513
		71,6 p. 100	80,7 p. 100	59,6 p. 100	67 p. 100	34,9 p. 100	28,3 p. 100	4,8 p. 100	4,7 p. 100
Berlin	1 454 265	1 096 458	1 183 882	334 370	384 667	576 538	654 325	180 734	144 890
		75,3 p. 100	81,4 p. 100	30,5 p. 100	32,5 p. 100	52,6 p. 100	55,2 p. 100	16,5 p. 100	12,3 p. 100
Potsdam II	1 172 596	884 010	968 207	378 179	428 276	418 002	468 350	84 516	71 581
		75,2 p. 100	82,5 p. 100	42,7 p. 100	44,2 p. 100	47,3 p. 100	48,4 p. 100	9,6 p. 100	7,4 p. 100
Potsdam I	1 164 315	863 203	943 602	401 383	464 487	372 384	403 512	84 196	75 603
		74,2 p. 100	81 p. 100	46,5 p. 100	49,3 p. 100	43,1 p. 100	42,7 p. 100	9,8 p. 100	8,0 p. 100
Francfort-sur-Oder	1 035 431	782 768	867 148	448 102	532 770	306 626	308 098	23 319	25 513
		75,6 p. 100	83,7 p. 100	57,2 p. 100	61 5 p. 100	39,2 p. 100	35,5 p. 100	3 p. 100	2,9 p. 100
Poméranie	1 133 411	833 809	927 598	543 431	658 415	251 732	225 872	33 483	42 838
		73,6 p. 100	77,6 p. 100	65,2 p. 100	71,0 p. 100	30,2 p. 100	24,4 p. 100	4 p. 100	4,6 p. 100
Breslau	1 194 535	901 734	995 593	362 420	451 181 (1)	515 717	520 663	18 668	23 344
		82,5 p. 100	83,3 p. 100	40,2 p. 100	45,3 p. 100	57,2 p. 100	52,4 p. 100	2,1 p. 100	2,3 p. 100
Liegnitz	767 302	571 749	636 806	245 029	321 027	312 037	298 689	11 667	16 647
		74,5 p. 100	83 p. 100	42,8 p. 100	50,4 p. 100	54,5 p. 100	47 p. 100	2,2 p. 100	2,6 p. 100
Oppeln	789 750	478 475	563 855	151 757	224 851	276 258	293 063	45 552	45 941
		60,5 p. 100	63,3 p. 100	31,7 p. 100	40 p. 100	57,8 p. 100	52 p. 100	9,5 p. 100	8,0 p. 100
Magdebourg	1 063 739	866 924	931 504	419 936	485 537	403 250	405 307	38 670	39 584
		81,4 p. 100	82,5 p. 100	48,4 p. 100	52,1 p. 100	46,5 p. 100	43,5 p. 100	4,5 p. 100	4,3 p. 100
Mersebourg	891 744	674 701	716 746	344 718	412 110	187 711	164 192	136 951	140 444
		75,6 p. 100	80,3 p. 100	51,1 p. 100	57,5 p. 100	27,8 p. 100	22,9 p. 100	20,3 p. 100	19,6 p. 100
Thuringe	1 404 010	1 019 273	1 124 390	514 715	620 977	394 939	392 406	101 681	110 146
		72,5 p. 100	80 p. 100	50,5 p. 100	55,2 p. 100	38,7 p. 100	34,9 p. 100	10 p. 100	9,8 p. 100
Slesvig-Holstein	1 021 945	706 219	799 421	380 850	477 491	284 154	283 252	37 035	38 181
		69 p. 100	78,2 p. 100	54 p. 100	59,7 p. 100	40,2 p. 100	35,4 p. 100	5,2 p. 100	4,8 p. 100
Weser-Ems	901 820	599 936	713 892	236 645	334 960	340 905	355 104	19 144	22 975
		66,5 p. 100	79,1 p. 100	39,5 p. 100	47 p. 100	56,8 p. 100	49,7 p. 100	3,2 p. 100	3,2 p. 100
Hanovre-Est	648 067	437 750	525 808	255 766	336 851	164 457	172 930	14 289	16 027
		67,5 p. 100	81,2 p. 100	58,4 p. 100	64,1 p. 100	37,6 p. 100	32,9 p. 100	3,3 p. 100	3,0 p. 100
Hanovre-Sud	1 248 470	934 297	1 056 720	431 193	538 671	469 499	487 064	28 813	30 985
		74,8 p. 100	84 7 p. 100	46,1 p. 100	51 p. 100	50,3 p. 100	46,1 p. 100	3,1 p. 100	2,9 p. 100
Westphalie-Nord	1 330 963	965 885	1 102 775	279 099	388 963	630 643	663 590	48 625	48 270
		72,5 p. 100	82,9 p. 100	28,9 p. 100	35,3 p. 100	65,3 p. 100	60,2 p. 100	5 p. 100	4,4 p. 100
Westphalie-Sud	1 635 345	1 170 237	1 304 034	331 349	471 783	722 931	737 230	108 686	95 021
		71,5 p. 100	79,8 p. 100	28,3 p. 100	36,2 p. 100	61,8 p. 100	56,5 p. 100	9,3 p. 100	7,3 p. 100
Hesse-Nassau	1 568 411	1 068 107	1 219 984	396 529	547 832	621 806	624 618	43 924	46 647
		68,1 p. 100	77,9 p. 100	37,2 p. 100	45,0 p. 100	58,2 p. 100	51,2 p. 100	4,1 p. 100	3,7 p. 100
Cologne-Aix-la-Chapelle	1 342 697	805 878	931 692	150 322	212 514	598 566	670 550	51 675	48 294
		60 p. 100	69 2 p. 100	18,6 p. 100	22,8 p. 100	74,3 p. 100	72 p. 100	6,4 p. 100	5,2 p. 100
Coblence-Trèves	745 215	475 431	543 405	106 731	166 148	350 391	362 724	12 420	13 993
		63,8 p. 100	72,9 p. 100	22,5 p. 100	30,6 p. 100	73,7 p. 100	66,7 p. 100	2,6 p. 100	2,6 p. 100
Dusseldorf-Est	1 360 244	875 327	998 755	305 832	408 795	412 664	442 430	151 676	147 530
		64,4 p. 100	73,4 p. 100	34,9 p. 100	40 9 p. 100	47,2 p. 100	44,3 p. 100	17,3 p. 100	14,8 p. 100
Dusseldorf-Ouest	1 047 016	687 995	770 988	182 228	253 017	433 228	456 457	67 603	61 237
		65,7 p. 100	73,6 p. 100	26,5 p. 100	32,8 p. 100	63 p. 100	59,3 p. 100	9,8 p. 100	7,9 p. 100
Haute-Bavière-Souabe	1 523 548	854 799	963 408	606 753	630 254	216 271	306 067	25 562	26 509
		56,1 p. 100	63,2 p. 100	71 p. 100	65,4 p. 100	25,3 p. 100	31,8 p. 100	3 p. 100	2,7 p. 100
Basse-Bavière	774 435	344 105	382 958	272 434	260 729	61 360	113 485	7 300	8 744
		44,5 p. 100	49,5 p. 100	79,1 p. 100	68 p. 100	17,8 p. 100	29,7 p. 100	2,2 p. 100	2,3 p. 100
Franconie	1 547 841	973 508	1 146 087	615 984	672 643	328 701	447 676	23 318	25 768
		63 p. 100	74 p. 100	63,3 p. 100	58,7 p. 100	33,7 p. 100	39 p. 100	2,4 p. 100	2,3 p. 100
Palatinat	555 625	309 583	368 890	136 847	166 818	147 060	179 425	23 575	22 195
		55,7 p. 100	73 p. 100	44,2 p. 100	45,2 p. 100	47,5 p. 100	48,7 p. 100	7,6 p. 100	6,0 p. 100
Dresde-Bautzen	1 229 336	917 207	993 497	403 420	511 653	471 726	416 249	36 636	65 155
		74,6 p. 100	80,8 p. 100	43,9 p. 100	51,5 p. 100	51,5 p. 100	41,9 p. 100	4 p. 100	6,6 p. 100
Leipzig	861 637	673 130	691 425	273 937	331 643	326 476	276 628	67 663	82 226
		78,2 p. 100	80,2 p. 100	40,6 p. 100	48,0 p. 100	48,5 p. 100	40 p. 100	10,1 p. 100	11,9 p. 100
Chemnitz-Zwickau	1 163 433	820 551	914 734	377 145	490 272	336 874	284 993	99 864	138 653
		70,5 p. 100	78,6 p. 100	46 p. 100	53,5 p. 100	41 p. 100	31,2 p. 100	12,2 p. 100	15,2 p. 100
Würtemberg	1 623 944	1 008 404	1 189 800	361 634	544 122	585 102	587 961	56 521	57 040
		62 p. 100	73,3 p. 100	35,9 p. 100	45,7 p. 100	58 p. 100	49,4 p. 100	5,6 p. 100	4,8 p. 100
Bade	1 432 603	880 566	1 057 312	251 609	375 283	581 708	635 775	39 152	45 449
		77 p. 100	73,7 p. 100	28,6 p. 100	35,5 p. 100	66,1 p. 100	60,1 p. 100	4,4 p. 100	4,3 p. 100
Hesse-Darmstadt	860 243	568 752	664 177	193 068	274 323	351 387	366 216	20 951	22 878
		66,1 p. 100	75,2 p. 100	33,9 p. 100	41,3 p. 100	61,8 p. 100	55,1 p. 100	3,7 p. 100	3,5 p. 100
Hambourg	831 442	584 283	645 323	220 307	294 500	292 671	281 624	67 566	68 804
		70,2 p. 100	77,5 p. 100	37,7 p. 100	45,6 p. 100	50,1 p. 100	43,6 p. 100	11,6 p. 100	10,7 p. 100
Mecklembourg	569 032	434 892	443 900	231 693	263 592	183 926	163 627	15 104	16 026
		76,3 p. 100	78 p. 100	53,3 p. 100	59,4 p. 100	42,3 p. 100	36,9 p. 100	3,5 p. 100	3,6 p. 100
TOTAL	39 215 232	27 016 743	30 345 540	11 709 898	14 639 399	13 258 628	13 752 640	1 871 815	1 931 591
		69 p. 100	77,3 p. 100	43,4 p. 100	48,3 p. 100	49 p. 100	45,3 p. 100	6,9 p. 100	6,3 p. 100

(1) Nombre de voix déclarées.

	HINDENBURG	MARX	THAELMANN	DIVERS
Report :	3 632 698	2 881 839	433 275	2 394
8	321 295	298 431	16 629	231
9	224 914	293 213	46 041	307
10	485 357	404 361	39 584	296
11	411 234	164 671	140 153	306
12	621 652	393 621	110 108	590
13	478 509	283 379	38 177	427
14	335 057	355 237	23 030	263
15	336 885	172 725	16 026	301
16	540 077	488 544	31 226	331
17	389 507	660 770	48 267	392
18	461 725	737 311	94 922	345
19	546 580	622 037	46 502	509
20	212 795	670 238	48 278	307
21	166 151	362 622	14 015	415
22	410 464	441 654	147 527	173
23	252 830	455 808	61 165	209
24	630 348	306 161	26 549	538
25	260 721	113 543	8 736	542
26	673 243	447 529	25 769	538
27	166 873	179 232	22 188	169
28	511 213	416 036	65 148	411
29	332 075	276 464	82 206	530
30	490 277	284 600	138 647	733
31	544 104	588 027	57 056	660
32	375 272	635 787	41 578	739
33	274 384	366 321	22 998	184
34	294 156	281 312	68 718	403
35	275 170	170 142	16 633	173
TOTAUX :	14 655 766	13 751 615	1 931 151	13 416

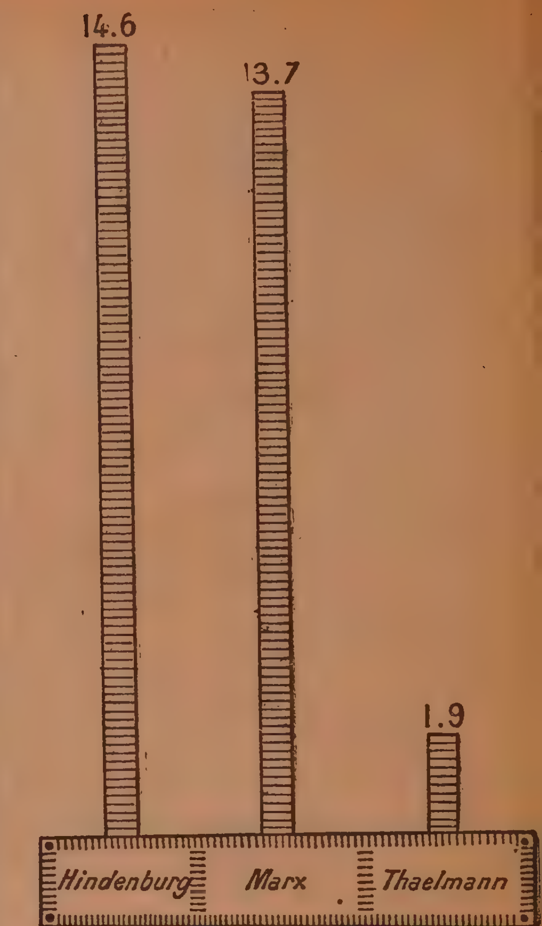
Le 26 avril, la participation électorale fut de 8,3 % plus forte qu'au 29 mars. Le 29 mars, sur 37 millions d'électeurs inscrits, 26 812 557 avaient voté. Soit une participation de 68 %. Le 26 avril, plus de 30 millions d'électeurs sont venus aux urnes. Dans certaines circonscriptions, la participation a atteint 85 %. Les 3 300 000 voix abstentionnistes du premier tour ont presque toutes été à Hindenburg, qui a recueilli 3 930 000 voix de plus que n'en avait obtenu Jarres au premier tour, alors que le Volksblock ne gagnait que 500 000 voix. Ce sont donc les abstentionnistes qui ont décidé de l'élection.

Trois facteurs principaux contribuèrent à l'élection du maréchal :

1° Le maintien de la candidature communiste, ainsi que cela ressort nettement du graphique ci-contre (1) :

2° L'attrait incontestable de la personnalité d'Hindenburg. Si par exemple la Prusse orientale a donné au bloc de droite 155 000 voix de plus que le 29 mars, cela tient presque exclusivement aux sympathies dont jouit dans cette région le vainqueur de Tanneberg ;

3° La question confessionnelle : quantité d'électeurs protestants républicains reportèrent leurs vo[ix] sur le maréchal, en particulier dans les trois ci[r]conscriptions saxonnes, qui le 29 mars avaient don[né] une belle majorité au bloc populaire et où [le] 26 avril Hindenburg l'emporte de 281 000 voix. [Il] en est de même pour le Würtemberg, où Hindenbu[rg] gagne 183 000 voix.



En un mot, ce furent les questions de person[nes] et de confession qui décidèrent de la lutte. La po[li]tique intérieure aussi bien que la politique ext[é]rieure de l'Allemagne leur furent subordonnées et [les] électeurs allemands, en général, votèrent plus po[ur] Hindenburg contre le catholique Marx que pour [la] monarchie contre la République.

Il convient enfin de constater que dans l'ensemb[le] la discipline de parti fut assez strictement observ[ée].

IV

Le maréchal von Hindenburg.

La famille von Beneckendorff und Hindenbu[rg] est originaire de la « Vieille Marche » (1), où [les] « Beneckendorff » résidaient depuis l'an 1280. C['est] par alliance que vint s'ajouter à leur nom celui [de] Hindenburg, légué par un grand-oncle demeu[ré]

(1) D'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 28. 4. 25. — Nous devons toutefois noter que ce point de vue, assez généralement adopté, a été contesté. D'après M. JACQUES BAINVILLE (« Hindenburg et l'unité allemande » : *Action Française*, 6. 5. 25), « s'il est juste de dire que [Hindenburg] doit son élection à la diversion du communiste Thaelmann, ce n'est juste qu'en apparence ». Et voici sa thèse : « Thaelmann a obtenu plus de voix au second tour qu'au premier parce que les socialdémocrates les plus avancés, ceux qui formaient naguère le groupe des indépendants, n'ont pu, surtout en Saxe, se résigner à voter pour un bourgeois clérical comme Marx. Il est donc probable que, si Thaelmann ne s'était pas présenté, les abstentions eussent été nombreuses à l'extrême-gauche. Alors, le résultat n'eût pas changé. »

(1) Partie de l'ancienne Kurmark de Brandebourg, comprenait les arrondissements actuels de Stendal, Salz[wedel], Osterburg et Gardelegen.

;s postérité ; par abréviation du double nom, ce celui de « Hindenburg » qui devint le nom de aille usuel.

.e maréchal von Hindenburg naquit à Posen en 17. Son père était lieutenant au 18[e] Régiment nfanterie. Sa mère était la fille du médecin-inspec-r Schwickart. « C'est par un soir de printemps, 1859, à l'âge de 11 ans, écrit Hindenburg dans *Mémoires*, que je pris congé de mon père, devant grille de l'école des Cadets de Wahlstatt. » (1) mbrasser la carrière militaire fut pour lui une ose toute naturelle. De tout temps, dans ses jeux, ses pensées, il s'y considérait comme destiné : ervir le roi et la patrie était une tradition de notre mille. »

A l'âge de 18 ans et demi, il entre dans l'armée mme lieutenant au 3[e] Régiment de la Garde à d et fait la campagne de Bohême contre l'Au-he. Pendant la guerre de 1870, il appartenait à Garde à cheval et prit part à la fameuse che-uchée de Saint-Privat, aux combats de Sedan et Bourget ; en janvier 1871, il est devant Paris. 1873, il entre à la Kriegsakademie ; en 1878, est attaché avec le grade de capitaine à l'Etat-jor ; il gravit tous les échelons, et nous le trou-ns en 1900 à la tête d'une division à Karlsruhe, s Bock und Polach, qui le trouvait par trop édant » ; en janvier 1903, il reçoit le commande-nt du IV[e] corps à Magdebourg, où il termine sa rière à l'âge de 64 ans en 1911. Il vécut depuis s retiré dans son château de Hanovre.

Quand en 1914 von Prittwitz et Waldersee durent hâte évacuer la Prusse orientale, on chercha omme capable de rétablir la situation. Le choix Quartier Général s'arrêta tout de suite sur Luden-ff. Mais ce dernier passait pour avoir un caractère ficile ; on n'osait l'adjoindre à un prince de la ison impériale ; ils ne se fussent point entendus ux jours. C'est alors que le quartier-maître général n Stein nomma son ami Hindenburg. « Il s'est très n entendu avec Bernhardi, dit-il, qui lui aussi it d'un commerce peu agréable ; sans doute s'en-dra-t-il aussi bien avec Ludendorff. » Ainsi fut-il t. Mais Ludendorff accueillit mal la désignation Hindenburg : « Cette histoire ne me dit rien, -il à son successeur comme quartier-maître général la II[e] armée. Je ne connais point Hindenburg, puis voilà trois ans qu'il est en retraite. » (2)

Hindenburg rencontra Ludendorff dans son train écial à Hanovre, et le 23 août 1914 il prenait son mmandement à Marienburg. Il arrêta le mouve-nt de retraite ordonné par son prédécesseur, battit parément les deux armées russes à Tannenberg. tte victoire devait faire de lui ce qu'il est encore jourd'hui : un héros national.

l fut fait maréchal en février 1915, et en 1916 lui confiait la direction générale des opérations, adjoignant Ludendorff comme quartier-maître néral. On sait ce que fut leur étroite collaboration. dendorff parti en 1918, Hindenburg resta à la e des troupes, ce dont le peuple lui sait encore é. Il comprit que la décomposition de l'armée ait la ruine de l'Allemagne. En décembre 1918, ansporta son quartier général à Wilhelmshoehe. l'heure où il jugea la retraite terminée et la démo-bilisation suffisamment avancée, il se retira dans son château de Hanovre, d'où en 1914 il était parti confiant dans la victoire de l'Empire.

Ce vieillard de soixante-dix-huit ans, à la silhouette massive, au visage énergique, au regard presque oriental, a dû sa popularité à deux raisons : la victoire de Tannenberg et la simplicité de son existence. Déjà, en temps de paix, on le citait dans l'armée allemande comme un exemple rare. On se plaisait à son corps d'armée. Le vieux général, qui depuis longtemps déjà ne montait plus à cheval, passait pour une nature loyale, agréable, dont le principal travail consistait à calmer l'ardeur batailleuse et turbulente de son divisionnaire von Bernhardi. A la critique, il savait tempérer les jugements un peu sévères de son état-major ; jamais il ne se lançait dans des exposés savants chers au Grand Etat-Major. « Il donnait l'impression de bien connaître son affaire, commettant rarement une bévue, mais ne faisant jamais non plus preuve de génie. » (1)

Par contre, il eut toujours une profonde répugnance pour la politique : « La politique était contraire à mes goûts ; peut-être cela tenait-il à ce qu'en moi le sens critique était insuffisamment développé, ou à ce que j'étais trop soldat dans l'âme. [...] Jamais, soit pendant mon séjour aux armées du front oriental soit comme chef d'Etat-Major général, je n'ai eu le besoin ni l'envie de m'occuper des questions politiques présentes. [...] Je suis absolument de l'avis de Molkte, qui disait : « Le chef » doit envisager avant tout le succès militaire de ses » opérations ; mais les rapports de la politique avec » ses victoires ou ses défaites ne le regardent pas ; » c'est l'affaire des politiciens. » [...] « Je reconnais — ajoute-t-il toutefois — que j'ai dû couvrir de mon nom et de mon autorité plus d'une déclaration qui bien souvent n'avait qu'un rapport lointain avec les opérations militaires (2). Mais, en tout cas, personnellement je ne me suis jamais mis en avant. » (3)

Il en fut de même depuis la révolution. Périodiquement, on obligeait le vieux maréchal à inaugurer des monuments commémoratifs dans toute l'Allemagne, à présider des réunions, où parfois c'est à peine s'il prononçait deux mots ; mais sa présence couvrait de son autorité les discours de chefs Deutschnationalen.

Le général Buat le caractérise ainsi : « Comme Ludendorff, Hindenburg est le type du Prussien, le modèle du général, mais n'en a conservé que les traits caractéristiques. C'est une autre variété. Sans orgueil, sans ambition et sans haine, un peu confus des excès reprochés à ses armées, pangermaniste avec discrétion, tolérant par nature, bienveillant dans ses jugements, bon vivant et de facile accueil, esclave du devoir. » (4)

---

1) Hindenburg, *Aus meinem Leben* (Hirzel, Leipzig), 3. — Une traduction française de cet ouvrage a paru à is chez Lavauzelle sous le titre *Ma vie*. Consulter égale-nt l'ouvrage du général Buat, *Hindenburg* (Chapelot, 1)

2) *Weltbühne*, 18. 12. 1912 : « *Hindenburg von einem* *bsoffizier*. »

---

(1) *Weltbühne*, 18. 12. 1912 : « *Hindenburg von einem Stabsoffizier*. »

(2) Quoi qu'il en soit de ce plaidoyer, les Alliés ne peuvent oublier que, sur la liste des coupables de guerre dressée par la Haute Commission internationale, Hindenburg figure au numéro 237. Il était accusé de : 1° déportation de femmes et de jeunes filles ; 2° enlèvement de femmes et de jeunes filles ; 3° pillage à main armée ; 4° destruction par explosifs ; 5° incendies volontaires ; 6° mesures vexatoires envers les habitants des régions occupées ; 7° visites soi-disant médicales de femmes et de jeunes filles ; 8° violation de sépultures ; 9° puits contaminés ; 10° arbres sciés à un mètre du sol ; 11° vol du ravitaillement américain destiné aux populations des régions occupées. (Cf. *Journal*, 19. 4. 25.)

(3) Hindenburg, *Aus meinem Leben*, pp. 199 et suiv.

(4) Buat, *Hindenburg*, p. 241.

Cette attitude explique pourquoi, dans la récente campagne électorale, ses adversaires s'en prirent beaucoup plus aux groupes politiques qui le présentèrent qu'à sa personne elle-même. « La plus grande sottise politique que pourrait faire le peuple allemand, écrivait le 22 avril 1925 le général von Deimling, serait d'élire le maréchal Hindenburg à la présidence. D'ailleurs, au fond, le maréchal, presque octogénaire, ne tient pas à ces fonctions ; il a maintes fois déclaré qu'il ne se sentait point les forces nécessaires à remplir une telle charge, d'abord parce que trop vieux, ensuite parce que ne comprenant rien à la politique. Donc, le fait qu'il s'est laissé prendre aux belles paroles de son entourage montre une fois de plus quel danger son élection ferait courir à son nom et à tout le peuple allemand. » (1)

« Il m'est pénible de combattre Hindenburg — dira Georg Bernhard à Francfort — non parce qu'il est général, mais à cause de son attitude pleine de dignité après la guerre. Mais en ce moment, il ne s'agit point de faire un geste de reconnaissance, il s'agit de nommer un titulaire responsable au poste de chef de l'Etat. Et à ce poste ne convient point un général. Pendant la guerre, Hindenburg disait : « La guerre, espérons-le, durera assez longtemps pour » que tout se plie à nos désirs. » Dans ce cerveau, jamais le sens politique ne contre-balança l'esprit militaire, comme ce fut le cas chez les grands conquérants de l'histoire. Le président du Reich est le représentant constitutionnel de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger, il est la carte de visite que le peuple allemand dépose à l'étranger. Si l'on dépose une carte avec cette suscription : « *Siegreich wollen wir Frankreich schlagen* » (2), nous commettons un geste de maladresse. Quel sera le ton de la note du désarmement, le sort du plan Dawes, si l'on place le feld-marschall à la tête de la République ? Et puis il faut tenir compte de l'âge de Hindenburg. Malheur à l'Etat dont le chef est un vieillard. Le danger pour l'enfant comme pour le vieillard, c'est la régence. [...] » (3)

V

Le cas Mac-Mahon-Hindenburg.

Après avoir retracé l'histoire de la « tragédie de l'Allemagne », sous la présidence du « sellier Ebert », M. Erich Schwarzer écrit dans le *Tag* du 28 avril, organe des pangermanistes :

C'est maintenant le représentant de la grande Allemagne d'autrefois, le « militariste et le monarchiste » Hindenburg, qui succède à Ebert. De même que, après sa défaite de 1870, la France avait placé le maréchal de Mac-Mahon à la tête du pays, de même la majorité du peuple allemand vient de confier la direction de la nation au maréchal allemand de la guerre perdue. Par là, le peuple veut dire, entend montrer, qu'il est en train de se guérir de l'accès de fièvre de la Révolution et se tourne résolument vers un programme de relèvement national.

La *République* de Strasbourg (27. 4. 25) établit la même comparaison :

On peut faire l'éducation d'un peuple comme celle d'un individu, mais il faut de longues années pour faire oublier à la masse certaines impressions. Le peuple allemand qui pendant deux générations et le peuple prussien qui pendant trois siècles ont subi le régime du caporalisme prussien, ont été « sujets », viennent d'élire le général feld-marschall Hindenburg président du Reich. L'adoration des idoles nationales rend les peuples si aveugles qu'ils vont jusqu'à voir dans leurs généraux vaincus l'expression de leur idéal. Après la défaite de 1870-71, le peuple français élut son Hindenburg président de la République, et après la défaite de 1914-1918 le peuple allemand élit son Mac-Mahon. Un peuple se détourne s'il le faut de sa maison régnante, il chasse les « souverains héréditaires » lorsqu'ils ont causé sa perte. Mais l'armée reste sacrée. Jamais un peuple ne reconnaîtra que son armée a failli, même s'il était mille fois évident que ce fut la clique militaire qui est responsable de toutes les maladresses du souverain.

La *Weltbühne* (14. 4. 25) trouve le rapprochement inexact :

Il faut d'abord considérer le fait que Mac-Mahon est venu au pouvoir aussitôt après la guerre et non sept ans après ; au bout du laps de temps où nous commettons la bêtise catastrophale à laquelle personne n'aurait jamais osé croire, Mac-Mahon était renversé. Ensuite, il ne faut pas oublier — c'est un fait traditionnel qui tient à l'essence même du caractère latin — que tout [?] général français s'occupe de politique, tandis que le vrai type du général allemand, et en particulier du général prussien, se fait gloire et orgueil d'ignorer la politique, qui lui paraît suspecte, dont il redoute les mystères, et que, s'il est borné, il traite de méprisable. On ne peut vraiment comparer Mac-Mahon, le favori de Napoléon III, dont le coup d'Etat avait fait la fortune, avec un homme qui, incarnant toutes les traditions de la noblesse prussienne, est devenu honnêtement général et dans ce milieu n'a passé ni pour une figure originale ni même pour un chef de valeur. Hindenburg devrait se trouver complètement désemparé devant les charges de la présidence. Qui pourrait être son Ludendorff... ?

M. Charles Seignobos, dans le *Progrès civique* (9. 5. 25), estime qu' « entre le cas du maréchal Mac-Mahon et celui du maréchal Hindenburg la somme des différences l'emporte fortement sur celle des ressemblances » :

Lorsque Mac-Mahon fut, le 24 mai 1873, élu président de la République pour remplacer Thiers, démissionnaire, il n'y avait encore en France ni Constitution définie ni partis politiques organisés. Thiers avait été élu à Bordeaux par l'Assemblée en février 1871 « chef du pouvoir exécutif » de la République française ; mais la République, proclamée dans une forme révolutionnaire le 4 septembre 1870, n'avait jamais été reconnue pour le régime légal de la France, et la déclaration solennelle de Thiers, surnommée « le pacte de Bordeaux », avait promis de « ne préparer aucune solution » constitutionnelle. [...]

Mac-Mahon n'avait en France ni popularité ni influence politique ; il avait été choisi, dès le 18 mai, par les chefs de la coalition monarchiste, non pour gouverner, mais pour rester en sentinelle à la porte du Gouvernement, jusqu'au jour où le roi serait restauré. Il fut élu, le soir même de la démission de Thiers, sans aucune participation du peuple français, par une faible majorité d'une Assemblée qui ne représentait plus [?] la volonté de la majorité des électeurs. [...]

La République ne devint le régime définitif de la France que par la voie détournée d'un amendement voté à 1 voix de majorité, qui, au lieu du terme personnel « Le maréchal de Mac-Mahon », employait l'expression impersonnelle et générale « Le président de la République ».

La réalité du régime dépendait encore de la façon dont seraient exercés les pouvoirs du Président. Mac-Mahon posté à la Présidence par les chefs monarchistes, se regardait comme engagé d'honneur à défendre le régime

(1) *Frankfurter Zeitung*, 22. 4. 25.
(2) « Victorieux, nous voulons battre la France. »
(3) *Frankfurter Zeitung*, 25. 4. 25.

laissé en France par une succession de monarchies contre ce qu'on appelait « le radicalisme », ce qui voulait dire la prépondérance de la Chambre élue par le suffrage universel. [...]

Il fallut la crise du 16 mai 1877 pour briser la résistance du Président et du Sénat et établir définitivement la République parlementaire, telle qu'elle fonctionne depuis bientôt un demi-siècle.

De même qu'il n'y avait alors aucune Constitution définitive, il n'existait alors en France aucune organisation de partis politiques. Les groupes parlementaires formés dans l'Assemblée, puis à la Chambre et dans le Sénat, n'étaient guère que des lieux de réunion pourvus d'un bureau, sans programme précis, sans discipline ; les décisions prises dans la réunion ne liaient pas les votes des membres.

Sur le terrain électoral, il n'existait aucun cadre permanent général. Chaque candidat se présentait en son nom et à ses frais ; là où se formait un comité électoral, ce n'était qu'un comité local et temporaire, sans programme, sans caisse, sans discipline. Le Comité fondé pour soutenir l'élection des 363 députés sortants républicains en 1877 fut le premier organe général d'un parti, et il ne survécut pas à la crise. Les partis restèrent longtemps de simples tendances, et même dans la Chambre ils consistèrent surtout en coalitions de groupes.

L'Allemagne, où Hindenburg vient d'être élu Président, présente un tableau tout différent.

Le « Reich allemand » — dont le nom ne correspond en français ni à l'Empire ni à la République — est pourvu depuis 1919 d'une Constitution définitive votée à une grande majorité par l'Assemblée Constituante de Weimar, issue d'une élection régulière au suffrage universel masculin et féminin.

Le maréchal Hindenburg n'est pas l'élu d'une Assemblée agissant en vertu d'une autorité souveraine illimitée. Il a été élu en vertu de la Constitution par le suffrage universel, élu au second tour à la majorité relative.

Il est investi de certains pouvoirs que ne possède pas le Président en France. [...]

Mais ses pouvoirs sont définis et limités par la Constitution. Ils sont restreints au gouvernement fédéral, c'est-à-dire aux affaires communes à l'ensemble des Etats ; ils ne lui permettent pas d'intervenir dans les affaires propres à chaque Etat. Son pouvoir ne s'exerce pas sur la politique intérieure de la Prusse, qui contient à elle seule les deux tiers de la population de toute l'Allemagne.

Dans le gouvernement fédéral lui-même, le Président se trouve en face d'une Assemblée élue, le Reichstag, envers lequel les ministres du « Reich » sont politiquement responsables, dans le sens du régime parlementaire ; il nomme officiellement les ministres, mais il ne peut les maintenir au pouvoir contre le vote de la majorité du Reichstag. Il n'a aucune action sur les ministres des Etats particuliers, y compris la Prusse, qui sont élus directement par l'Assemblée particulière, le Landtag, de chaque Etat.

En Allemagne, les députés et les électeurs sont encadrés dans des partis permanents fortement organisés, qui ont chacun son programme traditionnel formulé avec précision, ses organes de presse, sa caisse électorale, ses chefs officiellement reconnus, ses comités locaux permanents, son comité directeur et qui exerce sur ses adhérents une discipline sévère. Les Allemands, électeurs et élus, attendent le mot d'ordre des chefs de leur parti et votent docilement suivant leurs ordres. [...]

Avec la représentation proportionnelle appliquée à toutes les élections, et la discipline rigoureuse des partis, les résultats ne diffèrent guère d'une élection à l'autre que par le nombre des votants. La majorité de Hindenburg a été faite au deuxième tour par 3 millions d'électeurs qui s'abstenaient de voter pour l'élection du Reichstag, des femmes et des paysans, dit-on. La majorité dans le Reichstag reste donc aux partis qui ont voté pour le candidat de la coalition républicaine.

Il serait absurde d'employer un terme mathématique pour exprimer des ressemblances et des différences qui ne peuvent être ni mesurées ni même évaluées. Mais pour rendre une impression subjective, on peut se permettre de dire qu'entre le cas du maréchal Mac-Mahon et le cas du maréchal Hindenburg la somme des différences l'emporte fortement sur celle des ressemblances (1).

Les *Poslednié Novosty* (« Dernières nouvelles » russes de Paris) du 1er mai se contentent de rappeler, à l'occasion de l'élection de Hindenburg, ce que Dostoïewsky écrivit après le 24 mai 1873, date de l'élection de Mac-Mahon : « Toutes ces épithètes : vieux maréchal, honnête maréchal, brave maréchal, vieux soldat loyal, etc., n'avaient cours que parce que l'on évitait d'employer le mot « intelligent ». Pas une seule fois on ne put lire : l'intelligence du maréchal, la clairvoyance du maréchal... » Et un peu plus loin, Dostoïewsky résumait ainsi la politique de ceux qui avaient amené Mac-Mahon au pouvoir : « On peut avoir confiance en lui. Sans doute il ne gouvernera pas, mais, brave soldat, il nous couvrira ; nous serons auprès de lui comme sous la robe du Christ ; mais le jour viendra où nous lui enlèverons ce qu'il nous a gardé ; nous lui dirons adieu ; et il sera satisfait, car il est fidèle et loyal. » Le rédacteur des *Poslednié Novosty* ne doute pas que ces paroles puissent s'appliquer à la situation actuelle de l'Allemagne ; mais peut-être, dit-il en concluant, les partisans de Hindenburg échoueront-ils comme échouèrent ceux qui avaient porté Mac-Mahon au pouvoir.

VI

L'installation du Maréchal président.

La Commission électorale d'Empire ayant validé le 8 mai l'élection du 26 avril (2), le ministre de l'Intérieur d'Empire a notifié officiellement au ma-

---

(1) L'*Action Française* (28. 5. 25) estime que, loin d'imiter la France après la défaite de 1870, l'Allemagne a suivi une « courbe inverse » :

« Au lendemain de la guerre de 1870, les tendances monarchistes en France étaient réelles.

» On sait assez qu'en 1871 la restauration du régime traditionnel ne tint qu'à un accord qui ne se fit point entre les monarchistes. Dès l'automne 1871, la tendance républicaine s'affirmait dans les élections. En 1875, une Constitution conservatrice, votée à une voix de majorité, donnait un statut à la République. En 1876, l'évolution des esprits dans le sens démocratique était assez profonde pour faire échec au coup d'Etat du seize mai [...]

» Est-ce l'histoire de l'Allemagne pendant ces six dernières années ? Non. Elle est exactement le contraire : en 1918, expansion d'une psychologie révolutionnaire qui, savamment exploitée par nous, eût pu faciliter la pénétration de l'esprit démocratique en Allemagne. En 1919-1920, c'est un chancelier socialiste : Muller, puis des chanceliers démocrates, puis enfin des populistes.

» L'Allemagne suit, pendant cette phase, la courbe inverse de la France au lendemain de 1870. Elle se rapproche de la monarchie, alors que la France s'en écarte. »

(2) Les socialdémocrates avaient, quelques jours après l'élection, demandé l'invalidation de l'élection de Hindenburg, ayant eu la preuve, disaient-ils, que dans certaines circonscriptions la liberté du vote avait été sérieusement entravée, que le secret du vote n'avait point été respecté et que même les bulletins du modèle officiel avaient été remplacés par des bulletins au seul nom de Hindenburg. La commission chargée d'examiner les faits rejeta la demande des socialdémocrates, estimant que, quand bien même les faits signalés auraient pu être exacts dans certaines localités, ils n'avaient en tout cas pu modifier le résultat final du plébiscite !

réchal le résultat du plébiscite (1). Hindenburg quitta sa résidence de Hanovre le lundi 11 mai, salué à la gare par les autorités et notamment le Regierungspraesident, le socialdémocrate Noske. A l'allocution de ce dernier, Hindenburg répondit :

« Le peuple allemand doit être de nouveau uni. Je veux tenter de le conduire à cette unité. L'union seule fait la force. Je veux aussi penser aux pauvres et contribuer dans la mesure de mes forces à ce que l'Allemagne sorte de la situation actuelle et de ses difficultés intérieures. »

Le maréchal arrivait à 18 heures à Berlin, où il fut reçu par le chancelier, entouré des membres du cabinet, du général von Seekt, commandant la Reichswehr, et des notabilités. Par la Heerstrasse, il fut conduit au palais de la Chancellerie, acclamé par une foule nombreuse composée en grande partie d'étudiants et de membres des Associations nationalistes Werwolf, Stahlhelm, etc., certaines d'ailleurs en tenue de campagne. Les républicains semblaient avoir obéi au mot d'ordre de leurs groupements, qui les avaient invités à s'abstenir de prendre part à la manifestation.

Le 12, suivant un cérémonial minutieusement réglé à l'avance, Hindenburg prêta serment à la Constitution républicaine. Après avoir passé en revue une compagnie d'honneur de la Reichswehr, le maréchal fit son entrée dans la salle des séances du Reichstag aux côtés du président Loebe, qui lui tendit une feuille de parchemin sur laquelle avait été calligraphié le texte du serment (2) :

« Je jure, par le Dieu Tout-Puissant et omniscient, de consacrer mes forces au bien du peuple allemand, d'accroître ses avantages, de détourner de lui tout dommage, d'observer la Constitution et les lois du Reich, d'accomplir consciencieusement mes devoirs, d'agir justement à l'égard de tous. Aussi vrai que Dieu m'aide. »

Après échange de poignées de main traditionnelles avec le président, Loebe prononça quelques paroles, disant notamment :

« Par la prestation du serment, vous êtes lié au peuple allemand ; je vous salue au nom des représentants du peuple et j'exprime l'espoir que l'Allemagne réussira, sous votre magistrature, à continuer le relèvement économique commencé sous votre prédécesseur ; à assurer la pacification politique extérieure, qui est entreprise avec succès, et, ainsi, à supprimer peu à peu les terribles effets de la guerre, dont souffrent encore beaucoup de nos compatriotes. Je prie l'assistance de se joindre à moi et de pousser un *hoch* pour le salut du Reich. »

Hindenburg prit alors des mains du sous-secrétaire d'Etat à la Présidence, Meissner (3), un manuscrit dont il donna lecture. Après avoir remercié le président du Reichstag et l'assemblée de l'accueil qui lui avait été réservé, il ajouta :

« Le Reichstag et le président du Reich font un tout en ce sens qu'ils sont tous les deux élus directement par le peuple. A eux deux ils incarnent la souveraineté du peuple, qui constitue la base de toute notre vie constitutionnelle actuelle. C'est là le sens profond de la Constitution sur laquelle je viens d'engager solennellement ma parole d'honneur ; mais tandis que le Reichstag est le lieu où se combattent les opinions des partis et les divergences des points de vue mondiaux, le président du Reich doit s'efforcer de consacrer au-dessus des partis toutes les forces constructives pour le bien-être de la population. Je le répète : je me vouerai de toutes mes forces à cette noble tâche de concentration et d'union de notre peuple. Cette grande tâche me sera sensiblement facilitée si, au Reichstag, la lutte des partis ne se livre pas en vue d'obtenir des avantages pour une seule partie ou une seule classe sociale, mais en vue de savoir qui sert le mieux et avec le plus de succès la nation durement éprouvée. »

Puis il regagna, toujours acclamé par la foule, le palais de la Présidence.

A l'occasion de son entrée en fonctions, le nouveau Président adressa au peuple allemand un manifeste dont il convient de retenir les passages suivants :

« En cette heure grave et solennelle, je fais appel à la collaboration de tout le peuple. Mes fonctions et mes efforts n'appartiennent pas à une classe spéciale, ni à un parti ou à une conception particulière, mais au peuple allemand tout entier, uni par le dur destin.

» J'ai confiance dans l'appui de Dieu, qui nous conduira à travers les misères de notre temps. J'ai confiance dans les forces vitales et immortelles de notre Allemagne ; j'ai confiance aussi dans l'esprit de sacrifice du peuple allemand, qui s'est manifesté dans les époques les plus pénibles. J'ai confiance enfin dans la grande idée de justice, qui saura reconquérir au peuple allemand une place digne dans le monde.

» C'est à une tâche loyale et pacifique que je consacrerai mes efforts pour faire valoir auprès des autres peuples notre bon droit à l'estime et à la reconnaissance, et pour libérer le nom allemand des taches injustifiées qui le souillent encore aujourd'hui.

» En nous estimant nous-mêmes, nous voulons obtenir l'estime du monde ; en ayant confiance en nous-mêmes, nous voulons conquérir la confiance des autres. Le chef de l'Etat personnifie la volonté unificatrice de la nation. C'est pourquoi, en cette heure, je serre la main à chaque Allemand.

» Nous voulons, en commun, en mémoire de nos chers morts, pour nos enfants et nos petits-enfants, suivre le dur chemin qui nous mènera à la liberté au moyen d'une véritable paix. »

En outre, le maréchal a lancé un appel à l'armée et à la marine pour notifier sa prise de commandement des forces du Reich.

Il semble bien que jusqu'ici le maréchal soit animé de la ferme intention d'exercer dans le calme les hautes fonctions auxquelles il vient d'être appelé.

(1) Le directeur des opérations du plébiscite avait communiqué le 4 mai à la Commission électorale d'Empire le résultat définitif du scrutin du 26 avril.

Electeurs inscrits	39 423 665
Votants	30 351 948
Ont recueilli :	
Von Hindenburg	14 655 766
Marx	13 751 615
Thaelmann	1 931 151
Divers	13 416

(2) En vertu du § 2 de l'art. 42 de la Constitution de Weimar (cf. *D. C.*, t. 2, p. 429, col. 2), « L'adjonction d'une formule de serment religieux est admise », Hindenburg ajouta l'invocation du nom de Dieu à la formule officielle.

(3) Meissner, qui a rempli déjà les mêmes fonctions sous le président Ebert, demeurerait à la Présidence à la demande personnelle du maréchal. Au cours d'un dîner donné le 12 à la Présidence, Hindenburg tint à faire l'éloge de son prédécesseur, qui, dit-il, « a eu le mérite incontestable de rétablir la liberté en Allemagne, après la débâcle, et qui a toujours voulu servir fidèlement la nation allemande ».

« A l'époque la plus critique de son histoire, conclut-il, la nation allemande est devenue maîtresse de sa destinée. Puisse-t-elle montrer qu'elle est digne de se gouverner elle-même ! En avant avec Dieu ! »

Déjà il a fait appel aux partis de droite en Prusse en leur demandant de cesser leur opposition systématique au cabinet du Dr Braun, rappelant que c'est par l'union seule que l'on pourra procéder au relèvement de la nation.

Mais, si Hindenburg entend personnellement observer une correction strictement constitutionnelle, il lui sera à la longue difficile, étant donné son grand âge et son inexpérience politique, de se soustraire à l'influence de son entourage immédiat, qui, à commencer par son gendre, président d'un groupement raciste de Hanovre, et par les membres du Gouvernement actuel, est fortement teinté de nationalisme. Il est hors de doute que l'Allemagne, poursuivant son relèvement sous la direction d'hommes qui appartiennent au courant d'idées de 1914, ne cherche à lier plus étroitement encore leur sort au sien. La présidence de Mac-Mahon suivit le second Empire en France ; peut-être celle de Hindenburg précédera-t-elle l'avènement d'un prince président en Allemagne. On serait tenté de le croire en lisant ce qu'écrit M. Auguste Gauvain dans les *Débats* (14. 5. 25) :

Le 6 mai, quarante-troisième anniversaire de la naissance du kronprinz, le *Lokal Anzeiger*, la *National Post*, la *Kreuzzeitung*, célébraient en termes pompeux l'élection du vieux maréchal comme le cadeau d'anniversaire du peuple allemand à l'héritier de la couronne impériale et royale. Devant ces manifestations, la *Germania* ne pouvait cacher son souci : « Elles attestent, écrivait le journal de M. Marx, les espoirs gigantesques — *riesengrossen* — qui sont attachés à l'élection de Hindenburg, et qui contredisent tant de promesses officielles. »

A.-H. MARSOL.

Documents annexes

AVANT L'ÉLECTION

La personnalité de Wilhelm Marx.

Un caractère aussi séduisant que modeste, tout pénétré de christianisme.

Le P. FRIEDRICH MUCKERMANN, S. J., publiait le 17. 3. 25, dans la *Katholische Korrespondenz*, un médaillon « *Wilhelm Marx* », dont nous donnons la traduction intégrale :

Sous le titre *Ein Jahr Marx* (*Une année de Marx*), l'ancien directeur de la presse du Reich, Dr Karl Spiecker, vient de publier un petit livre qui, par sa simplicité, sa clarté et son objectivité, mérite bien le nom de petit chef-d'œuvre.

Est-ce un écrit politique ? Sans doute, puisqu'il retrace une année de la vie politique d'un homme qui fut le guide d'un peuple et qui, aujourd'hui encore, est le maître du destin de l'Allemagne.

Mais comme cet ouvrage a un caractère plutôt descriptif que critique, il relève avant tout de l'histoire. L'auteur a été très intimement mêlé aux faits qu'il rapporte, ce qui donne à son récit une valeur beaucoup plus grande. Le danger qui nous menace actuellement en Allemagne au milieu de tant d'événements souvent sans aucune importance, c'est d'oublier un peu trop vite les grands faits et les grands hommes. L'étude historique du Dr Spiecker pare à ce danger. Elle fait plus encore : elle est pour ainsi dire transparente et laisse partout deviner l'image d'une personnalité qui n'eut jamais l'ambition de paraître telle et qui pourtant sut imprimer son cachet à son œuvre.

Nous connaissons Marx : nous avons vu son aimable sourire dans de nombreuses villes, où des milliers de spectateurs lui faisaient des ovations. Nous avons été saisi par le caractère sans prétention de cet homme, qui au faîte du pouvoir a su rester aussi modeste qu'un simple citoyen. Nous savons avec quelle unanimité la presse de toute nuance, la presse communiste seule exceptée, a tout récemment encore partagé notre enthousiasme pour Marx. De l'étranger nous sont parvenues aussi des voix qui à l'unanimité ont fait écho à ce qu'écrivait l'*Osservatore Romano* [nov. 1923] : « Il est l'homme aimable, conciliant, dont on a besoin quand les partis en lutte ne voient pas la possibilité d'obtenir la décision par une victoire et qu'une entente à l'amiable s'impose à tout prix. Aussi semble-t-il être l'homme de l'heure présente. Nous ne sommes pas surpris que le président du Reich Ebert ait songé, à un moment si grave, au sympathique chef du Centre, qui jouit en Allemagne de l'estime générale, même de celle de ses adversaires politiques. »

Bien que nous n'ignorions rien de tout cela, cette personnalité reste un secret plein de charmes. Marx n'a jamais montré le poing armé du gantelet, il n'a jamais cherché à accomplir un tour de force dans l'art de la rhétorique, il n'a jamais voulu faire sensation ; il eut cependant une grande puissance d'attraction sur les masses et son nom était sur toutes les lèvres. Il procède toujours de la même façon, c'est-à-dire tranquillement, mais sans se répéter. Toutes les qualités semblent chez lui agir du dehors au dedans ; elles nous mènent de l'apparence à la réalité, de la périphérie au centre d'une personnalité, à son esprit, son caractère, son âme. Il est l'homme des temps nouveaux : grâce à une vie riche d'expérience, il a acquis la certitude que les forces de l'âme seules capables de conduire au but sont la droiture du caractère, le profond amour des hommes, la bonté qui cherche à réconcilier les peuples, la loyauté allemande, en un mot le vrai christianisme, vécu et pratiqué.

Le christianisme a si intimement formé cet homme, a donné à tout son être quelque chose de si lumineux, de si attrayant et à la fois de si puissant, que cette personnalité seule a remporté une victoire telle qu'on n'en voit nulle autre semblable dans l'histoire. Qu'on lise simplement la relation suivante de la Conférence de Londres : « A leur arrivée, les membres de la délégation allemande furent reçus par Mac Donald seul, qui leur donna une poignée de main. Les autres membres de la Conférence se montrèrent froids et distants. Le discours de bienvenue de Mac Donald fut également accueilli sans applaudissements. Les visages des délégués de l'Entente manifestèrent visiblement du dépit et de l'hostilité. Quand le chancelier du Reich se leva, seule une atmosphère de correction contrainte planait sur l'assemblée. Mais à peine eut-il prononcé quelques paroles, qui dites en allemand ne furent comprises que d'un petit nombre, les spectateurs purent remarquer un changement. Les visages tendus s'éclairèrent à vue d'œil, la curiosité se changea en admiration ; chacun sentait qu'un rayon de soleil commençait à fondre la glace de cette politesse compassée. Ce changement frappant ne pouvait être l'effet des paroles à peine comprises du chancelier ; il venait de sa manière de parler, de son ton calme, respirant la loyauté et l'esprit de conciliation ; il venait de la fascination qu'exerce la personne du chancelier ainsi que de sa sincérité désintéressée. Pour nous, qui étions habitués, par un commerce de tous les jours, à cette façon d'agir, nous accueillîmes le jugement unanime des délégués étrangers et de toute la presse, attestant l'impression favorable causée par le chancelier, comme un heureux présage, sur lequel nous ne comptions pas auparavant. »

C'est, en effet, avec Marx que l'Europe a revu pour la première fois le sourire de l'Allemagne et s'est déclarée

vaincue. Il fut au moins un moment où les chefs des cabinets intéressés et les banquiers éprouvèrent la supériorité d'un noble caractère et d'une grande âme. C'est là un fait autrement important que le voyage d'un zeppelin en Amérique.

L'Allemagne serait tombée bien bas si, malgré l'influence captivante de cette personnalité, beaucoup d'entre nous ne savaient estimer une valeur allemande que l'étranger lui-même reconnaît, et voir en cet homme un des fondateurs de la nouvelle Europe. Chez un grand nombre, les sentiments sont devenus si rudes et si grossiers (*faustdick*) qu'ils ne distinguent plus le Pur, le Sublime, l'Idéal, ni la force irrésistible qui s'en dégage. La haine se complaît tellement en elle-même qu'elle repousse les forces qui s'unissent à l'amour pour édifier avec lui.

Et cependant, il y a des moments où la voix du peuple est encore la voix de Dieu. Le peuple allemand aime Marx. Il ne saisit pas la grandeur de son action politique ; car il n'a pas été témoin du tact, de la finesse, de l'habileté, avec lesquels Marx travaille, réalisant une belle communion d'idées avec ses adversaires eux-mêmes. Cependant, son âme croyante lui fait deviner, comme d'instinct, ce que renferme ce caractère tout allemand. Et c'est là précisément la plus belle gloire de Marx, gloire qu'il a conquise plus encore par sa personne que par ses actes : d'avoir, à une époque où tant de partis sont divisés entre eux, réveillé si admirablement en dehors de tout parti le noble sentiment de la communauté allemande. Ce qui fait encore sa grandeur, c'est de porter en lui-même le foyer de sa propre vie et de s'élever au-dessus de toutes les formes et de toutes les figures qui passent ; c'est enfin d'avoir osé — sûr de lui-même, mais simple et plein de calme — risquer le premier pas vers la nouvelle Europe.

Un tel homme gagne la confiance. Avec le sens le plus parfait de l'opportunité, le Dr [Otto] Gessler [ministre de la Guerre, catholique], au moment du départ du chancelier du Reich, lui appliquait un passage de *La traversée du roi Charles* (*Koenig Karls Meerfahrt*) de Uhland. Nous citons les dernières lignes du livre *Ein Jahr Marx* :

« Le roi Charles traversait la mer
Avec ses douze pairs (1),

qui, on le sait, battus par le vent et les vagues, ne faisaient pas très bonne figure ; un seul :...

Le roi Charles est au gouvernail
Et là, sans prononcer un mot,
Il dirige d'une main sûre le navire
Jusqu'au moment où la tempête se calme... » (2)

Dieu veuille que la tempête qui sévit en Allemagne soit déjà réellement apaisée !

Une âme désintéressée, qui en impose même à ses adversaires.

Avant les résultats du premier scrutin, l'*Osservatore Romano* traçait ce portrait du Dr Marx (3) :

Dans la lutte actuelle, la figure de l'ex-chancelier Marx surpasse, sans conteste et de beaucoup, les autres compétiteurs, non seulement par sa culture et son intelligence, mais surtout par son expérience politique. Etant donné la situation intérieure et extérieure du Reich, on peut dire que la personne de Marx est la plus qualifiée pour recueillir, avec espoir de succès, la succession d'Ebert. L'estime dont il jouit à l'étranger et les avantages incontestables qu'il remporta dans la politique internationale inspirent confiance aux hommes d'Etat des autres nations. Pour tous ceux qui, en Europe comme en Amérique, désirent la pacification de l'Europe, la présidence de Marx serait un bon augure.

Mais la personnalité de Marx doit en imposer au peuple allemand lui-même : elle est simple et modeste, comme celle d'un fils du peuple qui, en toutes ses actions, oubliant ses propres intérêts et ceux mêmes de son parti, se laissa toujours guider uniquement par les hautes considérations morales que lui inspirait le bien de son pays.

Marx est la plus parfaite synthèse des qualités requises pour représenter, au premier rang, un Etat démocratique et républicain. Son nom et son programme sont synonymes de pacification à l'extérieur et à l'intérieur.

Le 5. 4. 25, sous le titre « *Marx giudicato dai suoi avversari* », le journal romain consacrait encore un article au chef du Centre allemand. Recueillant les témoignages de respect reçus par Marx de ses adversaires politiques, il soulignait le haut prestige du candidat catholique (1) :

La *Deutsche Zeitung* a écrit : « Il faut reconnaître en Marx un travailleur infatigable, aux mains nettes, éloigné de tout favoritisme ; un républicain modéré, qui ne s'oppose pas à la collaboration des partis nationaux. »

Dernburg a déclaré dans une assemblée tenue à Charlottemburg : « Aucun Cabinet ne peut se vanter d'avoir obtenu des succès comparables à ceux qu'a remportés le ministère de Marx. »

Le *Tag*, déplorant le peu de popularité de Jarres, faisait le pronostic suivant : « Si la droite ne trouve pas un candidat plus sympathique, elle ne devra pas s'étonner de succomber. Les socialistes eux-mêmes ne pourront faire grand cas de leur Braun ; Marx est le seul grand concurrent qui demeure. »

La *Vossische Zeitung* a commenté comme il suit le dernier discours de Marx à Cologne : « Marx n'a pas parlé comme chancelier, mais comme chef de parti ; et cependant, son discours aurait pu être celui d'un chancelier. Les chefs de parti devraient toujours parler avec la conscience et le sentiment de la responsabilité qui s'imposent aux guides suprêmes de la nation. Mais cela exige une honnêteté et une délicatesse de conscience à laquelle peu d'hommes peuvent s'élever. Marx chancelier et Marx chef de parti forment une unité harmonieuse dans la pensée et dans l'action. Cet homme ne connaît ni la duplicité ni l'hésitation ; sa ligne de conduite est claire et droite. Chacun sait ce qu'il pense, c'est bien là le principe de la confiance dont il jouit non seulement dans sa patrie, mais à l'étranger. »

Le *Koelner Tageblatt* reconnaît que le Centre se met à la disposition de l'intérêt général, sans égoïsme de parti : « Il est le parti central et vital de la nouvelle Allemagne ; sans lui aucun relèvement sérieux ne peut être entrepris ; il est l'âme et le stimulant de toutes les forces qui veulent soutenir et faire prospérer l'Etat actuel. »

Le docteur Leidig, du parti populiste, a déclaré : « Après la tâche précieuse qu'il a déjà accomplie, il ne sera pas difficile à Marx de constituer un Gouvernement réalisateur. »

Stresemann lui-même a exprimé l'idée que la politique allemande doit suivre une ligne moyenne, comme celle que Marx a indiquée.

Des jugements analogues sont portés par la *Weltbuehne*, le *Berliner Tageblatt*, ainsi que par d'autres journaux et périodiques libéraux et protestants.

Rien d'étonnant que la candidature de Marx rencontre

(1) Der Koenig Karl fuhr über See
mit seinen 12 Genossen.
(2) Der Koenig Karl am Steuer sass,
der hat kein Wort gesprochen,
er lenkt das Schiff mit festem Mass,
bis sich der Sturm gebrochen...
(3) *Osserv. Rom.*, 27. 3. 25. — Traduit de l'italien par la *D. C.*

(1) *Osserv. Rom.*, 5. 4, 25. — Traduit de l'italien par la *D. C.*

ainsi de larges sympathies, et que ses adversaires eux-mêmes préfèrent sa réussite à celle de ses compétiteurs.

Les protestants peuvent voter avec confiance pour Marx.

Lors d'une grande manifestation organisée à Recklinghausen, le 17 avril 1925, en faveur du candidat du Volksblock, le député protestant Bergstraesser fit les déclarations suivantes (1) :

A la tête d'un Etat républicain, il ne suffit pas d'avoir un homme qui prête serment à la Constitution, mais il convient d'y placer plus qu'une personnalité simplement représentative. Par sa vie et sa carrière politique entière, Marx est le défenseur attitré de la Constitution. La compétence, la franchise, l'esprit de justice sont ses qualités distinctives. Comme chancelier du Reich, il a su gagner la confiance de l'étranger et prouver qu'il en était vraiment digne. Cette confiance se traduira par des actes le jour où il sera président du Reich. L'Allemagne n'a pas trop d'hommes de ce calibre.

L'orateur aborda ensuite la question suivante : Un protestant peut-il voter pour Marx, pour un « ultramontain » ? Nous traduisons sa réponse :

Certes, Marx a toujours été fidèle à ses convictions. Il montre le plus grand attachement à chacune d'elles, et surtout à ses convictions religieuses ; nous le savons. Mais nous savons aussi qu'il conforme sa conduite à ses paroles. Il a déclaré, à Koenigsberg, que les diverses confessions religieuses doivent pratiquer entre elles la *tolérance*, que celle-ci doit s'exercer à l'égard de n'importe quelle opinion religieuse, qu'il y a là une nécessité d'Etat. Nous le croyons sur parole, nous prenons acte de ses déclarations ; protestants, nous pouvons avoir confiance en lui.

A l'heure grave que traverse l'Allemagne, nous sommes, comme lui, d'avis que ce serait faire courir au pays le plus grand danger de soulever à nouveau ces conflits qui ont joué dans l'histoire de l'Allemagne un rôle si funeste. Nous regardons comme des nécessités absolues le maintien de la paix confessionnelle, le respect par tous des convictions d'un chacun, chez les protestants comme chez les catholiques, dans l'ordre religieux comme dans l'ordre politique.

Partisans du Volksblock, nous devons donner l'exemple sur ce point, bien persuadés qu'on rencontre parmi nous sur ces questions religieuses des opinions divergentes ; nous nous écartons complètement sur ce point des directives du Reichsblock, dont un groupe n'est occupé qu'à fausser consciemment et à rabaisser les idées des autres. Puisque Marx est disposé à maintenir la paix confessionnelle, nous pouvons en tant que protestants voter sans crainte pour lui.

Les obligations principales du président du Reich ne concernent, du reste, en rien les affaires religieuses. Celles-ci, comme les questions scolaires, relèvent presque exclusivement de chaque pays du Reich pris séparément. Prétendre qu'en votant pour Marx les non-catholiques trahissent les intérêts religieux, c'est dire que les membres de la droite qui patronnaient la candidature de Marx à la présidence du Cabinet prussien — et ce sont eux qui colportent la première affirmation — voyaient en lui le catholique et non un honorable républicain. De fait, en le choisissant, ils ne s'inquiétaient pas du catholique, mais considéraient le défenseur de la Constitution. Nous espérons que, grâce à ses convictions et au prestige de sa personnalité, Marx sera vraiment un représentant du peuple allemand aussi digne qu'équitable et compétent.

(1) « *Kann ein Evangelischer Marx waehlen ?* » (Un protestant peut-il voter pour Marx ?), dans la *Koelnische Volkszeitung*, 17. 4. 25. — Traduit de l'allemand par la *D. C.*

La campagne insidieuse accusant Marx de déloyauté envers l'Eglise.

Protestation du clergé catholique de Breslau.

Cette déclaration a été signée par l'archiprêtre Michel de Breslau, au nom de tout le clergé du doyenné (1) :

Dans un pamphlet répandu à profusion dans la ville de Breslau, ainsi que dans de nombreux articles de journaux, on abuse de l'autorité du Pape et de l'épiscopat pour créer contre le Centre des incidents électoraux. Ce n'est pas le rôle du clergé paroissial d'engager les fidèles à voter pour ou contre tel ou tel candidat. Que chacun remplisse son devoir électoral suivant les suggestions de sa conscience !

Mais nous protestons contre des personnes, d'ailleurs sans aucune autorité ni aucune compétence, qui font appel abusivement à des textes pontificaux et épiscopaux pour accuser de désobéissance envers leurs chefs les catholiques qui gardent confiance au Centre en souvenir des services éminents rendus par ce parti à l'Eglise et au pays.

Appuyés sur de bonnes raisons, nous restons convaincus que le Centre ne fera jamais siens les programmes des partis hostiles à l'Eglise et qu'il ne les secondera en rien. Nous sommes également convaincus que, s'il collabore avec des partis d'opinions différentes, ce ne sera jamais que pour des buts légitimes qu'il aura jugés, après mûre réflexion, nécessaires au bien de l'Eglise et de la patrie.

Aussi, pour sauvegarder l'honneur de l'Eglise, et sans vouloir du reste nous immiscer dans les élections, nous protestons publiquement contre toute manœuvre impliquant l'autorité ecclésiastique dans les discussions électorales. Notre déclaration est l'écho fidèle de la protestation élevée, le 30 novembre 1924, par notre évêque, d'accord avec tous ses frères dans l'épiscopat.

Protestation du clergé catholique de Haynau.

Après l'élection, le 8. 5. 25, la *Schlesische Volkszeitung*, sous le titre « *Gegen konfessionelle Hetze und Irreführung* », publiait « contre les querelles confessionnelles » une déclaration analogue, que nous traduisons de l'allemand (2) :

Les luttes électorales qui se sont livrées avant la dernière élection présidentielle ont dévoilé un état d'esprit qui non seulement empoisonne la vie publique, mais encore occasionnera nécessairement un irrémédiable désarroi dans les consciences. Les soussignés, membres du clergé paroissial, considèrent donc comme un devoir à la fois grave et sacré :

1° De mettre en garde leurs fidèles de la façon la plus pressante contre les haines confessionnelles, qui ont été soulevées sans vergogne par les nationalistes, particulièrement dans les régions où les confessions sont mixtes, afin de contrecarrer le candidat catholique ;

2° De signaler ouvertement l'abus malhonnête et tendancieux qui a été fait, dans des journaux d'information et des feuilles volantes, de documents pontificaux et d'avis épiscopaux, par des catholiques, la plupart du temps anonymes, par de soi-disant prêtres catholiques, ou par des organisations sans aucun mandat ;

3° De protester de la façon la plus énergique contre les bruits mensongers répandus parmi les catholiques par des ecclésiastiques catholiques qu'on a vus combattre aux côtés d'adversaires notoires de la religion et du catholicisme

(1) Le texte a été publié par la *Germania*, 22. 4. 25 et la *Koelnische Volkszeitung*, 23. 4. 25. — Traduit de l'allemand par la *D. C.*

(2) *Koelnische Volkszeitung*, 12. 5. 25. — Traduit de l'allemand par la *D. C.*

contre les plus éminents champions de la cause catholique, accusés par eux d'être peu patriotes et peu religieux.

Les soussignés, membres du clergé paroissial, opposent un démenti formel à l'intention qui leur a été prêtée de renoncer à leurs droits de citoyens, même en dehors de leurs fonctions ecclésiastiques ; ils affirment, au contraire, leur droit d'appartenir au parti qui seul, jusqu'à présent, s'est montré le défenseur constant des droits et des libertés de l'Eglise catholique.

Haynau, le 4 mai 1925.

SCHÜTZE, archiprêtre de Haynau ; ROECHRICH, curé de Kaltwasser ; TIETZE, curé de Lüben ; KASPERCZYK, curé de Parchwitz ; OPITZ, curé de Malitsch ; Dr OTTE, curé de Liegnitz ; WINKLER, curé de Schlaup ; ULBRICK, curé de Maltsch-sur-Oder ; BASLER, curé de Goldberg ; CARL, vicaire à Rothbrünnig ; ROMANOWSKI, curé de Wahlstatt ; GOTTWALD, curé de Liegnitz-Carthaus ; BREITKOPF, vicaire à Liegnitz ; JOSEPH SCHREIBER, vicaire à Liegnitz ; B. NEUNERT, vicaire à Schlaup ; AURAS, vicaire à Liegnitz ; ROMMERSKIRCH, curé de Herbersdorf.

Déclarations de Mgr Schreiber, professeur à Münster.

Devant un nombeux auditoire, à Horst-Emscher, localité industrielle de la Westphalie rhénane, Mgr Schreiber confirma publiquement les déclarations qu'il avait faites à la *Katholische Korrespondenz* et que nous avons reproduites plus haut (1) :

Un mot sur le catholicisme et l'élection présidentielle. Je reviens aujourd'hui même d'Italie, je puis donc vous parler en connaissance de cause de cette question. Les journaux de Rome rapportent que les politiciens du bloc de droite font tous leurs efforts pour amener le Vatican à faire quelque déclaration en faveur de Hindenburg. Ces efforts sont, en fait, très naïfs. Car, aussi bien parmi le peuple catholique allemand, que dans le monde catholique étranger et surtout à Rome, on n'a pas encore oublié l'attitude inqualifiable prise par de nombreux politiciens de la droite à l'égard de la personne vénérable de Pie X, dont la mémoire est, à l'heure actuelle, en si grand honneur dans les milieux romains.

Les politiciens font encore preuve de naïveté dans leur ignorance prodigieuse de l'attitude qu'observe la Curie dans toutes les questions de politique intérieure. Quiconque connaît le Vatican n'a aucun doute sur la réserve et la mesure qu'il gardera, même à l'occasion de l'élection présidentielle allemande.

Pour répondre aux bruits tendancieux que l'on fait courir, ajoutons encore que le haut clergé de Rome parle de Marx avec grande considération ; que, de plus, dans ce milieu l'on ne songe pas vraisemblablement à reprocher au Centre des groupements et des coalitions considérés par celui-ci comme imposés par une tactique inévitable.

Protestation de Mgr Bornewasser, évêque de Trèves.

Dans une réunion du Reichsblock, au cours de laquelle le Dr Martin Spahn et un certain comte von Nayhus-Cormons prirent la parole, on avait prétendu que ce dernier avait fait à l'évêque de Trèves (2) une visite d'une heure et demie ; on semblait en conclure que Mgr Bornewasser partageait la manière de voir de ses visiteurs. « Manœuvre grossière et indigne de catholiques », déclare la *Koelnische Volkszeitung* du 23. 4. 25. Dans son numéro du 21 avril, la *Trierische Landeszeitung* remit les choses au point de la façon suivante (1) :

Nous sommes autorisés à affirmer que le comte Nayhus, accompagné d'un Père Jésuite, son parent, a fait une visite à Mgr l'évêque ; mais Sa Grandeur a nettement déclaré, au cours de la conversation, qu'Elle ne partageait *en aucune façon* les idées politiques de M. le Comte. Sa Grandeur essaya du reste, mais sans succès, d'amener son visiteur à des vues complètement opposées (2).

Note de l' « Osservatore Romano ».

L'*Osservatore Romano* fut amené par ces discussions à publier, le 24. 5. 25, une note sur « l'élection présidentielle en Allemagne », dont nous donnons la traduction :

On voit d'après les journaux que la campagne menée pour l'élection présidentielle [allemande] est devenue, ces derniers temps, de plus en plus violente : des deux côtés, on tire parti, en bien ou en mal, de tout ce qui semble offrir quelque avantage. Il n'est pas jusqu'à l'*Osservatore Romano* que les adversaires de Marx n'aient voulu faire servir contre la candidature de ce dernier, à propos des articles que la situation politique italienne nous avait inspirés sur l'attitude et les visées inquiétantes du parti socialiste.

L'on ne pouvait, vraiment, se méprendre plus complètement sur l'interprétation des idées et des faits ; car, chez

---

(1) Cf. col. 21-22. — Nous traduisons de l'allemand ces extraits du discours prononcé à Horst-Emscher (cf. *Koelnische Volkszeitung*, 23. 4. 25).

(2) Mgr François-Rodolphe Bornewasser, né à Radevormwald, diocèse de Cologne, le 12. 3. 66, instituteur, puis précepteur en Italie et en Autriche, fit ses études théologiques à Cologne. Prêtre en 1894, vicaire à la cathédrale, puis curé de Wulfrath, il fut successivement directeur de la maison Saint-Grégoire à Aix-la-Chapelle, doyen de Juliers, sous-directeur du Séminaire de Cologne, prévôt du Chapitre collégial d'Aix-la-Chapelle, évêque titulaire de Bida et auxiliaire à Cologne le 23. 4. 21. Le 12. 3. 22, il était transféré à Trèves, où il succédait à Mgr Korum.

(1) Traduit de l'allemand par la *D. C.*

(2) Au cours d'une réunion du Volksblock, présidée par le Dr Dresen, cette déclaration fut lue et très applaudie, et on y manifesta grande indignation contre les catholiques — ennemis du Centre et adhérents aux partis nationalistes — qui usent de semblables procédés.

Comme l'observe la *Koelnische Volkszeitung* (17. 4. 25) à l'adresse de la presse nationaliste allemande, il est piquant de voir les ennemis traditionnels et déclarés de la Papauté commenter avec une dévotion inattendue les encycliques pontificales condamnant le socialisme. Il est plus triste de lire les proclamations anonymes rédigées par un soi-disant « cercle de catholiques allemands » attaquant la politique du Centre comme anticatholique, et même comme « athée » (*Gottlose Centrumpolitik*), car, affirment-ils, la Constitution de Weimar est « notoirement athée et hostile à la religion ». La *Kreuzzeitung* et le *Reichsbote* en prennent occasion pour inviter les catholiques mécontents à se joindre à eux et à former avec les représentants du protestantisme le plus rigide un front chrétien. (Cf. *Koelnische Volkszeitung*, 23. 4. 25.)

A la même heure, les mêmes adversaires recourent à des arguments exactement opposés pour éloigner du Centre catholique les éléments de gauche, spécialement les électeurs appartenant à la Socialdémocratie. La *Koelnische Volkszeitung* du 30. 1. 25 rapporte textuellement, d'après la *Mitteldeutsche Zeitung*, d'Erfurt (21. 1. 25), les paroles suivantes prononcées par le Dr PINKERNEIL, député du Landtag, à l'assemblée des représentants du parti populiste : « Le nonce Pacelli s'apprête déjà à faire le voyage de Berlin pour y préparer les esprits à l'idée d'un Concordat semblable à celui qui a été conclu avec la Bavière, c'est-à-dire favorable à Rome. Voilà le plus grand danger qui nous menace, car l'on veut ainsi implanter, et à jamais, le catholicisme romain au sein de la Prusse protestante. Il en résulterait un complet anéantissement de la culture allemande. »

Et le journal catholique de Cologne conclut : « Ce n'est pas l'activité politique du Centre qui inquiète ces gens-là, mais l'influence du catholicisme. » (Note de la *D. C.*)

nous, il s'agit de conquêtes de partis et même de candidatures socialistes, tandis qu'en Allemagne il s'agit d'élection présidentielle et d'une candidature catholique.

Bien que cette simple remarque suffise pour montrer combien est arbitraire et absurde l'application de notre pensée à la lutte électorale allemande, nous tenons à confirmer catégoriquement que les articles en question n'ont ni ne peuvent avoir aucun rapport avec l'élection présidentielle. Nous tenons aussi à redire que le Saint-Siège ne s'est jamais prononcé ni pour ni contre la candidature du Dr Marx, car c'est une question de pure politique, et même de politique intérieure, à laquelle le Saint-Siège reste et veut rester complètement étranger.

Le journal romain aurait pu citer à l'appui de sa justification plus d'un article publié les mois précédents à l'honneur du Centre et du Dr Marx (1). Rappelons seulement celui du 22. 11. 24, où il décrit le rôle du Centre allemand :

Depuis Windhorst, le Centre a été un facteur important dans la vie politique de l'Allemagne. Combattu de tous les côtés, mais soutenu avec inviolable fidélité par la masse des électeurs, il a été comme le point de cristallisation des partis politiques allemands ; depuis la révolution, il est comme le point central immuable autour duquel s'agitent les partis différents les plus variés.

C'est désormais un fait acquis et reconnu de tous, même de ses adversaires, que le parti du Centre est un élément indispensable au bon état de la vie politique allemande ; il en sera de même au lendemain des prochaines élections [du 7. 12. 24].

Le parti du Centre doit demeurer, et il doit demeurer fort. Car c'est précisément de ses rangs que sont sortis, au milieu des temps les plus difficiles, les hommes qui ont pris en main le gouvernail quand le vaisseau allemand était sur le point de sombrer. Le chancelier Marx est déjà le quatrième membre du Centre qu'on voit à la tête du Gouvernement. Les quatre chanceliers catholiques — catholiques non seulement de nom et en politique, mais catholiques pieux et pratiquants (2) — ont su relever, à nouveau, le prestige de l'Allemagne aux yeux du monde entier.

Les divisions entre catholiques allemands à propos de l'élection présidentielle.

Appel aux catholiques bavarois.

La *Katholische Korrespondenz*, de Berlin, a publié le 21. 4. 25 une « lettre ouverte d'un catholique allemand aux membres du parti populaire bavarois » en la faisant précéder de la note suivante : « Les graves considérations suivantes, dont la *Katholische Korrespondenz* fait le plus grand cas, s'adressent spécialement aux catholiques bavarois, mais elles peuvent être aussi fort utiles aux catholiques des autres pays allemands. » Nous donnons la traduction intégrale de ce document :

Etre catholique et ne pas voter pour Marx est incompréhensible.

Mes amis, je serai bref. Il s'agit, vous le comprenez, de l'élection présidentielle. Excusez mon indignation de voir que, délibérément, le parti populaire bavarois soutient un candidat d'opposition et élève sur le pavois un protestant.

Catholique, je ne parle ici qu'à des catholiques, bien convaincu que la défense des intérêts catholiques ne peut jamais nuire aux intérêts nationaux.

(1) Cf. ci-dessus col. 38, 39-41.
(2) Cf. *D. C.*, t. 12, col. 116-117.

N'oubliez pas, du reste, que j'ai toujours parfaitement compris que les Etats du Sud avaient bien souvent lieu d'être mécontents des Etats du Nord. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit uniquement de savoir si un homme qui — quelque grands que puissent être ses mérites — se faisait tout dernièrement encore l'avocat de Jarres et marchait de concert avec la Ligue évangélique ; si un homme qui a derrière lui un parti, la droite, et qui n'a jamais jusqu'à ce jour renié ses sentiments de partisan ; si un homme, admiré du reste par l'univers entier pour son génie, mais qui n'en personnifie pas moins à nos yeux le dieu de la guerre, il s'agit, dis-je, de savoir si un tel homme peut être préféré à un catholique.

Si ce catholique était inapte au poste de président du Reich, je me tairais aussitôt ; mais qui donc ignore les hautes qualités recommandant Marx pour cette fonction ? Chacun sait que ses aptitudes personnelles et professionnelles sont bien supérieures à celles de son adversaire, sans compter qu'il est en pleine force, tandis que Hindenburg a déjà 78 ans.

Que ne gagnerait pas le catholicisme à l'élection de Marx ! D'abord, le retour du Kulturkampf serait rendu impossible. Ensuite, des sentiments d'union fraternelle entre les membres des diverses confessions religieuses et des divers groupes politiques de notre peuple seraient assurés ; on empêcherait ainsi la guerre civile, qui nous menace. Quel appoint cette élection n'apporterait-elle pas, de plus, pour établir l'esprit de paix, qui tient tant au cœur du Saint-Père ! Ce serait enfin un honneur, une gloire pour tout catholique allemand. Tout compte fait, il est impossible de nier que, *sous la présidence de Marx, les intérêts catholiques seraient sauvegardés dans la mesure du possible.*

Et des catholiques, des catholiques allemands, combattent cette candidature catholique ! C'est là, en vérité, une chose que je ne puis comprendre (1).

(1) La politique nationaliste et les tendances fédéralistes ont séparé du Centre la plupart des catholiques bavarois, qui forment, depuis 1920, le Parti populiste bavarois. Leur chef parlementaire, le Dr Held (Cf. *D. C.*, t. 12, col. 123, note 2), fut candidat à l'élection présidentielle du 29 mars.

Leurs sentiments monarchiques et particularistes leur rendent spécialement odieuses la République et la Socialdémocratie unitaire, qu'ils identifient volontiers avec le Gouvernement d'Eisner et avec le régime soviétique, dont la tyrannie successive régna à Munich de novembre 1918 à mai 1919. Le contact moins fréquent avec les protestants, du moins en Haute et en Basse-Bavière, le développement industriel plus restreint, une certaine tendance à la concentration défensive et au reploiement sur soi-même, peut-être une diminution d'esprit missionnaire et conquérant, incontestablement un souci moins grand de la *diaspora*, expliquent les divergences d'attitudes qui les séparent parfois de leurs frères de Westphalie, de Rhénanie, et même de ceux de Würtemberg et de Bade.

Sans doute les socialistes sont condamnés par l'Eglise, par l'épiscopat d'Allemagne (Cf. *D. C.*, t. 1er, pp. 416-418, t. 11, col. 601) comme par celui des autres pays (*D. C.*, t. 13, col. 1236, note 1). Mais si cette condamnation doctrinale interdit à tout catholique de s'affilier personnellement au parti socialdémocrate, elle n'interdit pas au parti catholique, « dans tous les cas où le bien de l'Etat l'exige, surtout quand ce bien est menacé par une coalition », de s'unir, de son côté, pour une fin politique et en vue d'un but déterminé, à la Socialdémocratie.

C'est ce qu'expliquait le Dr R. Rischer, curé de l'île de Reichenau (lac de Constance, archidiocèse de Fribourg), à l'occasion d'un discours prononcé au Landtag prussien, le 2. 4. 25, par le député nationaliste von der Osten : « Le Pape n'a pas condamné seulement le socialisme, mais aussi le protestantisme. Aucun catholique ne peut se faire protestant. Toutefois, en vertu de la tolérance politique, catholiques et protestants peuvent collaborer sur le terrain politique. [...] Les décisions pontificales atteignent également la Franc-Maçonnerie, et même — ce que les partis de droite se gardent bien de répéter — le nationalisme outré, dont

On espère peut-être avec Hindenburg obtenir le rétablissement de la monarchie. Dans ce cas, on préfère la monarchie aux intérêts du catholicisme ! On espère une orientation plus vigoureuse à droite. Mais s'imagine-t-on Marx incapable de collaborer à cette orientation, en ce moment même où la droite reconnaît le principe du gouvernement de la nation par le peuple ? On craint les socialistes, mais on oublie que le socialisme actuel, combattu si vigoureusement par le communisme, est tout différent du socialisme d'autrefois. Enfin — je parle encore ici comme un catholique à des catholiques, — c'est un fait bien établi que le socialisme des dernières années a été plus tolérant que la droite, quelque « chrétienne » qu'elle se nomme. En vérité, peut-on parler encore de la vieille droite conservatrice depuis qu'au vu et su de tous tant d'éléments douteux en font partie ?

Des catholiques empêcher l'élection d'un catholique à la présidence du Reich ! Cette pensée est si monstrueuse que le peuple simpliste ne la comprend pas. Un prélat s'occuperait, dit-on, de gagner le candidat de la Ligue évangélique. On a beau se creuser la tête, on n'arrive pas à comprendre comment pareil fait a pu se produire. Quels sont donc ces principes catholiques qui s'opposent à l'élection d'un catholique à la présidence du Reich ?

Mes amis, ce langage peut paraître dur ; mais c'est le langage du peuple et non celui d'une coterie de parti. C'est le langage de l'époque où la pensée catholique était une. En ce moment, l'ombre de Windthorst se dresse puissante et nous crie : « Soyez unis, soyez unis, soyez unis ! » A quoi bon la monarchie si la vieille lutte contre Rome fait partie de son programme ? A quoi bon un coup de barre à droite si par là on jette dans le communisme des millions de personnes qui maintenant penchent vers le Centre ? Si on a des intérêts particuliers, ne pourra-t-on les sauvegarder par la voie parlementaire, voie qu'un président fidèle à la Constitution doit respecter ? Aura-t-il, lui catholique, moins de compréhension de la Bavière catholique qu'un feld-maréchal protestant ? Veut-on garantir les prérogatives bavaroises ? Faut-il pour y arriver passer d'abord par les fourches caudines de la Prusse ? Car enfin, l'élection de Hindenburg n'est-elle pas commandée par une droite prussienne dont quelques esprits malveillants disent qu'elle a aussi le droit de commander en Bavière ?

Mes amis, je ne viens pas chercher querelle. Je voudrais n'avoir que des paroles de conciliation et vous prie de vous ranger en ce moment du côté de vos concitoyens catholiques du Nord. Nous avons besoin de vous plus que vous ne pouvez l'imaginer. Réglons nos affaires entre nous et ne donnons pas notre désunion en spectacle à tout l'univers.

« *Germania docet* », disait-on autrefois. Devra-t-on apprendre des catholiques allemands de nos jours que les intérêts de parti passent avant les intérêts communs ? N'avez-vous pas songé que la querelle entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud, une fois déchaînée, se continuera parmi nous et parmi vous ? Il est certain, en tout cas, que de nombreux catholiques bavarois prétendent conserver intact leur droit d'élire comme président du Reich un de leurs coreligionnaires plutôt qu'un général prussien protestant. Il est dur de parler contre Hindenburg, dont tout le monde proclame la gloire exceptionnelle. Mais ce n'est pas contre sa personne que nous parlons ; nous en avons à ceux qui veulent abuser d'un vieillard vénérable, sur un champ de bataille qu'il ne connaît pas.

Cela suffit. La honte nous défend d'ajouter autre chose, cette honte qui nous saisit rien qu'à la pensée que, nous catholiques, nous reprenons nos querelles intestines. L'avenir nous dira quel profit trouveront des catholiques à marcher de front avec la Ligue évangélique contre l'élection d'un catholique à la présidence du Reich. Oui, l'avenir nous dévoilera le dénouement de cet étrange spectacle.

Pie XI vient encore de parler lors de la canonisation de saint Canisius. » Avec ces divers partis, des collaborations politiques, à l'occasion, s'imposent. Le Centre n'a pas besoin de recourir à de longues subtilités pour justifier sa conduite. (Cf. « *Missbrauch paepstlicher Enzykliken* » [Abus des encycliques pontificales] dans la *Koelnische Volkszeitung* du 17. 4. 25.)

Reste à savoir quel est, au moment présent, pour l'Eglise comme pour l'Etat, le plus grand danger : le socialisme ou l'ultranationalisme. On comprend que la réponse varie avec les pays, et même avec les diverses régions de l'Allemagne. La plupart des Bavarois n'hésitent pas à voir dans la Socialdémocratie le suprême péril.

M. Heim, président du *Bayerische Bauernverein* (Ligue bavaroise des paysans) (Cf. *D. C.*, t. 12, col. 123, note 1), a travaillé activement auprès de sa Ligue et du parti populiste bavarois en faveur de Hindenburg. De vives discussions en ont été la suite. On a fini par décider, d'accord avec le Dr Held, que chaque membre du parti resterait libre de voter pour le candidat de son choix. Deux chanoines de la cathédrale de Würzburg, Sthaler et Winterstein, ont chaudement défendu la candidature de Marx. Le comité directeur des ouvriers catholiques de Bavière s'y est aussi rallié ; de même la masse des membres du *Bauernverein*, surtout en Franconie, Le parti populiste a voté, dans son ensemble, pour le candidat du Reichsblock. (Note de la *D. C.*)

Réflexions d'un catholique autrichien.

Un catholique autrichien examine dans la *Reichspost* (28. 4. 25) les conséquences de l'élection de Hindenburg. Après avoir traité la question politique, il envisage la situation religieuse de l'Eglise en Allemagne et pousse un cri d'alarme (1) :

La menace d'un nouveau Kulturkampf devant les catholiques désunis.

Mais bien plus grave et plus inquiétant que la crise politique ouverte par la victoire de Hindenburg, est l'état d'esprit révélé dans la campagne électorale. La crise religieuse que traverse l'Allemagne, crise qui vient de se manifester dans cette lutte, est plus profonde et plus durable que le péril politique.

Le catholique allemand, attristé et bouleversé, doit constater deux choses : d'abord la scission dans son propre camp, puis les premiers assauts d'une vague de haine de l'Allemagne protestante qui a fini par submerger le candidat de l'opposition uniquement parce qu'il était catholique, sous les plus basses accusations, marquant ainsi un retour aux plus tristes temps de l'intolérance religieuse. A peu d'exceptions près, les protestants — si désunis par ailleurs — ont formé bloc, au moment des élections, et dès le premier tour de scrutin, contre le candidat du Centre, et ont ainsi donné à cette campagne politique le caractère d'une guerre de religion.

Cette constatation est d'autant plus triste qu'en face de cet assaut, contre lequel certains milieux protestants résistèrent eux-mêmes, les catholiques allemands ne surent opposer aucune unité de front. Bien plus, une division profonde éclata parmi eux, et l'on vit le plus grand parti catholique de Bavière (2) se déclarer en faveur du candidat de cette Ligue évangélique qui bave sur tout ce qui est catholique ; l'on vit enfin Munich, la ville catholique, théâtre pourtant des excès du parti de Hitler et de Ludendorff, et des campagnes infâmes des émissaires protestants contre l'Eglise catholique et particulièrement contre le cardinal Faulhaber [cf. *D. C.*, t. 12, col. 80-88, 118-128], voter pour Hindenburg et amener,

(1) « *Hindenburg Praesidentschaft und die deutschen Katholiken* ». — Traduit de l'allemand par la *D. C.*

(2) Le parti populaire ou populiste bavarois. (Note de la *D. C.*)

c une grande partie de la Bavière, la défaite de Marx. Cette crise religieuse, cette scission qui sépare aujourd'hui l'Allemagne protestante de l'Allemagne catholique, cette division de plus en plus profonde parmi les catholiques allemands eux-mêmes, telles sont les plus graves et plus durables conséquences que nous révèle l'élection présidentielle. La grande unité que Windthorst avait su établir parmi les catholiques de l'Allemagne semble sérieusement menacée. Jusqu'ici, les conflits qui séparaient les catholiques allemands étaient purement politiques et d'ordre constitutionnel ; aujourd'hui, c'est un indice extrêmement grave de voir que l'assaut des protestants sur le terrain confessionnel n'a pu créer l'unité des catholiques. Si la présidence de Hindenburg débute par la menace d'un Kulturkampf et si, malgré l'imminence du péril, les catholiques allemands restent désunis et s'obstinent à se retrancher chacun dans leur camp, de sombres jours vont attrister l'avenir religieux de l'Allemagne.

La campagne menée contre Marx par la Ligue évangélique.

Un parlementaire allemand adresse, de Berlin, à la *Koelnische Volkszeitung* une étude détaillée sur la cause de la défaite du candidat du Volksblock. « La cause apparente, écrit-il, est le prestige de Hindenburg ; Marx a remporté seulement des succès politiques, et ceux-ci sont vite oubliés de la masse.» Mais la cause réelle, « le vrai motif de la défaite du bloc populaire » sont à chercher ailleurs (1) :

Nous allons [...] étudier aujourd'hui la vraie cause de la défaite du candidat du Volksblock. Il nous revient à l'esprit une phrase que nous lûmes, avant les élections, dans une revue politico-satirique de Berlin, le *Roland* (n° 17) :

« Il est honteux de voir que le certificat [catholique] de baptême de M. Marx est pour sa victoire un plus grand obstacle que ses convictions et son attitude politiques. S'il n'était pas catholique, aurait-on, au mépris de toutes les considérations humaines et politiques raisonnables, songé à la candidature de Hindenburg ? »

Les chiffres des votes confirment la vérité de cette assertion. Sur 35 districts électoraux, 25 accusent une augmentation de voix plus ou moins forte en faveur du Volksblock. Si dans tous les districts électoraux on avait obtenu une augmentation proportionnelle, Marx aurait certainement été élu. Mais dans 10 districts il n'a obtenu aucune augmentation de voix ; parfois même il en a perdu d'une façon très sensible : à savoir en Prusse orientale, en Poméranie, dans le Mecklembourg, à Hambourg, à Mersebourg, en Thuringe, dans le Schleswig-Holstein, à Dresde, à Bautzen et à Chemnitz. Si nous ajoutons à ces districts ceux où Hindenburg a fait les gains les plus considérables, c'est-à-dire Bade, Hesse-Darmstadt, Weser-Ems et Mersebourg, nous voyons réunies toutes les forteresses de la Ligue évangélique.

L'on ne peut se faire une idée des campagnes de haine qui ont été menées dans ces districts contre le candidat catholique. Comme dans ces régions notre presse [catholique] n'a que peu d'influence, les mensonges, les propos haineux, les calomnies, purent y circuler sans être démentis et suborner ainsi des milliers d'électeurs, jusque dans le camp socialdémocrate et démocrate, qui auraient certainement préféré Marx à Hindenburg s'ils n'avaient consulté que leurs opinions politiques.

Les résultats des élections dans le Würtemberg montrent bien jusqu'où sont allés les excès de cette campagne, même dans les districts où Marx a encore gagné quelques voix nouvelles. Le comité supérieur de la Ligue évangélique de ce pays rédigea et répandit une proclamation où il disait entre autres :

« M. Marx n'est pas seulement catholique ; il est encore le chef de ce parti du Centre que gouvernent les intérêts romains... Aussi, pour tout véritable protestant, l'élection présidentielle cesse d'être une simple question politique ; elle devient une question de doctrines religieuses et de conceptions philosophiques. En principe, nous ne nous mêlons pas de politique, mais nous avons le droit et le devoir de sauvegarder les intérêts religieux des protestants allemands. Notre désir est de maintenir au milieu de notre peuple, par tous les moyens, cette communion d'idées et cette paix confessionnelle dont il a tant besoin. L'une et l'autre sont terriblement menacées si l'Allemagne élit un président soumis au sceptre [!] de Rome. »

Dans les contrées catholiques où l'élément catholique est de beaucoup dominant, les partisans de Hindenburg entonnèrent un couplet tout différent. Abusant on ne peut plus grossièrement des paroles du Pape et des évêques, on prétendit que le Centre n'était plus à même de sauvegarder les intérêts catholiques et qu'il les avait honteusement trahis. Dans le Würtemberg, la peur du sceptre de Rome valut à Hindenburg une majorité de plus de 200 000 voix, tandis que dans les arrondissements catholiques les calomnies répandues contre le Centre attirèrent dans le camp opposé des milliers de catholiques, qui abandonnèrent ainsi la bannière de Marx. Ce sont là de pénibles constatations qui s'imposent à tout examen critique des chiffres électoraux.

Le dimanche de l'élection, on lut dans les églises catholiques de Cologne une lettre pastorale qui rappelait l'importance et la haute valeur de l'organisation scolaire catholique. Elle était datée du 19 mars ; il n'y était nullement question cependant de celui qui a fondé cette organisation et la dirige encore.

Si nous avions voulu, au milieu de la lutte électorale, nous servir des mêmes armes que le Reichsblock, pouvions-nous mieux faire que de signaler, par la voix de la presse, cette lettre pastorale et rappeler que le fondateur et président actuel de cette organisation scolaire catholique n'est autre que Marx. Nous ne l'avons pas fait. Il est bien probable que maints catholiques qui, ce dimanche, écoutèrent la lecture de la lettre pastorale ne se doutèrent pas que cette organisation était l'œuvre du candidat du Volksblock. Ils sortirent et, ajoutant foi aux feuilles haineuses du Reichsblock, ils renièrent leur chef éprouvé et, la main dans la main avec les belliqueux émissaires de la Ligue évangélique, ils assurèrent la victoire de Hindenburg. Voilà le véritable motif de la défaite du candidat du Volksblock, de ce candidat qui a si bien mérité du peuple allemand ; cette constatation devrait engager à de sérieuses réflexions ceux qui l'ont abandonné.

(1) *Koelnische Volkszeitung*, 2. 5. 25 : « *Der wahre Grund der Niederlage des Volksblocks* ». — Traduit de l'allemand par la *D. C.*

APRÈS L'ÉLECTION

Correspondance entre Marx et Hindenburg.

L'ex-chancelier Marx, candidat du Volksblock, a adressé de Sigmaringen, le 29. 4. 25, la lettre suivante au maréchal Hindenburg (1) :

La nation allemande a élu Votre Excellence président du Reich. Il est conforme à l'esprit de la vraie démocratie de s'incliner devant la décision de la majorité ; aussi je ressens le besoin d'exprimer à Votre Excellence mes vœux les plus sincères, ainsi que l'espoir que sous votre présidence la nation allemande puisse retrouver la tranquillité à l'intérieur et la paix à l'extérieur, ce à quoi visent tous nos efforts.

Puisse la convalescence économique du Reich, déjà commencée, se poursuivre sans troubles pour le bien-être de la nation ; puisse la pénétration de toute la vie politique par un esprit vraiment démocratique et social faire

(1) *Temps*, 2. 5. 25.

disparaître tous les symptômes morbides laissés par la guerre et la débâcle de l'Allemagne, et favoriser la renaissance de la nation allemande ; puisse l'Allemagne, par la voie où elle s'est déjà engagée de l'entente internationale, reprendre bientôt, dans la paix et la prospérité, la place dans le monde à laquelle elle a droit d'après ses facultés et sa puissance de travail.

Le maréchal président a répondu comme suit (1) :

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Je vous exprime mes remerciements les plus sincères pour la lettre amicale que vous avez bien voulu m'envoyer le 29 avril. J'ai pour moi la grande satisfaction de constater que nous pensons de même, car j'aurais accepté votre nomination de la même façon si vous étiez sorti vainqueur du plébiscite. Vos vœux pour la patrie allemande si accablée sont les miens. Puissent-ils se réaliser par le travail désintéressé et l'union de tous ceux pour qui l'Allemagne est au-dessus des partis politiques (2).

Remerciements de Marx à ses électeurs.

Le 30. 4. 25, l'ex-chancelier Marx a adressé, de Berlin, aux partis et aux électeurs du Volksblock le manifeste suivant (3) :

C'est pour moi un besoin impérieux d'adresser mes plus chaleureux remerciements aux 13 millions et demi d'hommes et de femmes allemandes qui, le jour des élections, ont témoigné, en ma personne, leur attachement à l'Etat républicain-démocratique. Merci pour la collaboration qu'ils ont apportée ; merci avant tout pour la fidélité qu'ils ont montrée envers notre jeune République allemande. Le sort nous a été contraire. Le feldmaréchal von Hindenburg a été élu président du Reich. Il n'a pas obtenu la majorité absolue ; mais, par suite de l'attitude du parti communiste, hostile au Gouvernement et aux travailleurs, la majorité relative a été acquise au candidat du Reichsblock.

Malgré notre échec, nous sommes fiers de voir que les électeurs du Volksblock ont dans leur conduite suivi des principes politiques bien arrêtés. De très nombreux électeurs du Reichsblock, qui la plupart poursuivent un but analogue au nôtre, se sont malheureusement décidés, pour des raisons non politiques, à voter pour le maréchal Hindenburg ; ce candidat a ainsi obtenu les voix d'hommes, de groupes politiques et de classes sociales dont le programme et les revendications de politique intérieure et extérieure se contredisent.

Nous, les partisans du Volksblock, nous n'avons eu qu'un désir : servir la patrie ; et puisque le service de la patrie passe avant tout, nous nous soumettrons, dans un esprit vraiment démocratique, à la décision de la majorité. En qualité de défenseurs de la Constitution, nous avons le devoir sacré de respecter en la personne du président élu, conformément à la Constitution, le représentant du peuple allemand et de la République allemande. Ne renouvelons pas les fautes de nos adversaires, qui n'ont reculé, sous le prédécesseur du président actuel, devant aucune calomnie, aucune équivoque, et ont ain porté une grave atteinte à l'autorité de l'Etat.

C'est plus que jamais le devoir des républicains serrer les rangs et de lutter jusqu'au triomphe définit de l'idée pour laquelle ils ont déjà combattu. Nous devon maintenant prouver au monde que la République all mande n'a pas succombé dimanche dernier, qu'en All magne l'esprit vraiment démocratique et la mentali sociale sont toujours vivants, et que nous persévérero toujours dans notre résolution de contribuer à la pacif cation de l'Europe et du monde, grâce à une entente hon rable avec les autres nations.

Nous ne rougissons pas de notre défaite ; car tou hommes et femmes, nous avons lutté glorieusement et no sans résultat. Nous avons livré le combat à fond, sa jamais refuser à l'adversaire le respect qui lui est d ni mettre en doute ses sentiments patriotiques. Jama aussi nous n'avons cherché, pour servir notre cause, exciter les passions religieuses. Jamais enfin nous n'avo sacrifié, au cours de la lutte électorale, les intérêts sup rieurs de la communauté. Nous sommes unis par l'év dence des dures nécessités de notre politique extérieure l'acceptation sans réserve de la République allemande e une condition indispensable pour posséder un Etat sol dement constitué ; nous sommes unis par la volonté d'im prégner notre vie publique entière de l'esprit social.

Nous n'oublions pas non plus les millions de nos con patriotes qui souffrent encore le joug de l'occupatio étrangère. Nul sacrifice ne doit nous paraître trop co teux pour obtenir leur liberté et celle de tout le peuple all mand. C'est pour ce noble but que nous continuerons lutter ensemble.

A la patrie nos cœurs ! A la patrie nos bras ! (1)

Félicitations du Corps diplomatique.

Le président du Reich a reçu le 14 mai à mi les vœux des représentants étrangers accrédités Berlin. Mgr Pacelli, doyen du Corps diplomatiqu a prononcé en français le discours suivant :

Discours de Mgr Pacelli.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le corps diplomatique est heureux d'être réuni auto de votre personne pour offrir au nouveau président d Reich ses sincères et respectueuses félicitations. Nous fo mons le vœu que sous votre sage direction la natio allemande puisse, à l'intérieur, développer non seulem sa prospérité morale, sa puissance de travail et de pr duction, mais aussi les biens d'ordre supérieur qui so la plus sûre garantie de civilisation et de progrès po la société humaine. Nous souhaitons que sous votre m gistrature suprême l'Etat allemand puisse, à l'extérieu consolider ses rapports avec les autres peuples, pour triomphe de la grande cause de la pacification du mond

Ainsi sera satisfait le désir ardent de tous les cœu généreux qui, au milieu des difficultés de l'heure actuell aspirent à voir fonder parmi les hommes la paix intelle tuelle et la paix internationale, par le règne de la chari et de la justice.

Dans ce but, permettez à celui qui a l'honneur et félicite d'avoir à vous adresser en ce jour la parole, d'a peler les bénédictions divines sur vous, Monsieur le Pr sident, et sur la nation allemande.

Réponse du maréchal Hindenburg.

MONSIEUR LE NONCE,

Je vous remercie bien sincèrement pour les parol que Votre Excellence a eu la bonté d'adresser, au no

---

(1) *Temps*, 3. 5. 25.

(2) Répondant aux félicitations du député du Centre M. von Papen, le président Hindenburg lui a adressé une lettre dans laquelle il lui dit notamment : « Je crois être d'accord avec l'ex-chancelier Marx qu'il s'agit, maintenant que la lutte électorale est terminée, d'unir toutes les forces constructrices de la nation. A plusieurs reprises déjà, j'ai déclaré que tous les partis et tous les Allemands seraient les bienvenus s'ils veulent s'unir avec moi, en vue d'un travail commun pour la patrie. J'ai la ferme conviction que, dans les milieux politiques qui vous tiennent de près, de précieuses classes de notre peuple ne refuseront pas leur concours. » (Cf. *Temps*, 15. 5. 25.)

(3) *Koelnische Volkszeitung*, 30. 4. 25. — Traduit de l'allemand par la *D. C.*

(1) L'ex-chancelier Marx a été reçu en audience p S. S. Pie XI, le 23. 5. 25. Il avait assisté, le 21. 5. 25, la canonisation de saint Pierre Canisius ; l'ex-chanceli Wirth était aussi présent.

corps diplomatique, au président du Reich élu par la ion allemande.

'est pour moi une joie particulière d'entendre les ıx que le corps diplomatique a exprimés par votre che éloquente. Soyez sûr, Monsieur le Nonce, que je tage pleinement les pensées que vous avez exprimées sujet du développement de tous les éléments du pros humain. Celui qui est appelé à gouverner un grand ne peut rien désirer de plus haut que de voir son ple collaborer à la mission du monde pour la paix, sur un pied d'égalité avec les autres nations.

vec Votre Excellence, je ne méconnais point les dif-ltés avec lesquelles nous devons lutter, mais j'espère elles ne seront point insurmontables.

n ce qui me concerne, je travaillerai à la solution des blèmes posés par notre temps, avec une abnégation le. Si toutes les nations sont animées de la même ne volonté, la bénédiction divine que vous appelez nous ne manquera pas au monde.

naréchal Hindenburg et les présidents des Etats confédérés.

n présence du chancelier Luther, du ministre de térieur Schiele et du secrétaire d'Etat Meissner, denburg reçut le 15. 5. 25 les ministres présits des Etats confédérés, venus lui exprimer leurs ıx. De l'allocution du Dr Braun, premier ministre ssien, nous détachons ces paroles (1) :

a nation allemande vous a placé à la tête de la Répuque. Nous qui sommes les représentants des Etats, nous s rangeons à vos côtés, en toute confiance, désireux nous sommes de servir en commun le peuple allend. La prospérité du peuple à laquelle vous avez juré consacrer tous vos efforts, Monsieur le Président, est si la prospérité des Etats allemands. Aussi, votre mis- est-elle liée à la nôtre de la façon la plus étroite. s avez, ces temps derniers, déclaré que vous vous efforez de ménager les droits particuliers des Etats et de oriser leurs intérêts et leurs besoins. Ces paroles ont accueillies avec joie. Puisse notre travail contribuer bonheur du peuple allemand !

e président du Reich répondit par les paroles antes :

essieurs, je vous remercie de votre visite. Je vous ercie également des aimables souhaits que vous venez m'exprimer par la bouche du ministre président de sse. Je tiens à vous assurer que je considérerai comme de mes tâches les plus importantes d'entretenir et favoriser le bon accord du Reich avec les Etats. C'est s la variété des provinces allemandes que prennent ne les forces de la nation. Le Reich les a rassemblées une unité qui fait leur puissance. Ainsi, le Reich et Etats sont liés par une destinée commune.

onsolidons cette unité et restons toujours un seul ple et un seul Reich. *Das walte Gott !* (Dieu le veuille !)

---

elques impressions sur l'élection

Presse allemande (2).

ı *Bayerischer Kurier*, journal catholique de ich (28. 4. 25) :

victoire de Hindenburg est due en dernier lieu au populiste [catholique] bavarois.

ı *Berliner Lokal Anzeiger*, journal de droite 4. 25 matin) :

Un événement auquel, malgré tout, on n'osait pas croire, une victoire grosse de conséquences énormes pour l'avenir de l'Allemagne. Comment ne penserait-on pas à ce que le vieux roi Guillaume Ier télégraphiait à son épouse du champ de bataille de Sedan : « Quel tournant par la grâce de Dieu ! »

Du *Berliner Lokal Anzeiger* (28. 4. 25 matin) :

Dans ces jours d'espoir et de lutte, les étendards nous ont parlé un langage éloquent. Ils ont maintenu nos cœurs forts et joyeux, et les couleurs engagées dans la bataille doivent aujourd'hui être déployées comme les emblèmes qui nous ont valu une nouvelle victoire.

Pavoisons chaque mansarde, chaque balcon, chaque fenêtre ! Que nos vieilles et fières couleurs, comme un joyeux symbole, flottent au vent du matin. Qu'elles crient au monde entier : Hindenburg va gouverner la nation allemande de la misère à la liberté ! Sortons les drapeaux ! les drapeaux de la victoire !

Du *Berliner Lokal Anzeiger* (28. 4. 25 soir) :

La République est sous la protection de Hindenburg. Il pourra mieux tenir sa parole que le bloc national. N'a-t-il pas dit que c'est l'esprit qui anime un Etat qui importe et non pas sa forme ? Le dernier des lecteurs du *Berliner Tageblatt* et du *Vorwaerts* comprendra que les risques que Hindenburg peut faire courir à la République sont aussi mensongers que les histoires qui ont couru et suivant lesquelles les Etats-Unis sont disposés à nous couper tout crédit. La victoire du 26 avril est aussi énorme que l'imposture de la presse dévouée à Marx. On comprend que les organes de gauche, qui pendant la campagne électorale n'ont reculé devant aucune calomnie, ne sachent pas par quel moyen faire avaler à leurs lecteurs cette amère pilule.

Du *Berliner Tageblatt*, journal démocrate (27. 4. 25 soir) :

Le sentimentalisme qui est inné chez la plupart des Allemands a remporté, hier, la victoire sur le sens politique. [...]

Il est dommage que le vote n'ait eu lieu avec séparation des sexes que dans de très rares endroits. Sans cela on reconnaîtrait que les partis qui, dans le passé, refusaient même aux hommes le droit de suffrage égal et n'avaient que railleries pour l'idée du vote des femmes, on dû cette fois leur victoire surtout aux femmes, chez lesquelles, beaucoup plus que chez l'Allemand moyen, les mouvements sentimentaux l'emportent sur les considérations rationnelles. Ces partis avaient confié une bonne partie de leur propagande aux enfants : ceux de dix ans, ils les avaient munis de sifflets à roulette pour manifester contre le drapeau de la République, et ceux de vingt ans, ils les avaient armés de revolvers pour régler leur compte aux adversaires gênants. Mais leur « victoire » effective, ils la doivent sans doute aux femmes. [...]

Nous aurons pour le président Hindenburg un respect égal à celui qu'il aura pour la Constitution.

De M. Ernst Feder, dans le *Berliner Tageblatt* (28. 4. 25 m.), « Pour le maintien du « bloc populaire » :

Il faut que le « bloc populaire » reste uni. Ce groupement, qui s'est affirmé dans des centaines d'assemblées gigantesques, dans l'activité dévouée et méritoire du « Reichsbanner », dans une collaboration étroite d'organisation, et qui a été rendu sacré par des sacrifices de sang, ne doit pas se disperser. Cette communauté de travail a encore à remplir la tâche principale. Il s'agit maintenant d'affermir la République non pas contre Hindenburg, mais contre ceux qui tirent les ficelles et ont suscité sa candidature, qui maintenant, pendant que l'on hisse la bannière présidentielle noir, rouge et or au-dessus de leur candidat, pavoisent aux couleurs [impériales] noir, blanc et rouge. [...]

Le « bloc populaire » a été le sauveur, qui a tiré l'Allemagne du chaos où l'impuissance de la classe supérieure — impuissance attestée par Tirpitz lui-même — avait jeté le peuple allemand en 1918. Maintenant, il faut que le « bloc populaire » devienne le sauveur pour tirer l'Allemagne des dangers où cette même classe,

---

Temps, 17. 5. 25.

Sauf indication contraire, les journaux cités sont idiens ou biquotidiens, et édités à Berlin.

Tirpitz en tête, menace de précipiter à nouveau la nation.
Il faut que le « bloc populaire » fasse en sorte que la « période Mac-Mahon » passe sans dommage pour le peuple allemand.

Du *Deutsche*, organe des syndicats chrétiens (13. 5. 25) :

Hier est apparue l'importance que peut avoir, comme facteur d'union, la présidence de Hindenburg. [...] Une moitié du pays obtient en Hindenburg le meilleur homme de confiance pour ses aspirations et ses espoirs ; l'autre moitié trouve sa garantie dans la confirmation de la Constitution par le serment de Hindenburg et dans la dignité accrue donnée à la présidence. Le régime, si violemment combattu, devient légitime pour tous.

De la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, journal populiste (27. 4. 25 matin) :

Le 26 avril vivra dans l'histoire comme le jour où le peuple allemand se sera retrouvé lui-même. [...]
Les doctrinaires de Weimar croyaient, dans leur aveuglement, que leur règne était éternel et que l'ancienne Allemagne était enterrée pour toujours. Cette illusion provenait de ce mépris pour le passé de l'Allemagne, mépris dont le changement stupide et inutile des couleurs nationales ne fut que le symptôme extérieur...
La coalition de Weimar n'a pour l'instant qu'à contempler ses ruines. Les Allemands qui donnèrent leur voix à Hindenburg sont en droit de se réjouir. On a remporté une victoire dont toute l'importance n'apparaîtra qu'au bout d'un certain temps. [...]

De la *Deutsche Allgemeine Zeitung* (28. 4. 25 m.) :

La victoire de Hindenburg est un symbole. Quand en 1918 l'Empire s'écroula et que la Socialdémocratie prit le pouvoir, que l'armée se désorganisa, que les conseils d'ouvriers et soldats apparurent, tout dépendait de l'homme qui après la fuite de l'empereur demeurerait à la tête des troupes. Il a sauvé l'Allemagne du chaos : ce « militariste », ce « monarchiste » a sauvé la République. [...]
La nation a prouvé qu'elle en avait assez de se laisser dicter son attitude par l'étranger ennemi. C'est le réveil non seulement des fiers souvenirs du passé, mais aussi de la volonté de l'Allemagne de sortir de la condition d'ilote à laquelle on l'avait réduite.

De la *Deutsche Tageszeitung*, organe des agrariens (28. 4. 25 matin) :

Le peuple allemand, en élisant Hindenburg, a nettement manifesté sa volonté. Il veut qu'il soit mis fin à une politique qui consistait à reculer, à céder sans but, à se courber tout naturellement devant les prétentions de la violence française ; il veut qu'une paix véritable soit édifiée, mais non sur l'injustice et la violence. L'Allemagne, qui a déjà renoncé à tant de choses, qui a fait déjà et continue à faire de si énormes sacrifices, ne peut pas en accepter de nouveaux sans une contre-partie.

De la *Deutsche Zeitung*, journal ultranationaliste (27. 4. 25 matin) :

Le destin a été une fois encore bienveillant pour le peuple allemand. Le Dieu qui fait croître le fer ne nous a pas abandonnés.

De la *Deutsche Zeitung* (28. 4. 25 matin) :

Hindenburg est à la tête du peuple allemand ; l'esprit de Hindenburg ranimera toute l'Allemagne ; sa volonté et sa décision montreront constamment au peuple les voies qu'il devra suivre. Tel est le résultat du 26 avril.

De la *Frankfurter Zeitung*, journal démocrate de Francfort-sur-le-Mein (27. 4. 25 matin), « Vive la République ! » :

La victoire de Hindenburg n'a pas été acquise aux dépens des voix du « bloc populaire », il n'y a pas eu refoulement du front républicain. Hindenburg n'a pas refoulé les républicains, il les a débordés. C'est par la levée des abstentionnistes, des gens étrangers à la politique qu'il l'a emporté. [...]
Nous savons tous ce qui a conduit aux urnes cette fois le cortège nombreux des abstentionnistes. C'est l'auréole placée autour de la tête du chef de guerre par le imaginations fiévreuses de certains milieux populaires tombés dans la misère, et qui se sentent toujours blessé dans leur fierté nationale. Ces gens ne se sont pas rend compte que leur misère individuelle comme la détress nationale proviennent uniquement de cet ancien systèm impérial, avec sa manière de diriger l'Etat et de mene la guerre : c'est le représentant de ce système qu'i honorent dans la personne de Hindenburg. C'est l'aspira tion vers l'éclat des choses passées, vers les grandeu enfuies, qui a mené ces masses de gens apolitiques ve les urnes électorales, et qui a porté Hindenburg à victoire. Chez beaucoup de gens, un élément religieux contribué à ce succès : on leur a persuadé que la f protestante était en péril. Mais l'essentiel, ce fut la no talgie du passé.

De la *Frankfurter Zeitung* (27. 4. 25 soir) :

L'opposition confessionnelle a servi le jeu de la droit Une des constatations les plus douloureuses à laquelle co duisent non seulement le résultat des élections, ma nombre de faits de la campagne électorale, c'est que cet opposition garde encore une force qui a troublé nomb d'esprits. De nombreux protestants qui ne sont nulleme de sentiments réactionnaires et naturellement, ici encor les apolitiques, n'ont pu se résoudre à donner leur vo au catholique Marx. Cela à un moment où, dans le cath licisme allemand, une évolution est en voie d'accompli sement qui est le fait le plus remarquable de no époque. La propagande n'a pourtant pas manqué ; mais faut du temps pour qu'elle porte ses fruits.

De la *Frankfurter Zeitung* (28. 4. 25 matin) :

Il y a malheureusement en Allemagne des insensés à q la situation menaçante de notre pays n'a rien appris, ma nous ne faussons pas les faits en disant que la majori des électeurs de Hindenburg ne pensaient nullement, e donnant leur bulletin de vote au maréchal, voter pour guerre ou, d'une façon générale, contre la politique ext rieure suivie jusqu'à présent par le Gouvernement d Reich. C'est la sentimentalité des Allemands, toujou enclins à faire passer le bruit d'un grand nom ava toutes considérations politiques, qui fit élire Hindenburg mais ce ne fut nullement la volonté du peuple allema de faire la guerre. La candidature de Hindenburg entou de légendes exerça une plus grande attraction sur l masses sans éducation politique que le nom du candid des gauches, qui assumèrent depuis Versailles la lour et ingrate responsabilité de gouverner. Des facteurs impo tants de politique intérieure, tels que l'antipathie des éle teurs non éclairés contre les socialdémocrates, et méfiance de beaucoup de protestants à l'égard du Centr jouèrent un assez grand rôle. Du point de vue de la po tique extérieure, voter pour Hindenburg, c'était réag contre les mauvais traitements que les adversaires l'Allemagne lui firent subir depuis la conclusion de paix. L'électeur instinctif voulait voir « enfin un homme à la tête de l'Etat. Il voyait cet « homme » en Hindenbur « le sauveur de l'Allemagne ». L'élection de Hindenbu est donc certainement une manière de soulèvement d Allemands contre les mauvais traitements des Alliés, m elle n'est pas un soulèvement pour la guerre.

De la *Germania*, organe du Centre catholiq (27. 4. 25 matin) :

C'est une majorité si faible que les « vainqueurs » se g deront bien d'exulter, et que les vaincus n'ont pas à décourager. Ils le doivent d'autant moins en considéra quels sont ceux qui, hier, ont fait pencher la balance décidé du succès de la lutte. Ce furent ces gens apolitiqu qui ont été attirés aujourd'hui par le nom de Hindenbu mais qui demain pourront bien changer d'avis. Et par ceux qui se sont abstenus, il y en a encore beaucoup q ont les mêmes tendances et les mêmes buts que Marx, m qui n'ont pas voulu élire un catholique. [...] C'est une v toire à la Pyrrhus.

De la *Germania* (27. 4. 25 soir), « Le rôle du facte confessionnel » :

Dans la Saxe, « rouge » mais protestante, le « b populaire » avait réuni, le 29 mars, 1 300 000 voix

ffres ronds, et le « bloc du Reich » 1 050 000 voix. r, le « bloc populaire » n'a eu que 980 000 voix, alors : le « bloc du Reich » en réunissait 1 350 000. Le alage n'est pas moins remarquable dans le protestant rtemberg. Le « bloc populaire » y avait, le 29 mars, ni 585 000 voix, le « bloc du Reich » 320 000. Hier, le loc populaire » a eu 527 000 voix et le « bloc du ich » 544 000. Dans ces deux régions, le décalage atteint ac 600 000 voix, soit presque toute l'avance que Hinburg a eue sur Marx. Même dans le pays de Bade, qui oté contre Hindenburg dans la proportion de 2 contre 1, a eu en faveur de Hindenburg un déplacement de 000 voix, qui est probablement le fait des démocrates testants.

De la *Germania* (28. 4. 25 matin) :

L'élu, c'est Hindenburg, lui personnellement. Ce ne t pas tous les tapageurs, rêveurs et aventuriers qui lent à travers les rues ; ce ne sont pas non plus les mmes de l'arrière-scène, ce n'est pas une organisation *Stahlhelm*, ni une camarilla militaire, ni même le éral Ludendorff. Que Hindenburg lui-même, et non les artisans de son élection, remplisse le mandat que nt de lui confier le peuple allemand. [...] Le pays, scient du danger, est vigilant, et il ne tolérera pas on joue avec ses intérêts les plus sacrés.

De la *Germania* (6. 5. 25 matin) :

Il y a quelque 90 ans, le célèbre romancier anglais ackeray, dans ses livres *Snob papers* et *Vanity fair*, nissait le snobisme, c'est-à-dire l'ambition de parvenir une situation sociale à laquelle ne vous donnent droit ni naissance, ni les aptitudes, ni le travail. Le romancier glais ne se doutait certainement pas que le snobisme ait, non pas dans son pays, mais chez les Allemands, des ercussions politiques d'une portée insoupçonnée, et sans me que l'opinion s'en rendît compte. En effet, dans tout qu'on a écrit sur les impondérables et les courants hés qui ont contribué à l'élection de Hindenburg, nulle t on ne trouve la moindre allusion aux rapports qui stent entre cette élection et le snobisme de beaucoup de s cultivés ou demi-cultivés.

Allez dans les petites villes allemandes, et rendez-vous npte combien d'hommes et de femmes votent contre leur viction pour ne pas s'exposer à des inconvénients iaux, souvent même par crainte de désavantages matés. Tout récemment, le bourgmestre d'une petite ville xpliquait la répartition des votes pour l'élection au chstag en me disant : « Jusqu'au commis des postes on démocrate, jusqu'au professeur on est populiste : mais s ceux qui se jugent au-dessus votent pour les nationauxmands ! » Nulle part l'élément social n'a autant d'innce sur la politique qu'en Allemagne, surtout dans les tes villes et à la campagne, où le snobisme est répandu n degré inimaginable. Il n'est pas besoin de décrire lle importance dans ces milieux a pour l'homme le fait re habitué de tel ou tel café ou membre de tel ou tel de joueurs de quilles, combien une femme est uencée dans son vote par le fait qu'elle appartient à e ou telle société qui se réunit l'après-midi pour le thé. heur à celui qui, dans ces petits groupes, pense et vote ement que la majorité ! Il est socialement réprouvé et d du même coup ses relations. Il se trouve moralement ocialement isolé.

C'est pire encore à la campagne, surtout à l'est de l'Elbe. gros propriétaire terrien ou un paysan qui n'est pas onaliste, c'est-à-dire qui n'appartient pas comme membre sant à une organisation nationaliste, ne pourra matérielent pas tenir au bout d'un certain temps. La puissance Landbund, avec son organisation ramifiée de coopéras pour le crédit, les semences, les engrais, les machines icoles, lui coupera tous les moyens de faire marcher exploitation, jusqu'à ce qu'il succombe.

De la *Germania* (12. 5. 25 matin, jour où Hindeng prête le serment) :

Nous avons combattu la candidature de Hindenburg. ntenant le président du Reich est éliminé pour nous a discussion politique. Toutes les considérations patrioes qui nous ont fait combattre la candidature de denburg nous poussent aujourd'hui à souhaiter que le nouveau Hindenburg, purifié des bassesses des luttes quotidiennes par la dignité de ses fonctions, trouve dans l'accomplissement heureux de sa haute tâche les succès que chaque bon Allemand désire pour sa patrie.

Les résultats de l'élection ont montré à l'étranger que l'Allemagne était scindée en deux grands camps politiques de force presque égale ; mais l'étranger doit savoir que cette division n'a rien à voir avec l'autorité, qui est également garantie au président du Reich par les adversaires de sa candidature. La campagne électorale est terminée. Vive le nouveau président !

De la *Koelnische Volkszeitung*, organe centriste de Cologne (27. 4. 25 matin) :

Les passions confessionnelles ont été excitées sans vergogne par les gens du Reichsblock. Le rôle qu'a joué la haine de Rome dans cette campagne électorale dépasse toute imagination. Mais ce n'était pas assez. Quand la fureur des électeurs protestants contre le catholique Marx ne suffisait pas, on faisait intervenir les Papes et les évêques, et l'on se faisait plus catholique que l'Eglise catholique tout entière. C'est grâce à la discipline du « bloc populaire » qu'il ne fut pas répondu à la haine personnelle que manifestait l'agitation du Reichsblock et que la personne de Hindenburg a été placée sans cesse en dehors de la lutte. [...]

Il faut reconnaître que l'extraordinaire popularité de Hindenburg a été un facteur essentiel de cette victoire. Mais on ne doit jamais oublier que la politique des Alliés a grandement favorisé l'établissement de cette candidature et rendu possible son succès [...] Les Alliés, en particulier la France, ont contribué à discréditer les hommes politiques qui sincèrement, dans un esprit loyal, agissent constamment en faveur de la conciliation. C'est ce qui explique que même des Allemands qui repoussent la politique nationaliste aient surmonté leurs scrupules d'ordre politique extérieur, et aient donné leur voix à Hindenburg, pensant que pour l'Allemagne il était indifférent qu'un général ou un juge soit à la tête du Reich. Il n'y a là rien d'autre que la confirmation du manque de sens politique dans une grande partie de notre peuple : c'est cet esprit apolitique qui a amené ce résultat électoral.

Le peuple a opté pour un général sans expérience politique contre un juge habile dans ce domaine et qui y avait déjà remporté des succès.

De la *Koelnische Zeitung*, journal nationaliste de Cologne (12. 5. 25), « L'élection de Hindenburg » :

A mesure que le temps passe et nous sépare de l'élection, le jugement qu'on porte sur elle devient plus clair, et, là où s'était manifesté de l'émotion, le jugement se fait plus calme et plus impartial. [...] On commence déjà à se rendre compte des avantages de la présidence Hindenburg — avantages qui, dès le début, n'échappaient pas aux hommes politiques impartiaux. On comprend maintenant, même à l'étranger, qu'un Hindenburg ne peut pas rompre le serment qu'il a prêté à la Constitution allemande, qu'il ne peut donc pas être et ne sera pas l'intermédiaire de la monarchie.

On a, en outre, compris que nul chez nous ne peut être moins désireux d'attaquer que le meilleur soldat de l'Allemagne, qui est mieux placé que personne pour juger de l'impuissance militaire de son pays. On a compris que, Hindenburg prenant pour but l'entente entre les peuples et gagnant à cet idéal les éléments très considérables du peuple allemand qui se rangent derrière lui, c'était le meilleur service qui pût être rendu à cette grande cause. On reconnaît maintenant que la signature de Hindenburg mise au bas d'un accord international, par exemple au bas du pacte dit de sécurité, a une tout autre valeur que celle d'un autre Président quel qu'il soit.

De la *Kreuzzeitung*, organe monarchique et protestant d'extrême-droite (12. 5. 25 soir) :

Le nouveau président du Reich n'est pas un homme de parti. C'est un soldat ; un soldat a l'habitude de faire son devoir au poste où il est placé. Ceux qui tremblent toute la journée de crainte pour leur République peuvent être certains que le maréchal s'acquittera fidèlement et loyalement de ses fonctions.

Du *Montag Morgen*, journal de gauche (27. 4. 25) :

Si la révolution n'avait pas accordé aux femmes le droit de vote, Hindenburg n'aurait pas été élu. Espérons que le malheur ne sera pas aussi grand qu'on pourrait le penser. Dans ses derniers discours, le maréchal ne s'est pas seulement placé sur le terrain de la Constitution de Weimar, mais il a cherché à faire preuve d'un certain esprit de conciliation.

Le parti de Stresemann a propagé récemment l'information rassurante qu'on donnerait à Hindenburg, sous la forme d'un jeune et intelligent secrétaire d'Etat, le tuteur qui nous protègera contre les incartades du vieux maréchal. Mais, dans la question du désarmement, Hindenburg ne se laissera pas circonvenir, et c'est de là que pourraient venir les plus graves dangers.

Des *Münchner Neueste Nachrichten*, organe socialiste libéral de Munich (27. 4. 25) :

La route est libre pour refaire l'union de tous les Allemands, qui conduira notre malheureuse patrie à un avenir meilleur.

De la *Münchner Post*, journal socialdémocrate de Munich (28. 5. 25) :

Le jour du 26 avril 1925 a été un jour néfaste pour l'Allemagne.

Du *Tag*, journal national-allemand (27. 4. 25) :

C'est la victoire de l'Allemagne blanche, rouge et noire, sur l'emblème noir, rouge et or de la République et de la Révolution. [...] C'est un avertissement. Nous voulons revenir en arrière et nous voulons aller de l'avant. [...] La victoire de Hindenburg est le résultat de six années de révolution. Maintenant, il s'agit de consolider nos positions, pied à pied il faut refouler l'ennemi. Hindenburg est maintenant à la tête du Reich, nous le suivrons. [...] Dehors flottent les drapeaux noir, blanc, rouge. [...] Ils nous ramènent à ces journées inoubliables dans l'histoire de l'Allemagne, aux journées d'août 1914.

De M. Werner von Heimburg, dans le *Tag* (28. 4. 25) :

Lorsqu'en janvier 1925, après une crise interminable, entretenue artificiellement par Marx, le cabinet Luther arriva au pouvoir avec la participation des nationaux-allemands, on nous annonça la fin de tous les efforts loyaux en vue de la paix. C'est exactement le contraire qui arriva. C'est seulement depuis lors que l'on avança vraiment sur cette voie. Non seulement le concours des ministres nationaux-allemands n'a pas renforcé le nationalisme et le chauvinisme français, mais il les a affaiblis, pour la bonne raison que les arguments manquaient pour faire de l'agitation contre les « nationalistes » allemands. La présence de Hindenburg à la présidence du Reich aura le même effet.

Du *Vorwaerts*, organe du parti socialdémocrate (27. 4. 25 soir), « Hindenburg élu, par la grâce de Thaelmann, président du Reich avec 900 000 voix de majorité » :

La République vient d'entrer dans une zone de dangers [...] ; elle va avoir sa période Mac-Mahon.

Du *Vorwaerts* (28. 4. 25 soir) :

Il y a deux camps en Allemagne qui doivent marquer à leur actif la victoire de Hindenburg : le camp des réactionnaires et le camp communiste. La réaction a atteint son but et le parti communiste également. La réaction voulait nommer Hindenburg président du Reich. C'est chose faite. Les communistes voulaient empêcher l'élection du candidat du bloc national. On peut donc également les compter parmi les vainqueurs. Nous, les vrais républicains, sommes vaincus. Mais nous avons fait notre devoir. Désormais, nous redoublerons de vigilance pour défendre la République. La présidence de Hindenburg ne sera qu'un épisode. Les vaincus d'hier seront plus tard les vainqueurs. La confiance règne au sein du parti socialiste, car les vainqueurs d'aujourd'hui sont bien embarrassés ; ils sentent bien que la majorité de la nation ne se tient pas derrière Hindenburg.

De M. Georg Bernhard, dans la *Vossische Zeitun[g]*, journal démocrate de gauche (27. 4. 25 soir) :

La victoire de Hindenburg est une surprise. C'en est u[ne] pour les partis de droite eux-mêmes, qui, malgré la co[n]fiance qu'ils affichaient dans la victoire, n'osaient certa[i]nement pas compter sur un pareil résultat. Dans leur jo[ie] compréhensible, ils se réjouiront de leur victoire comm[e] d'un succès politique. Mais cette interprétation n'est p[as] justifiée. Car la victoire de Hindenburg est toute perso[n]nelle, malgré les partis qui essayèrent de le représente[r] comme leur idole. [...]

Cette fois, la masse énorme des abstentionnistes s'est mi[se] en mouvement, la masse de ceux qui ne font pas de pol[i]tique, les rêveurs, les idéalistes, les fanatiques. L'idée my[s]tique qu'un homme honnête, intègre, intelligent pouvai[t] même sans rien entendre à la politique (peut-être préc[i]sément pour cela), mettre fin à la misère de l'Allemagne, [le] besoin nostalgique de voir l'Allemagne de nouveau cons[i]dérée et honorée, a fait voter des milliers d'électeurs po[ur] Hindenburg. Mais il est un fait qui joua certainement u[n] rôle tout particulier, c'est la propagande sans scrupules q[ui] réveilla avec succès une sorte de mentalité de Kulturkamp[f]. On avait insinué à beaucoup de paysans sans éducation pol[i]tique l'idée qu'un président catholique pouvait faire [de] l'Allemagne une esclave au point de vue religieux. D[es] centaines de milliers de personnes, croyant la liberté co[n]fessionnelle menacée, firent passer leur crainte avant tou[te] considération politique et ont dû décider ainsi de l'électio[n].

Il faut empêcher par tous les moyens que derrière Hi[n]denburg la camarilla de l'ancien état-major ne cherche [à] s'emparer des affaires de l'Etat. [...] Le peuple alleman[d] n'a aucune envie de remplacer la camarilla de la Cour p[ar] une camarilla de la Présidence. Et il espère pour l'insta[nt] que le président, quelles que soient ses conceptions pol[i]tiques, n'écoutera que ses conseillers réguliers.

De M. H. von Gerlach, dans la *Welt am Monta[g]*, hebdomadaire libéral (18. 5. 25) :

Hindenburg a eu, dans son élection, une attitude abs[o]lument correcte. On ne peut pas douter qu'il n'ait [la] volonté ferme de garder cette correction. Les électeu[rs] *voelkisch* de Hindenburg, voilà le danger énorme q[ui] menace la paix intérieure et extérieure de l'Allemagn[e].

De la *Zeit*, journal populiste, organe de M. Stres[e]mann (28. 4. 25) :

Il n'y a aucun doute que Hindenburg doit sa victoire à [sa] personnalité ; mais il est également indiscutable que [la] défaite de M. Marx est due pour une bonne part à la pres[se] de gauche ; celle-ci n'a pas craint de menacer le peup[le] allemand avec la cravache de l'étranger et de laisser ent[re]voir une dictature [à jamais] durable de l'étranger dans [la] Ruhr et sur le Rhin si Hindenburg était élu. A l'étrang[er] la propagande de la presse de gauche a sans aucun dou[te] causé de gros dommages, mais dans toute cette manifes[ta]tion Hindenburg s'est placé, sans ambiguïté, sur le terr[ain] de politique étrangère suivi jusqu'ici, de sorte q[ue] l'étranger on peut être convaincu que, sous la présiden[ce] de Hindenburg également, la politique suivie jusqu'ici se[ra] continuée.

Presse américaine (1).

Editorial d'*America*, revue mensuelle catholiq[ue] publiée par les Pères Jésuites (9. 5. 25), « *Presiden[t] elect makes favorable impression* » :

Le nouveau président a conquis, à de nombreux tit[res] la sympathie en Allemagne comme à l'étranger. D'abo[rd] il fit comprendre qu'il agirait comme un président et n[on] comme une marionnette. Ses quatre-vingts ans pres[que] atteints semblent peser légèrement sur ses épaules ; [il] méprise évidemment les exigences de parti pour ne s[e] rapporter qu'à ses propres principes et à ses idées pers[on]nelles, dans la mesure où il pense pouvoir les mettre [à] exécution à l'heure actuelle. Son installation aura lieu [le] 12 mai. Il a formellement repoussé les projets des mil[ita]ristes, qui, après avoir été les grands metteurs en sc[ène]

(1) Sauf indication contraire, les périodiques cités [sont] quotidiens et édités à New-York.

on élection, désiraient le recevoir officiellement comme mandant des armées allemandes, dans un cortège orga- par leurs bandes semi-militaires, les *Vaterlaendische aende*. Comme le président Coolidge, il exige la plus re simplicité. Bals et banquets doivent être biffés de son ramme. Les partis politiques seront, eux aussi, entière- t éliminés et toutes les manifestations auront pour but norer la fonction et non son titulaire. Telle est la sion d'Hindenburg. Que les nationalistes l'approuvent non, il ne semble pas s'en inquiéter. [...] Bref, le nou- président est une surprise pour chacun, y compris les mbres de son parti.

... *Boston Transcript*, journal conservateur de ...on (27. 4. 25) :

...Allemagne, comme les Bourbons, n'a rien appris ni rien ...dié, ainsi que le montre l'élection d'Hindenburg. [...] ...tte élection a été une élection populaire ; elle n'a pas machinée par un groupe de terroristes, elle est l'acte du s électoral allemand, hommes et femmes, votant selon i du suffrage universel. On ne peut dire que le dernier politique de l'Allemagne ait soulagé l'anxiété univer- , et il est évident que, en une nuit, un esprit de déter- ation entièrement opposé au progrès du monde est ru.

...u *New York American*, organe principal de William Randolph Hearst, et type des journaux ...anophiles (28. 4. 25) :

... il nous faudra regarder, pour voir si les conséquences ...ont sérieuses, c'est non pas à Berlin, mais à Paris. ...ction d'Hindenburg donnera une chance aux milita- ... et aux alarmistes.

...us pouvons au moins espérer que les Français sont ... bien informés pour se rendre compte de quelques faits ...mentaux. L'un est le peu de pouvoir que le président ... Allemagne. Un autre est qu'Hindenburg n'usera pas ... façon agressive de l'influence qu'il peut avoir.

... point le plus important est de savoir si le peuple fran- ...croit toujours aux contes de fée touchant les préparatifs ...iers de l'Allemagne, ou s'il a commencé à comprendre ...ien l'Allemagne est inoffensive.

... la *New York Herald and Tribune*, journal répu- ...in radical fondé en 1835, favorable aux Alliés ...4. 25) :

...and les Allemands ont élu Hindenburg, ils étaient ...bés dans leurs propres réactions psychologiques. Ils ...ient pas les yeux fixés au delà des frontières du Reich. ...été une erreur capitale, puisque l'Allemagne devra ..., pendant bien des années à venir, non sur ses propres ...s, mais sur la bonne volonté et l'aide des autres ...ns.

... *New York Times*, journal conservateur, favo- ... aux Alliés (28. 4. 25) :

... avait coutume d'attribuer la force de la réaction en ...agne à la dureté et à l'injustice de la politique des .... On s'est servi du « Poincarisme » pour expliquer le ...de l'Allemagne avec la monarchie. Cet argument ne ... plus. Les débuts du plan Dawes ont été suivis d'un ...le accroissement des forces nationalistes aux élections ...Reichstag en décembre dernier. Les élections de ...nche ont eu lieu dans une atmosphère empreinte de ...tié des Alliés. En France, la politique étrangère ...riot survit avec Painlevé, et Caillaux, avec des sympa- ... allemandes prononcées, fait partie du Cabinet. Le ...rnement britannique a accueilli favorablement les ...sitions allemandes sur la sécurité. A Genève, on a ...dé comme imminente l'entrée de l'Allemagne dans la ...été des Nations. Si, dans ces circonstances, les Alle- ...s choisissent de devenir nationalistes, la raison en est ...ux-mêmes et non dans une pression venant de l'ex- ...r.

... *Public Ledger*, de Philadelphie, journal indé- ...nt, favorable aux Alliés (28. 4. 25) :

...llemagne est royaliste, militariste, elle n'est pas repen- .... Hindenburg a infusé une nouvelle vie à la cause ...ante des royalistes, mais il se peut qu'il ait attiré un ... qui jettera républicains, socialistes, libéraux, non seulement vers l'extrême gauche, mais encore vers l'Orient rouge. [...]

On ne doit s'attendre à aucune action irréfléchie de la part des *Junker*, mais les cloches sonnent l'alarme en France et en Europe centrale, et leurs échos retentiront par delà la mer du Nord et la Manche.

De la *Washington Post*, journal officieux de Washington (28. 4. 25) :

Le fait qu'une grande figure militaire a été élue n'est pas en soi-même une menace pour la paix. Les Etats-Unis ont maintes fois élu à la présidence des hommes qui avaient servi leur pays les armes à la main. L'élection de George Washington ne fut pas un signe que les Etats-Unis cherchassent à recommencer la guerre contre la Grande-Bretagne. [...] Il faut s'attendre à ce que Hindenburg préside les conseils de l'Allemagne avec le bon sens qui l'a toujours caractérisé et que les autres nations, qui s'effrayent aujourd'hui du choix de l'Allemagne, s'aperçoivent bientôt que ce choix, en l'occasion, fut sage.

Du *World*, journal démocrate et pacifiste (28. 4. 25) :

L'élection de Hindenburg en Allemagne, comme le retour de Caillaux en France, doit être interprétée comme un autre signe de décadence de ce qu'on peut appeler le système de Versailles. L'essence de ce système a été d'essayer d'établir une France artificiellement forte dominant une Allemagne d'une faiblesse également artificielle.

Cela ne veut pas dire qu'il faille soudain déchirer le traité. Cela veut dire, nous pouvons en être certains, que, juste comme l'Amérique l'a abandonné entièrement et comme la Grande-Bretagne l'a abandonné en substance, la France et l'Allemagne reconnaissent maintenant que, tel qu'il a été conçu, il est inapplicable. Le traité reste la loi nominale de l'Europe. Mais nous sommes entrés dans une nouvelle ère quant à son exécution et à sa révision. La France et l'Allemagne sont seules face à face, non dans la position d'un maître devant son vassal, mais avec quelque chose comme leurs véritables forces relatives. La tranquillité de l'Europe dépendra de la sagesse avec laquelle cette vérité sera acceptée.

Presse autrichienne (1).

De l'*Abend*, journal socialiste (27. 4. 25) :

Sous Hindenburg, l'Allemagne ne jouira pas d'un développement tranquille : les nationalistes allemands sont toujours prêts à risquer la carcasse du paysan et de l'ouvrier allemand ; la victoire de Hindenburg est la victoire de la discorde européenne sur le plan Dawes et sur les accords de Londres (2).

De l'*Arbeiterzeitung*, organe socialdémocrate (29. 4. 25) :

Que se serait-il passé si, l'Autriche étant déjà réunie à l'Allemagne, les Autrichiens avaient eu à voter le 26 avril ? Il y aurait eu en Autriche plus de trois millions de voix, dont tout au plus un cinquième serait allé à Hindenburg, et au moins les 4/5 contre lui. Hindenburg aurait été battu. Si l'Autriche faisait déjà partie de la République allemande, le statthalter de Guillaume Hohenzollern ne serait pas aujourd'hui président du Reich... Les Français et les Tchèques pensent que l'Allemagne serait dangereusement renforcée en recevant six millions et demi d'Autrichiens. En réalité, c'est la nouvelle Allemagne républicaine qui

---

(1) Les journaux cités sont édités à Vienne ; sauf indication contraire, ils sont quotidiens. — Nous avons reproduit plus haut, col. 48-49, les réflexions d'un catholique autrichien publiées dans la *Reichspost* du 28. 4. 25.

(2) La *Neue Freie Presse*, organe progressiste allemand de Vienne, espère (27. 4. 25) que le bon génie allemand le préservera de la catastrophe que constituerait la politique du retour à la monarchie et de revanche ; elle qualifie toutefois l'élection de Hindenburg de malheur. — La *Tagespost*, journal libéral de Gratz (21. 5. 25), réclame la formation en Autriche d'un bloc national calqué sur le Reichsblock : « Notre peuple doit non seulement agrandir mais fortifier le Reich. »

serait renforcée, et l'ancienne, la panprussienne, militariste et monarchiste, serait affaiblie d'autant. Les réactionnaires de Prusse le comprennent très bien. De là, leur aversion profonde contre le rattachement. Ils ne peuvent admettre la perte d'un seul village polonais à l'Est. Mais le sort de Vienne allemande, des Alpes allemandes ne les préoccupe pas. En quoi l'Autriche les intéresserait-elle puisqu'elle ne ferait que rendre plus difficile le rétablissement de leur suprématie en Allemagne ? [...] Lorsque les impérialistes de Paris et de Prague veulent empêcher le rattachement par des interdictions et des traités, cela ne nous décourage pas ; car l'histoire nous a appris qu'il n'y a pas de force extérieure capable de briser la volonté d'un peuple. Si la réaction dans le Reich affaiblit la volonté de rattachement du peuple autrichien, c'est beaucoup plus grave, beaucoup plus pénible ; car alors, si cette volonté se relâche en Autriche même, c'en est fait du rattachement.

Sur quels facteurs, en effet, peut bien s'appuyer en Autriche la politique de rattachement ? Tous les réactionnaires d'ici sont « noir et jaune » ; ce qu'ils veulent ce n'est pas le rattachement, mais la « Confédération danubienne », si possible avec un Habsbourg à la tête. Le petit groupe des pangermanistes, les quelques bandes d'aventuriers *Hakenkreuzler* ne constituent aucune force véritable. Seule la classe ouvrière, la Socialdémocratie, donne une force réelle, en Autriche, à l'idée de rattachement. Est-ce de la politique de rattachement que de donner à l'Allemagne un aspect tel que sa force d'attraction sur les masses socialdémocrates diminue sensiblement ?

Précisément, depuis que l'échec de la politique d'assainissement est devenu évident pour tout le monde, à l'intérieur et à l'étranger, l'idée de rattachement a fait de grands progrès. [...] C'est alors que la victoire de la réaction allemande tombe comme une douche froide sur le mouvement du rattachement en Autriche. La réaction allemande fait mieux les affaires des Briand et des Benès qu'ils ne pourraient eux-mêmes (1).

L'idée de l'unité allemande, née dans la tempête de la révolution de 1848 et qui s'est réveillée dans la révolution de 1918, ne peut pas être étouffée par un veto français et tchèque, mais ne peut l'être que par une victoire de la contre-révolution allemande.

De M. A. Rosenberg, dans la *Correspondance internationale*, bi-hebdomadaire communiste, édité en français à Vienne (29. 4. 25) :

Morte avec Ebert, la Constitution républicaine de Weimar vient d'être, ce 26 avril, portée en terre sous les plis du drapeau noir-blanc-rouge. Un feld-maréchal de Guillaume II est président de la République allemande. L'Allemagne est une monarchie sans monarque, comme la Hongrie de Horthy ou la Bavière des Khars et des Held. Mais elle a un régent : Hindenburg, que l'on commence à appeler, imitant le *duce* Mussolini, le duc des Allemands.

La journée du 26 avril est une belle victoire pour les nationalistes-réactionnaires, un succès estimable pour les communistes, une piteuse défaite pour les socialdémocrates et pour leur « bloc populaire ». [...]

La grande bourgeoisie ne souhaitait pas une candidature Hindenburg. Stresemann et son parti l'ont combattu jusqu'au dernier moment. Le parti populaire allemand (*Deutsche Volkspartei*) et les sociétés racistes (parti économique des classes moyennes, parti populaire bavarois, unions patriotiques, Casque d'Acier, éléments aventureux des nationaux-allemands) ont porté le feld-maréchal au pavois. Von Tirpitz et l'agrarien Scheweningen sont les vrais auteurs de la candidature Hindenburg, dont la grande bourgeoisie s'est ensuite accommodée en travaillant à rendre le grand homme aussi inoffensif que possible. [...]

La démagogie patriotique a séduit de larges masses. Il n'est pas étonnant que Hindenburg ait recueilli, en Bavière Septentrionale et Prusse Orientale, les deux tiers et, en Poméranie, les trois quarts des suffrages exprimés. Mais qu'il ait eu presque un demi-million de voix dans la Ruhr, prouve que de nombreux mineurs ont aussi voté pour lui.

(1) La *Reichspost*, journal officieux du Gouvernement actuel et organe du parti chrétien-social, prévoit de même (28. 4. 25) que le mouvement de rattachement diminuera considérablement parmi les socialdémocrates.

A Halle, ville rouge, le feld-maréchal réunit plus de que Marx et Thaelmann ensemble ! De même à Erf à Kiel et même à Chemnitz ! Que, dans tous ces distr une importante partie du prolétariat se soit laissé dévo le fait est grave. A Hambourg aussi, Hindenburg v cette fois en tête. [...]

Pour les leaders socialdémocrates, la défaite des gau est sévère. Ils s'étaient adonnés avec le Centre catholi à un maquignonnage éhonté, troquant leur « influe présidentielle » pour la présidence du Conseil en Pru Troc maladroit. Nul ne put croire que M. Marx, l'hom des évêques et du gros patronat catholique, combattrai droite ! Mais la lâcheté de ses partisans a dépassé to les prévisions. [...]

Pendant sept années, la Socialdémocratie a flirté a le capital et la monarchie. « Le jour de gloire est arrivé Ses plumitifs peuvent répéter : « Hindenburg, élu pa grâce de Thaelmann » ; il faut être un imbécile pour pas voir que l'accoucheur véritable du feld-maréchal sident de la République s'appelle Noske.

De M. Karl Radek, dans la *Correspondance in nationale* (29. 4. 25) :

Quand le Cid Campeador tomba en combattant Maures, les chevaliers espagnols attachèrent son cad à un coursier pour que, mort, sa présence enthousias encore les chrétiens. Le capitalisme allemand remet selle le septuagénaire Hindenburg. Ce vieillard doit conduire au combat contre le prolétariat et les cla moyennes, encore rangés en majorité sous les drape souillés de la République bourgeoise.

La démocratie, dans la lutte qui vient de finir, n'a été habile. Même les masses ouvrières allemandes dispo à défendre la République, estimant avec raison qu vaut mieux que la monarchie, ont pu se demander : Qu garantie de ferme républicanisme nous offre d M. Marx, ce chef catholique formé à la Cour du Kais

Du *Neues Wiener Tagblatt*, organe démoc (27. 4. 25) :

Il faut reconnaître franchement que l'élection de H denburg n'est pas faite pour favoriser l'idée de ra chement. On sait que depuis quelque temps, sous la p sion des difficultés économiques contre lesquelles notre p doit lutter, l'idée de rattachement avait pénétré des mili qui, jusqu'à présent, y étaient hostiles, qu'elle avait not ment gagné du terrain dans le parti chrétien-social. On admettre maintenant que ces milieux vraiment catholic réfléchiront en voyant que le démocrate catholique M est battu par le protestant prussien Hindenburg. Il est p bable également que notre parti socialdémocrate, qui ren vela tout récemment sa profession de foi pour le ra chement, sera refroidi en voyant un général de l'ancie Prusse appelé à la plus haute magistrature du Reich. gens prudents, circonspects, craintifs de chez nous demanderont s'il y a bien lieu de se laisser entraîner les complications auxquelles l'Allemagne s'expose peut pour un avenir proche. A Paris, où l'on craint toujour rattachement comme le diable, on ne manquera pas saisir cet aspect de la question et cela apaisera peut l'émotion qui y règne.

[*La plupart de ces extraits sont empruntés au* Bull quotidien *et aux divers* Bulletins périodiques *de* pr étrangère *publiés par le ministère des Affaires étrangère* l'Agence Havas, *au* Temps. *Les autres citations, spéc ment celles de la presse catholique, ont été traduites pa* D. C. — *Nous donnerons la suite dans un prochain num*

Les doctrines tempérées déplaisent génér ment à la jeunesse; d'abord, parce qu'elles s tempérées et que la jeunesse est naturellem ardente et fougueuse; ensuite, parce qu'e sont compliquées, et c'est seulement avec l'â à l'école de l'expérience, que l'on appren préférer la vérité à la simplicité.

Georges Renard.

Imp. Paul Feron-Vrau, 3 et 5, rue Bayard, Paris-8e. — *Le gérant :* A. Faigle.